

DERNIÈRE MINUTE

M. Wilson envisage de démissionner

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 bel. ; Japon, 11 ¥ ; Canada, 10 c. ; Espagne, 16 pes. ; Grande-Bretagne, 10 s. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris n° 450772

Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le nouveau pari de M. Sadate

Que les griefs du président Sadate à l'égard de l'U.R.S.S. — carence dans les livraisons d'armement, refus d'accorder un moratoire pour le remboursement des dettes égyptiennes — soient justifiés ou non, on s'interroge sur les véritables raisons qui ont conduit le successeur de Nasser à dénoncer le traité d'amitié et de coopération qu'il avait lui-même signé en mai 1971.

Le camouflet qu'il administre aux dirigeants du Kremlin non seulement ne lui permettra pas d'obtenir d'eux ce qu'il souhaitait, mais les incitera, sans doute, à continuer à l'aggravation des problèmes intérieurs et extérieurs qui se posent à l'Égypte. Certes, la réaction de Moscou est, dans sa forme, relativement modérée : la « déclaration autorisée » de l'agence Tass se rapproche de M. Sadate de donner une appréciation « déformée » des rapports soviéto-égyptiens et de suivre à l'égard de l'U.R.S.S. une « politique inamicale ». Cependant, cette retenue ne devrait pas faire illusion. Les Soviétiques, qui ont une conception « notariale » des relations internationales, n'ont certainement pas apprécié la dénonciation d'un traité qui consacrait à leur yeux sa valeur, symbolique aujourd'hui, potentiellement concrète pour l'avenir. D'autant moins que l'exemple donné par l'Égypte risque d'être suivi par d'autres.

L'U.R.S.S. a les moyens d'exercer des représailles. Elle pourrait réduire son assistance économique, actuellement considérable. Elle se sans doute résister ses liens avec les adversaires du régime égyptien — la Libye, la Syrie et l'O.L.P. en tête — en les incitant à durcir leurs positions.

Jusqu'à la dénonciation du traité, le chef de l'État égyptien pouvait encore espérer bénéficier d'une certaine complaisance de l'U.R.S.S. Celle-ci, sans doute dans l'intérêt de sa propre stratégie au Proche-Orient, a sauvé l'Égypte au moins quatre fois en dix ans : en 1956, en menaçant la Grande-Bretagne et la France de représailles militaires après leur débarquement à Port-Saïd ; en 1967, après la débâcle arabe, en reconstruisant l'armée égyptienne en un temps record ; en 1970, en protégeant le ciel égyptien des avions israéliens ; lors de la guerre d'octobre 1973, enfin, en lançant un pont aérien et en menaçant d'intervenir directement dans le conflit. Sur le plan intérieur, l'U.R.S.S. n'a jamais essayé de se constituer une « clientèle », allant jusqu'à refuser de reconnaître l'existence d'un parti communiste égyptien.

Il est vrai que les préoccupations actuelles du président Sadate sont d'un autre ordre. Ne redoutant pas, dans l'immédiat, une subversion intérieure, et n'ayant pas apparemment la moindre intention de reprendre les hostilités contre Israël, il cherche avant tout à sauver l'Égypte de la banqueroute, à obtenir des fonds « liquides » pour équilibrer ses finances, freiner une inflation galopante et prévenir une agitation sociale qui pourrait devenir rapidement explosive. Or seuls les régimes conservateurs de la région, sionnistes et russophobes — tels l'Arabie Saoudite, les émirats pétroliers du golfe Persique et l'Iran — sont en mesure de fournir l'assistance sous la forme que souhaite la classe dirigeante égyptienne.

Si la Chine se félicite du coup porté à l'« hégémonie soviétique », les États-Unis sont, à coup sûr, les grands bénéficiaires de la détérioration des relations soviéto-égyptiennes. Leur victoire au Caïre pourrait compenser leurs déboires en Angola. Mais le président Sadate survenant peut-être les moyens de M. Ford de lui manifester sa reconnaissance. Le Sinaï et le Congrès américains, acquis dans leur majorité à Israël, veilleront sans doute à ce que la générosité de la Maison Blanche ne dépasse pas certaines limites. En 1972, l'expédition d'Égypte de quelque vingt mille militaires soviétiques n'avait pas été récompensée par Washington. L'avenir dira si M. Sadate gagnera son nouveau pari.

(Lire nos informations page 2.)

Les tensions s'aggravent au sein du gouvernement espagnol

La presse espagnole se fait l'écho, ce mardi 16 mars, de tensions croissantes au sein du gouvernement et d'un possible remaniement ministériel. De bonne source, on affirme même que M. Arias Navarro, chef du gouvernement, aurait déjà offert sa démission au roi Juan Carlos. Le souverain s'est en tout cas longuement entretenu lundi au palais de la Zarzuela avec le vice-président militaire du gouvernement, le général Santiago Diaz de Mendivil, dont les options conservatrices sont connues.

Une réunion de la commission mixte chargée de l'étude de la réforme constitutionnelle, qui devait avoir lieu mercredi, a été soudainement annulée. Dans l'entourage du chef du gouvernement, on dément cependant que des bouleversements importants soient à l'ordre du jour.

La libéralisation entre deux feux

De notre envoyé spécial

Madrid. — Quatre mois après la mort du général Franco, le pessimisme gagne toutes les classes de la société espagnole. Le pays connaît sa crise économique la plus grave depuis le début de la spectaculaire expansion des années 60. La dévaluation de la peseta, décidée en février, n'a rien résolu. Au contraire, la mesure est unanimement critiquée et les prix empruntent l'ascenseur.

Le coup de ciseaux qui a jeté des milliers de grévistes dans les rues de Vitoria, au Pays basque, le 3 mars, a soudainement fait prendre conscience à une opinion, encore mal informée, que l'agitation sociale est profonde, sérieuse, et qu'elle met en cause une organisation syndicale officielle complètement déphasée et inopérante. Vitoria n'est pas un accident dû à un concours de circonstances exceptionnelles. Une explosion populaire analogue, chacun en est conscient, peut se reproduire n'importe où et à n'importe quel moment dans la péninsule. La brutale répression policière, rappelant les jours les plus sombres du franquisme, a choqué. Elle illustre le manque de cohésion du gouvernement et son indécision. S'agissait-il pour les ultras de droite, qui parlent de nouveau haut et fort, de donner un avertissement aux libéraux du premier gouvernement de Juan Carlos, et d'abord à M. Fraga Iribarne, ministre de la gouvernance, responsable, à ce titre, à la fois des réformes institutionnelles et du maintien de l'ordre ?

On le murmure en tout cas. Au soir du 3 mars, le gouvernement a condamné sans réserves les grévistes de Vitoria et justifié totalement le comportement des forces de l'ordre. M. Fraga se trouvait alors à Bonn, en visite officielle. Le 6 mars, à Vitoria, le ministre de l'Intérieur est couronné par les familles des victimes. Démarche sans précédent : il contredit la prise de position officielle et affirme que les responsa-

bilisés sont partagées. Les hommes en uniforme grisaient la redoutable police armée sur leurs instructions ou, simplement, cédés à la panique ? A Madrid, le gouvernement ne peut pas non plus ignorer que, pour la première fois depuis quarante ans, des autorités locales, nommées par le pouvoir central ont osé critiquer son action et ont ouvertement pris le parti d'ouvriers en colère, en qui la droite du régime ne veut voir que révolutionnaires « professionnels » financés « par l'étranger ».

Ceux qui ont intérêt à bloquer un peu plus un processus de libéralisation, déjà bien lent et insuffisant pour les dirigeants des formations démocratiques, poursuivent leur avantage dans les coulisses de la Zarzuela et des Cortes. Et l'on repart de retour, au premier plan, de deux hommes politiques très liés à l'Opus Dei : MM. Lopez Bravo et Lopez Rodó. Le premier, ancien ministre des affaires étrangères, a été nommé président de la commission des lois fondamentalistes aux Cortes.

MARCEL NIEDERGAHE.
(Lire la suite page 6.)

Le reflux de la spéculation réduit la décote du franc

Le redressement du franc sur les marchés des changes, amorcé dès lundi après-midi et plus sensible à Londres qu'à Paris, s'est poursuivi mardi matin 16 mars. La baisse moyenne du franc par rapport à ses cours du vendredi est revenue de 4,5 à 3 % contre le deutschemark et à 2,6 % contre le dollar. La Banque de France n'est pratiquement pas intervenue, le reflux de la spéculation opérant de lui-même.

M. Ciscard d'Estaing s'est fait mettre au courant mardi matin par M. Jean-Pierre Fourcade et M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, des rudes débats qui ont eu lieu à Bruxelles entre les ministres des Finances des Neuf (lire page 32). M. Fourcade espère ramener « rapidement » le franc dans le « serpent » européen, mais il n'a pas dit à quel niveau. Celui-ci peut d'ailleurs dépendre de l'évolution des échanges commerciaux, qui se sont améliorés en février (lire page 32).

Comme le souhaite Paris, il est probable que Bruxelles autorisera un relèvement supplémentaire de 1,4 % des prix agricoles français (7,5 % en moyenne au lieu de 6,1 %), par suite de la correction monétaire apportée au « franc vert ».

Lundi et mardi, un reflux massif de capitaux s'est produit sur les marchés des changes : ceux qui avaient vendu du franc après l'avoir emprunté, c'est-à-dire en pratiquant à découvert, se sont précipités pour le racheter. D'où la remontée du franc lundi et mardi, réduisant de moitié la décote qui l'avait frappé après l'annonce de sa sortie du « serpent ».

C'est vendredi que la spéculation contre le franc avait été la plus vive, atteignant, selon les estimations mêmes de M. Fourcade, 4 milliards de francs (près de 900 millions de dollars). Les spéculateurs qui avaient emprunté des francs pour une très courte durée sont, eux, contraints de les rembourser rapidement ; ce qui entraîne une tension extrême sur le marché de l'emproument, très croût par spéculation. Lundi, le taux par une journée dépassait 700 % ; il est un peu redescendu mardi.

FRANÇOIS REMARD.

(Lire la suite page 32.)

Le rouge et le noir

LES élections cantonales — qui l'ont cru ? — sont devenues une source inépuisable de réflexions politiques et — qui sait ? — d'actions politiques tant de la majorité que de l'opposition.

Ainsi, le peuple français possédait pour indiscipline ; il ne l'est plus. Limitées dans leur objet et leur étendue, les élections aux conseils généraux n'avaient nul besoin d'être politisées ; elles l'ont toujours été. Trois de gens ont perdu leurs voix, au sens propre et au sens figuré, à soutenir le contraire. Sans doute n'avaient-ils rien d'autre à dire ; ils n'ont pas en tout cas réussi à dissuader les électeurs de s'intéresser aux urnes.

Le mode de scrutin conduisait à l'avance le camp qui se serait divisé contre lui-même. La discipline a joué chez les électeurs comme chez les candidats. Ce n'est pas une vingtaine de cas, la plupart explicites, qui font valoir une exception lorsqu'il s'agit d'un millier de cantons. Jamais les transferts de voix ne se sont mieux opérés, d'un côté comme de l'autre, et c'est ainsi que tout naturellement le pays s'est trouvé de nouveau coupé en deux. On le reconnaît plus volontiers aujourd'hui, après l'avoir tant contesté il y a deux ans.

Loin de nourrir la crainte, cette évidence devrait susciter le respect. Depuis trop longtemps, les leaders de la majorité ont pris l'habitude d'attaquer personnellement ceux de l'opposition, usant tantôt de mépris, tantôt de l'insulte ; ils se faisaient sans doute plaisir à eux-mêmes. Aujourd'hui, ils peuvent se rendre compte que s'ils ont porté des coups, c'est contre leur propre camp. En visant les chefs de l'opposition, ils ont blessé ceux qui se reconnaissent en eux. S'il y a une exaspération sensible dans toute une partie du pays, c'est bien à l'égard des moutons de la majorité.

C'est un premier paradoxe et un premier échec de celui qui voulait être le président de tous les Français. Mais il n'est pas trop tard pour que son libéralisme, à la manière d'un homme d'État, se fasse entendre. Un autre paradoxe est que le plus jeune des présidents voit sa jeunesse se présenter contre lui. Agriculteurs ou ingénieurs, bon nombre des nouveaux élus socialistes ont moins de quarante ans. Ils auront du être pour eux sensibles au style du nouveau président et à celles de ses réformes qui épaississent l'évolution des mœurs. Mais il semble que, s'il se crée une nouvelle classe d'élus, et peut-être de dirigeants, c'est dans l'opposition qu'elle se forme.

J. F.

(Lire la suite page 3.)

Pauvres aux États-Unis

I. — Les Appalaches des « Hill Billies »

Clay (Virginie de l'Ouest). — Les voitures rouillent à 80 kilomètres à l'heure dans l'étroite vallée de la rivière Kanawha. La masse sombre des bois descend jusqu'au bord de l'eau, ne laissant voir que quelques rochers noirs. Devant nous roule une antique camionnette Dodge. À travers la lunette arrière, on aperçoit, accrochés derrière le chauffeur et son passager, une carabine à répétition. Chacun ici a le droit de posséder une arme et de s'en servir en cas de nécessité.

Concubines entre la route et le fleuve, bédouilles de guinguette par les charpentiers à moitié pourvus, de vieilles bâtisses encore habi-

De notre envoyé spécial.
ALAIN-MARIE CARRON

tées rappellent ce que furent les Appalaches il y a un peu plus de dix ans. Terres de misère et de délabrement. Mais de l'autre côté de la route, quand la dentelure des collines dégage un petit espace, les habitations sont presque toutes neuves, d'un genre particulier : trailers, caravanes semi-mobiles, grandes comme trois ou quatre fois nos caravanes européennes, structures de métal et de plastique conformes à l'Amérique moderne.

Déjà, Lincoln...

Ce dimanche matin, la radio de la voiture capte surtout des émissions religieuses. La voix d'un prédicateur baptiste tonne : « La foi dans ce pays souffre de notre prospérité... Et laissez-moi vous dire que Sodome et Gomorre étaient des villes hautement technologiques... Il y a fort, cet homme de Dieu. Parmi les habitants du comté de Clay, on compte deux fois et demie plus de personnes pauvres que dans le reste du pays (12 % des Américains vivaient, en 1974, en des-

sous du seuil de pauvreté, fixé à 4 940 dollars de revenu annuel pour une famille de quatre personnes. La même année, le revenu moyen par famille était de 12 840 dollars).

La population des Appalaches, 19 millions d'habitants (9 % de la population totale) répartis sur huit États (1), a vécu dans la gêne ou même le dénuement depuis que les États-Unis existent. À l'époque de la guerre de Sécession, Abraham Lincoln avait demandé à un général chargé des « questions sociales » de préparer un plan d'assistance destiné à cette région, déjà considérée comme désertée.

(Lire la suite page 3.)

(1) Alabama, Géorgie, Kentucky, Maryland, Mississippi, Tennessee, Virginie du Nord, Caroline du Sud, Ohio, Pennsylvanie.

117 MILLIONS DE FRANCS DE SUBVENTION

L'Opéra a-t-il une politique d'avenir ?

Le conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, qui se réunit ce mardi, n'a pas une tâche facile. Il n'a pas tenu de séance depuis les 23 et 24 juin et doit donc prendre connaissance des comptes de 1975 et du budget de 1976 avec quelque six mois de retard.

Cette réunion intervient, d'autre part, deux mois après que l'administrateur de l'Opéra, M. Rolf Liebermann, ait vu son mandat prorogé pour quatre ans, soit jusqu'à l'automne 1980, ce qui implique un examen de la politique envisagée au cours de cette nouvelle ère, et peut-être surtout de l'avenir de l'Opéra après 1980, de l'après-Liebermann.

Dans ce temps de restrictions budgétaires, la lecture des comptes et prévisions de l'Opéra offre un caractère d'étrangeté analogue à celui d'un conte de Swift ou d'une marche sur la Lune en état d'apesanteur. Entre les budgets primitifs de 1975 et 1976, les dépenses passent de 96 444 500 francs à 140 800 000 francs, soit une augmentation de 46 % (alors que l'inflation et l'augmentation de la

fonction publique n'interviennent que pour 19 %), où la seule tournée aux États-Unis comptera, si tout se passe bien, pour un peu plus de 12 millions. Mais, sans tournée aux États-Unis, la seule année 1975 s'est soldée par une augmentation de dépenses de 13 millions.

Parallèlement, la subvention de l'État, qui était de 72 millions en 1975, saute à 98 300 000 francs en 1976 (+ 35 %), auxquels s'ajoutent 8 700 000 francs pour la tournée aux États-Unis (secrétariat d'État à la culture et ministère des affaires étrangères) et 10 millions de la Ville de Paris, soit au total 117 millions.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR

VER OU SERPENT ?

Ce serpent monétaire, est-ce un serpent de mer pour les ministres des finances en panne d'inspiration ? Est-ce une coulée qu'il faut arrêter, un bœuf qui nous étouffe ? A voir la manière dont il se comporte, il n'y a-t-il pas plutôt erreur sur l'espèce animale, et, ser plutôt que serpent, ne s'agit-il pas d'un vulgaire lézard qui perd, en avançant, les uns après les autres, tandis que le deutschemark qui lui sert de tête reste solidement accroché aux tringles de l'Europe ?

ROBERT ESCARPIT.

AMÉRIQUES

Pauvres aux États-Unis

(Suite de la première page.)

Le progrès économique n'a jamais tout à fait pénétré le vieux massif des Appalaches, qui commencent au nord de l'État de New-York, pour s'étendre en Alabama. Les premiers colons, le plus souvent irlandais-écossais (les Irlandais du Nord, de souche écossaise), se sont installés par petits groupes dans l'une ou l'autre de ses vallées encaissées. Ils formaient un monde « nouveau » auquel ils ne parvenaient pas à s'adapter. Avec le temps, l'augmentation de la population dans un espace très compartimenté et sans grandes ressources, a posé des problèmes. La région a été momentanément sauvée par la découverte de gisements de charbon, que les propriétaires de terrains vendirent parfois pour quelques dollars aux compagnies venues du Nord-Est. Les Appalaches devinrent alors un centre de mono-industrie.

Au début des années 50, la demande de charbon commence

à baisser, les mines ferment, la pauvreté s'installe. En 1960, la région est à l'agonie. Le manque de travail a provoqué au cours des années précédentes un exode de plus d'un million de personnes vers Chicago ou Detroit. Là-bas l'assimilation des « expatriés » sera difficile. Aujourd'hui ils restent encore confinés dans des bidonvilles secondaires, vivent dans des quartiers sinistres d'où s'échappent des bouffées de country music.

Les « Hill billies », ceux qui n'ont pas quitté la région, souffrent de malnutrition, d'absence de soins médicaux, d'une insécurité d'emploi : chez les enfants, les carences alimentaires ajoutent leurs effets à ceux de la pauvreté. Les handicaps mentaux et instables caractéristiques sont nombreux. Pour le reste de l'Amérique, le « Hill billy » incarne un personnage à l'origine patibulaire ou stupide, hostile, renfermé sur lui-même : tel que le représentait le film *Deliverance*.

La « grande société »

En 1962, l'Amérique découvre qu'elle a, elle aussi, ses pauvres. Grâce à deux livres remarquables : *The Other America* de Michael Harrington, *Challenge to affluence* de Gunnar Myrdal, la pauvreté devient à la mode

Dans cette atmosphère, l'extrême gauche a créé en 1965 une « commission régionale » pour le développement des Appalaches, qui a tiré l'économie locale du coma. Environ 5,5 milliards de dollars de fonds fédéraux ont été consacrés au développement de la région entre 1965 et 1974. La construction d'autoroutes en a absorbé plus de 30 % ; il fallait désenclaver la région si l'on voulait attirer les investisseurs. Le reste est allé, par ordre d'importance, à la santé, à l'enseignement technique, à l'irrigation, à l'amélioration de l'habitat et à l'aide à l'industrie minière.

L'effort n'a pas été inutile : pour la première fois, depuis 1940, le taux de croissance démographique de la région est égal à la moyenne nationale (3,3 % en 1973). Plus même, entre 1970 et le milieu de l'année 1973, la population des Appalaches s'est accrue de 487 000 personnes, plus que la décennie 60-70.

Le chômage a baissé, rejoignant la moyenne nationale. Le revenu moyen par tête s'est lui aussi amélioré. Il est passé, entre 1965 et 1972, de 1 180 dollars à 3 640 dollars ; soit une progression de 60 %. En 1965, ce revenu

représentait 78 % du même revenu en moyenne nationale ; en 1972, 81 %. Dans le même temps, la pauvreté déclinait. Trente et un pour cent des habitants vivaient en 1960 en deçà du « seuil de pauvreté » ; 18 % seulement en 1970. Pour l'ensemble des États-Unis, l'indice passait de 22 à 13,7 % entre 1960 et 1970.

La progression est donc plus rapide pour les Appalaches que pour l'ensemble du pays. Mais à l'intérieur même de la région, elle est très inégalement répartie. Le comté de Clay est loin d'être le seul de son espèce : cent quarante autres, comme lui, n'ont guère bougé depuis dix ans. Le nord de la région, qui était jadis le secteur le plus peuplé et le plus développé, stagne. Le centre, dominé par la mine, subit depuis dix ans les coups d'accordéon de cette industrie instable. Son revenu par tête a enregistré une hausse très nette, mais largement due à l'augmentation des aides sociales.

Le sud des Appalaches, en revanche, semble avoir mieux résisté. Il a attiré à lui plus de 50 % des nouveaux emplois créés dans la région entre 1965 et 1972.

« Pauvreté et barbarie »

Ces disparités, après dix années d'efforts, laissent craindre que le progrès économique des Appalaches ne se ralentisse. Passée la période de rattrapage d'un sous-développement excessif, il n'est pas impossible que l'écart se creuse à nouveau entre cette région morcelée et généralement isolée et l'économie de grands espaces qui caractérise le reste des États-Unis.

L'homme des Appalaches devra peut-être un jour quitter définitivement sa région, s'il veut rester dans le train de l'Amérique *soy of life*. S'il résiste à l'émigration, il n'est moins sûr. Selon l'expression d'un auteur (2) qui connaît bien les « Hill billies », leur tournure d'esprit n'est pas préconçue au sens du dynamisme américain poursuivant la richesse,

mais régressive, tournée vers le passé.

Son argent tout neuf, le Hill billy l'a utilisé pour se loger dans un trailer. Cette concession au modernisme est désormais visible

(2) Jack E. Waller, *Yesterday's People*, University of Kentucky Press, 1968.

(3) Le *Washington Post* rapportait, le 27 novembre 1975, le cas d'une femme de Pennsylvanie appartenant à une secte, l'« Église monothéiste réformée », qui refuse depuis trois ans d'avoir des relations sexuelles et de manger avec son mari depuis que celui-ci a critiqué les chefs de la secte et a été « excommunié » par eux. L'hiver dernier, le ministre de l'Éducation a voulu appliquer une décision de la Cour suprême interdisant la lecture de la Bible dans les écoles publiques, comme d'habitude de tradition le matin, à l'ouverture des cours. La protestation surnante à l'école et les autorités durent y renoncer.

Un procureur part en guerre contre la corruption à New York

De notre correspondant

New-York. — La tempête économique qui fait récemment accuser New-York, à la suite de l'ancien maire John Lindsay, n'avait pas fini de souffler qu'un ouvrier politique s'abattait sur la ville. Le gouverneur de l'État de New-York, M. Hugh Carey, un démocrate réputé honnête, a voulu l'illuminer, en janvier, M. Maurice Nadler, « procureur spécial » nommé en 1973 par le gouverneur Nelson Rockefeller pour nettoyer les écritures d'Augustus de la justice new-yorkaise. Ce fut un beau tollé dans la presse et sur le petit écran. L'entourage de M. Nadler dit que la décision du gouverneur s'expliquait parce que le procureur spécial avait réuni un dossier accablant contre un ami et protégé du gouverneur, M. Patrick Cunningham, secrétaire général du parti démocrate de l'État de New-York. Ce dernier aurait triché dans une énorme affaire de malversations de fonds municipaux et de trafic d'influence. M. Carey était pris entre le marteau et l'enclume. S'il démettait M. Nadler, il prêtait le flanc à la critique et risquait d'être soupçonné, à tort ou à raison, d'avoir étouffé un « Watergate » new-yorkais. S'il permettait à M. Nadler de mener jusqu'au

bout son enquête, il risquait d'être ébloué, lui-même, par la victoire. Il apparaît qu'il n'avait pas autorisé pour démentir le procureur spécial sans l'assentiment du procureur général de l'État, M. Louis Lefkowitz, un républicain. M. Carey et Lefkowitz arrivèrent à un compromis : M. Nadler sera autorisé à poursuivre son enquête jusqu'au mois de juin, date à laquelle il sera remplacé. Un juge de la Cour suprême de l'État vient d'ailleurs de lui donner le champ libre pour saisir la chambre d'accusation du dossier Cunningham.

L'histoire de New-York abonde en chevaliers sans peur et sans reproche qui entreprennent d'extirper la corruption du gouvernement municipal et durent bientôt déposer les armes. Ceux qui s'aventurent dans la jungle s'enlèvent des complications entre politiciens criminels, fonctionnaires, juges et policiers furent souvent engloutis par elle, corrompus à leur tour, parfois même supprimés. Les quelques exceptions héroïques ne firent que confirmer la règle. Dans les années 30, le maire LaGuardia et plus tard le procureur Thomas Dewey réussirent à démanteler certains réseaux criminels.

Des complications

En 1972, la commission Knapp avait révélé que non seulement la police de New-York à nouveau était corrompue, mais aussi qu'un réseau de complications liait entre eux policiers, juges et procureurs véreux. C'est alors que le gouverneur Nelson Rockefeller confia à M. Maurice Nadler un procureur new-yorkais efficace et expérimenté, parangon de vertu, la mission de débarrasser les coupables.

Pendant un an et demi, M. Nadler fit envoyer en prison deux cent quatre-vingt-dix « mauvais fonctionnaires » et condamna M. Thomas Mackarelli, le puissant procureur du Queens, M. Norman Levy, directeur du service des amendes de la municipalité, M. Irving Goldman, le directeur des affaires culturelles, M. Paul Roe, un juge chargé des questions douanières. Soudain, les « victimes » de M. Nadler se mirent en révolte. Les unes après les autres, les condamnations importantes qu'il avait obtenues furent cassées en cour d'appel pour vice de forme. On s'aperçut que les méthodes qu'il avait employées pour contondre ses victimes violaient les droits civiques et parfois même la loi. Dans certains cas, il avait vu de la provocation, il avait même fait camoufler la domicile d'un inculpé. M. Thomas Mackarelli, Irving Goldman, Paul Roe, ainsi que Dominic Rinaldi, un juge que M. Nadler avait fait inculper, furent acquittés.

Des voix s'élevèrent pour dénoncer les méthodes « tyranniques », voire « nazies » de M. Nadler. Dans bien des cas, les protestations étaient d'inspiration politique. Le procureur

spécial plénière les plates-bandes d'un fief démocrate (New-York) et ses investigations manœuvrent plusieurs grands manitous de l'appareil. Aux États-Unis, ces grandes opérations de nettoyage sont, en effet, souvent entreprises à des fins politiques : un parti voulant en déloger un autre solidement implanté dans l'administration locale. Il ne fait aucune doute pourtant que le système judiciaire de New-York est profondément corrompu. Cette situation a des racines institutionnelles, les juges étant parfois aux États-Unis des politiciens, élus et soumis aux pressions de la vie politique. A New-York, à Chicago, et dans bien des grandes villes, la loi bon leur arrive d'être « arrangée ». Les affaires qui leur sont soumises pour obéir des « parrains ». Les procureurs qui songent à leur avenir politique doivent, eux aussi, réfléchir avant de poursuivre tel criminel qui a de bonnes relations.

Le procureur Nadler a trois mois pour réunir des preuves solides contre les juges, les procureurs et les hauts fonctionnaires qu'il croit coupables et pour les faire mettre en prison. S'il réussit à les contondre, il aura sérieusement ébranlé les fondements du parti démocrate et rendu un fier service aux habitants de la ville. S'il échoue, il laissera le souvenir d'un « cow-boy » du monde judiciaire qui, malheureusement, aura gaspillé sans succès les dollars des contribuables. Les dépenses des contributions ont été énormes pour ses opérations se chiffrent par dizaines de millions de dollars.

LOUIS WIZNITZER

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire du numéro de mars

CHINE : LA GAUCHE MAÎTRESSE DU JEU

(Jean Daubier)

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DANS LE GOLFE

(Michael T. Klare)

ISRAËLIENS ET PALESTINIENS : LE DOUBLE REFUS

(Daniel Amit)

LA ZAMBIE ET LE RÉAMÉNAGEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE

(Dana Martin)

LA FORCE ET LE DROIT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

(Charles Zoghbi, Mario Gattai, Pierre Ruzer, Georges Tenebris, Philippe Manin et Emmanuel du Pontavice)

PHILIPPINES : LOI MARTIALE ET « NOUVELLE SOCIÉTÉ »

(Rapportage de Marcel Barang)

LE JEU DE L'INDONÉSIE ET DES ÉTATS-UNIS À TIMOR

(Robert Aares)

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE L'OCCIDENT (De « La Terreur totale » à « L'Effondrement de la démocratie » - par Claude Bourdieu)

LES SOCIÉTÉS LIBÉRALES VICTIMES D'ELLES-MÊMES ? (C.J.)

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro

5 rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

SÉRIE NOIRE SUPER NOIRE

MARS 1976

DONALD E. WESTLAKE
V'là aut'chose!

TONY KENRICK

Trois petits soldats

EMMANUEL ERRER

L'envol des corneilles



GALLIMARD

(Publié)

EUROPE

POUR LA 1^{re} FOIS A PARIS
Grande Vente
de tapis marocains
pure laine fait main
Liquidation au cours
d'une exposition
du 15 au 30 mars 1976
AU PALAIS EXOTIQUE
ARTISANAT MAROCAIN
2, r. Charra, 75009 Paris
Tél. : 280-00-27
Métro : HAVRE-CAUMARTIN
(situé entre Bouchard
et le Printemps)

UNE « TABLE RONDE » D'HISTORIENS SUR LE XX^e CONGRÈS DU P.C. DE L'U.R.S.S.

par RENÉ GIRAULT (*)

Au cours d'une « table ronde » sur le XX^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., organisée à Paris le 6 mars par le laboratoire de slavistique du C.N.R.S. et l'institut d'études slaves, après deux heures de discussion une historienne a posé cette question : « Est-il possible en 1976 d'entreprendre une histoire du XX^e congrès ? ». Les débats qui se dérouleront pendant

près de sept heures entre historiens, politologues, témoins français et étrangers, démontreront que la réponse pouvait être positive.

Sans doute les historiens en sont-ils encore au stade de la première construction, rassemblant documents et témoignages avant que les souvenirs des acteurs ne soient trop modifiés par les suites de l'événement et leur propre vieillissement, mais l'heure est désormais propice aux réflexions historiques. Certains cheminement politiques récents ont rendu l'appréciation portée sur le passé de l'U.R.S.S. plus sereine en élevant le caractère de polémique politique nationale à l'étude des vicissitudes passées de l'U.R.S.S. ; le débat du 6 mars a pu réunir des historiens marxistes et non marxistes, des témoins engagés différemment, des participants aux développements du XX^e congrès dans les démocraties populaires sans que la perspective historique ait été perdue de vue à aucun moment. L'actualité du XXV^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et les transformations des rapports entre le P.C.F. et le P.C.U.S. étaient

certes présents dans tous les esprits, mais cet environnement politique n'était pas fondamental pour la réflexion des participants.

Pourquoi le XX^e congrès ? Selon Mme Carrière d'Encausse, professeur à la Fondation des sciences politiques, les successeurs de Staline recherchaient une nouvelle légitimité pour leur pouvoir : dès les premiers jours de la mort de Staline, à l'intérieur d'une dynamique de libéralisation partielle avait commencé à fléchir les bases antérieures du régime, tandis que la reconnaissance des fautes commises vis-à-vis de la Yougoslavie était un autre indice dans le système extérieur soviétique ; il fallait dès lors reconstruire un pouvoir sur de nouvelles bases, en particulier redonner au parti un véritable rôle dirigeant et même lui redonner une vie réelle ; la légitimité stalinienne, Khrouchchev tentait de substituer une légitimité du parti fondée sur un recours à l'action de Lénine dans son « dernier combat ».

Mais la liquidation de la terreur stalinienne rencontrait de sérieuses

résistances dans le parti, comme le montrait M. Elieinstein (université de Paris-VIII) ; les limites du combat idéologique des novateurs (on s'en tient à la dénonciation du « culte de la personnalité »), l'absence de réelles perspectives marxistes dans l'analyse faite du phénomène stalinien, expliquent, selon M. Elieinstein, que l'incontestable ébranlement donné ait finalement été insuffisant pour éviter tout retour vers le passé. Pour mesurer toute l'influence du Congrès, il convenait de tenter de mesurer les modifications apportées aux mentalités collectives par le choc du rapport secret. M. Haupt (directeur d'études aux Hautes Etudes) avoua que la tâche de l'historien était rude en ce domaine : les réactions de l'« intelligentsia » sont mesurables, mais qu'en est-il dans les masses où pèsent les traditions et les symboles passés, et où la dépolitisation était la règle ? Les mythes ont-ils vraiment changé dans l'ère post-stalinienne ? Quel symbole les Soviétiques retiennent-ils du XX^e Congrès ?

Trois caractéristiques principales ressortent de l'ample discussion à laquelle participèrent des hommes politiques (MM. Christian Pineau, Léo Hamon), des journalistes (MM. Jean Cathala, Pierre Dailly, Georges Bortol, K.-S. Karol, Jiri Pelikan, Michel Tatu), des universitaires en poste en U.R.S.S. au moment des événements (MM. Aucouturier et Robel) : tout d'abord, l'ampleur du choc psychologique dû au rapport secret, qui fut lu et diffusé dans les cellules du parti « élargies », véritable traumatisme qui entraîna peu à peu une remise en cause des formes traditionnelles de l'idéologie, y compris dans les domaines artistique et culturel ; n'allait-on pas revenir à un certain romantisme révolutionnaire ? On en était sûr.

Dans les démocraties populaires, quelle lecture allait-on faire de l'événement survenu en U.R.S.S. ? Comme le suggèrent les rapports de MM. Snejdarek, Fejtő et Mond, les cadres locaux du parti se divisèrent sur le sens à attribuer à cette novation survenant après le choc de la mort de Staline ; pour expliquer les différentes solutions suivies dans ces pays, on souligne le rôle sensible joué par le facteur national, de même que la personnalité des principaux acteurs, tels MM. Gomulka ou Imre

Nagy, sans omettre l'influence des crises économiques locales dues à des gestions économiques inadéquates. D'ailleurs, même en U.R.S.S., ne doit-on pas recourir à l'analyse économique et sociale pour comprendre la genèse du XX^e Congrès ?

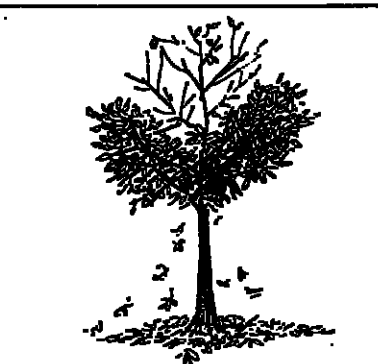
La troisième conclusion de ces débats apparaît ici : une étude des structures sociales de ces pays, de leur conjoncture économique, se révèle indispensable pour les historiens s'ils veulent comprendre certaines causes du XX^e Congrès ; sur ce plan, il reste beaucoup à faire. En attendant de pouvoir mieux mesurer les causes profondes et la portée relative de cet événement, cette « table ronde » a démontré la vigueur de l'historiographie française en ce domaine et la possibilité d'aborder scientifiquement une histoire où socialisme : liberté des hommes, démocratie véritable ne sont pas seulement des symboles mais de permanentes questions, sans cesse posées.

(*) Professeur à l'université de Paris-X, directeur du laboratoire de slavistique.

LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE A L'ÈRE BREJNEV

A l'occasion du XXV^e congrès soviétique, la revue *Projet* consacre un numéro spécial à une décennie de direction collective en U.R.S.S. Elle publie des études très documentées sur la société (la civilisation urbaine, les jeunes, la société de consommation), sur l'économie et sur l'évolution du régime et des nationalités. La revue constate dans un éditorial que, pendant l'ère Brejnev, la politique extérieure de l'U.R.S.S. a retrouvé « un dynamisme qu'elle perdait sous Khrouchchev ». Il serait sans doute plus exact de parler d'une chute de dynamisme à la fin de la période Khrouchchev car les premières années furent marquées par des initiatives — il est vrai brouillonnées. La revue observe aussi que « la masse du peuple soviétique a atteint aujourd'hui le degré de conscience et de la combativité de la classe ouvrière russe en 1917 ».

* *Projet* : mars 1976, 9 P (14, rue d'Assas, 75006 Paris).



CHEVEUX

soyez vigilants

Personne n'est à l'abri d'un automne précoce. Aussi, dès les premiers symptômes : démangeaisons, cheveux gras, secs ou cassants, vous devez absolument réagir par des applications sérieuses et stimulantes.

Pour préserver votre capital-jeunesse, l'INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP applique une technique exclusive qui se déroule en deux phases :
• correction de l'état des cheveux,
• application d'un revitalisant adapté à votre cuir chevelu.

Téléphonez dès aujourd'hui à l'INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP pour un entretien confidentiel et gratuit.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP
Un accueil souriant, compétent, pour Monsieur, pour Madame, tous les jours de 11 h à 20 h et le samedi de 9 h à 13 h.

* Si vous avez trop attendu pour vous traiter, le cheveu supplémentaire insoupçonnable BRIDGECAP est votre solution. Pensez-y.

75008 PARIS - 116 bis, Champs-Élysées - (1) 225.59.49
13001 MARSEILLE - 54, rue de Rome - (91) 33.21.60
44000 NANTES - 11, rue de la Boissière - (40) 71.74.55
35000 RENNES - 25, rue de la Monnaie - (99) 30.16.88

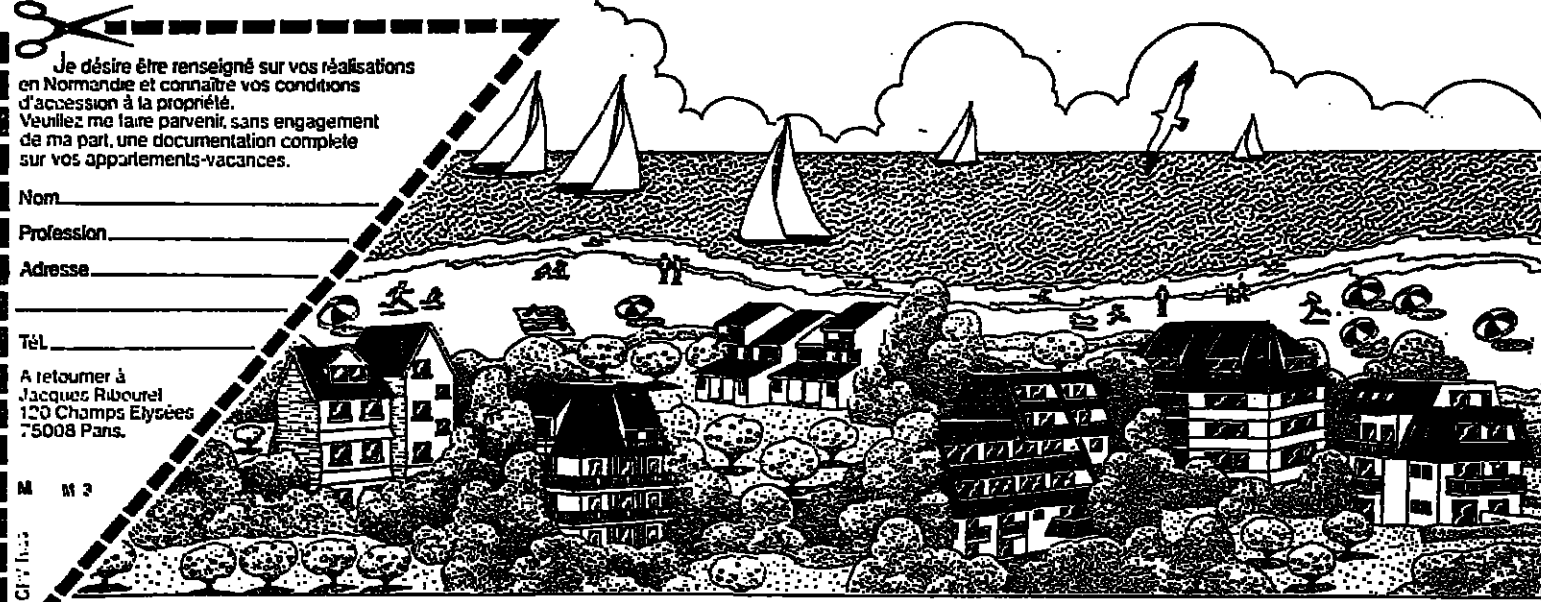
AIX-EN-PROVENCE/ANGERS/CLERMONT-FD/COGNAC/LIMOGES/MARSEILLE/MONTPELLIER
NANTES/NICE/PARIS/RENNES/TOULON/TOURS

UN NUMÉRO DE « POLITIQUE HEBDO » SUR LES COMMUNISTES EUROPÉENS

L'hebdomadaire *Politique Hebdo* (numéro du 11 au 17 mars) publie un grand dossier sur les partis communistes européens vingt ans après le XX^e congrès soviétique. Des Français, des Italiens, des Espagnols, un Tchécoslovaque, dirigeants ou anciens dirigeants de partis communistes, apportent leur contribution à cette étude. M.M. Fromentin et Kriegl-Vaimont indiquent qu'en France un groupe animé par Waldeck-Rochet et Benoît Frachon demanda, dès 1958, une discussion approfondie des problèmes soulevés à Moscou, mais que Maurice Thorez s'y opposa. Du rapport secret, il disait : « Il n'existe pas. D'ailleurs, bientôt il n'existera jamais. » Il s'appuyait alors sur les amis de M. Molotov à Moscou, mais il dut jeter un peu de lest quand Khrouchchev triompha de ses rivaux.

M. Pajetta, membre du bureau politique du P.C.I., donne quelques indications sur les intentions de Khrouchchev. Celui-ci disait en 1956 à des visiteurs italiens : « La démocratie est difficile à apprendre, nous en avons trop longtemps oublié la pratique. » Mme Rossana Rossanda, une gauchiste qui a été exclue du parti en 1969, estime que, si le P.C.I. est indépendant, il ne se caractérise pas, contrairement à ce qu'on croit souvent, par le libéralisme. « La souplesse de sa ligne n'a aucune incidence sur la conception très ferme qu'il a du parti. »

Un dossier utile pour suivre l'évolution des communistes d'Europe du Sud. Quelle est la part du XX^e congrès soviétique ? Le jugement de M. Hervé Hamon résume assez bien, semble-t-il, le sentiment de la plupart de ceux qui ont collaboré au numéro : « Le rapport Khrouchchev ne fut pas le point de départ d'une désintégration effective, mais le signal de changements dans nous-mêmes à présent l'ampleur au sein du mouvement communiste international. »



	L'Essence à Houffleur	La Riving à Blonville	Les Mémoris à Courseulles-sur-Mer	La Courseulles à Courseulles-sur-Mer	Saint-Michel à Courseulles-sur-Mer	Bel Courseulles à Courseulles-sur-Mer
	Rue aux Châtes Livraison : Juillet 76.	Boulevard Achard, 100 Livraison : Juin 77.	Rue des Ternes Livraison : Février 76.	Quai 101 Livraison : Février 77.	Chemin de la Digue Livraison : Février 76.	Av. de France Livraison : Juin 77.
moins de 100 000 F	STUDIO 20,88 m ² - R.D.C. mer 61 000 F	2 PIÈCES 40,58 m ² - 1 ^{er} étage, 3 expositions 140 000 F	2 PIÈCES 34,18 m ² - R.D.C. Sud 69 000 F STUDIO 28 m ² - 1 ^{er} étage Sud 71 000 F	2 PIÈCES 36,20 m ² - R.D.C. Est 65 000 F STUDIO 29,58 m ² - 1 ^{er} étage Sud 76 000 F	STUDIO 25,84 m ² - 1 ^{er} étage Sud 90 000 F	STUDIO 20 m ² - 1 ^{er} étage Ouest 65 000 F 2 PIÈCES 28 m ² - 1 ^{er} étage Ouest 82 000 F
entre 100 000 F et 160 000 F	2 PIÈCES 33,56 m ² - 1 ^{er} étage, mer Sud 116 000 F	3 PIÈCES 48,99 m ² - 2 ^e étage, mer Sud 145 000 F	3 PIÈCES 48,99 m ² - 2 ^e étage, mer Sud 145 000 F	2 PIÈCES 50,25 m ² - 2 ^e étage Sud 125 000 F	2 PIÈCES 45,73 m ² - 1 ^{er} étage Sud 153 000 F	2 PIÈCES 37 m ² - 4 ^e étage Nord-Ouest, Sud-Ouest 120 000 F
plus de 160 000 F	3 PIÈCES 50,52 m ² - 1 ^{er} étage, mer Sud 174 000 F		DUPLEX 4 PIÈCES 71,12 m ² - 1 ^{er} étage, mer 163 000 F	3 PIÈCES 73,04 m ² - 3 ^e étage Nord-Sud 183 000 F		3 PIÈCES 51 m ² - 3 ^e étage Nord-Ouest 165 000 F

La Normandie à deux heures de Paris.

Très proche de la mer et des plaisirs de la plage, les résidences Jacques Ribourel ne sont qu'à 200-220 kilomètres de Paris. L'autoroute A3 (jusqu'à Caen, sortie Dozulé et Pont l'Évêque en 76) et le turbo-train (départ gare Saint-Lazare) les mettent à deux heures de la capitale.

Le contrat prix bloqué une sécurité, deux avantages.

Avec le contrat prix bloqué, vous vous mettez à l'abri de toute augmentation et des

mauvaises surprises. Avec le contrat prix bloqué vous paierez dans quelques mois votre appartement au prix d'aujourd'hui, donc moins cher.

Et pendant que vous réunissez les fonds nécessaires à votre apport personnel, votre appartement prend de la valeur.

Propriétaire avec 5% à la réservation.

A la réservation il suffit d'un petit 5% pour devenir propriétaire. En douceur et sans vous priver. Ensuite Jacques Ribourel vous laisse payer 15% en 2 ans.

Crédit bancaire jusqu'à 80%.

Pour acquérir votre résidence il peut vous faire bénéficier d'un prêt de 80% sur 18 ans. C'est une facilité qui vous permet de voir plus grand et de ne pas vous refuser notamment une cuisine bien indépendante du séjour.

Un confort soigné.

Chaque appartement comprend balcon ou loggia, parking souterrain, chauffage électrique bi-jonction ou gaz naturel, salle de bains et cuisine entièrement équipées, nombreux rangements, finitions d'excellente qualité.

**En Normandie,
la qualité
Jacques Ribourel
sous contrat
prix bloqués.**



Renseignements et ventes
Jacques Ribourel
120 Champs Élysées
Paris 8^e Tél. 256 00 90
- métro et parking George V -

Avec Jellour, le spécialiste des Birmanes.



Jacques Ribourel pour vos vacances et week-ends heureux. Jacques Ribourel

صلى الله عليه وسلم

Libres opinions

Faire l'Europe

par RAYMOND DE GEUFFRE DE LA PRADELLE (*)

DEPUIS la fin de la deuxième guerre mondiale, nous avons assisté au développement de l'impérialisme des deux super-puissances, qui ont tenté de se partager l'univers. Avec le déclin de la politique américaine, ses malheurs, son enlisement dans des conflits où elle a parfois perdu son âme, onus assesseurs, comme frappés d'impotence, à une expansion formidable de l'U.R.S.S. Et tandis que l'Occident européen est confronté à des problèmes internes de société, le tiers-monde, à peine délivré du colonialisme, risque de sombrer sous des influences qui lui sont étrangères.

De par le monde, la notion de liberté, à laquelle nous sommes si attachés, et qui est le meilleur de ce que l'on puisse souhaiter pour autrui, est non seulement en péril, mais déjà bafouée. Partout l'intransigeance, la dictature et la haine nourrissent les fusillades, la torture et les peletons d'exécution. Les idéologies rivales entendent s'imposer par la force.

Alors, celui qui n'est prisonnier d'aucune idéologie primitive, mais qui pense à l'homme, à l'être humain, sans distinction de nationalité ni de race, doit élever la voix. Les chemins de la humanité ont parfois obscurci au point qu'elle semble régresser un temps sur la voie du progrès ; pourtant il n'est pas douteux que chacun souhaite pour lui, pour les siens, le bonheur, c'est-à-dire avant tout la paix et la possibilité d'un épanouissement individuel. On ne peut, sans faillir, envisager sa propre liberté sans reconnaître avant tout celle des autres.

Or nous sommes menacés. L'Occident est en péril. Sa crise interne de société, profonde, se résoudra d'elle-même avec le temps ; mais à condition qu'il puisse survivre et qu'il ne tombe pas en esclavage. Nous avons une mission à remplir, une place, non pas à conserver, mais à conquérir. Elle est exaltante. Tandis que nos sociétés occidentales se cherchent un nouvel équilibre, la tâche principale des gouvernements est d'assurer à la fois notre sécurité aux frontières et d'aider de tous nos moyens, qui sont grands — intellectuels, économiques, industriels et financiers — le tiers-monde.

Pas n'importe quelle partie du tiers-monde, car il n'est plus l'heure de se disperser. Ce qu'il faut, c'est une grande politique régionale à l'échelle mondiale.

Avant tout nous sommes Européens. L'Europe occidentale est gardienne des libertés. Longtemps obérée par sa puissance coloniale, elle en est délivrée. Aucun pays d'Europe n'a aujourd'hui d'ambitions impérialistes, et qu'elle qu'en soit la tribulation de la décolonisation, il faut bien constater qu'elle n'a pas été si mal faite et qu'il subit entre les pays européens et l'Afrique des liens profonds, qui ne sont pas simplement d'intérêts économiques, mais des rapports, entre les personnes, de culture, d'amitié et d'estime.

Nous ne devons pas admettre que la liberté des nouveaux États recasés d'une colonisation qui, le plus généralement, a duré moins d'un siècle soit compromise par de nouveaux impérialismes. Nous même avons été colonisés et nous n'avons pas à renier ce qui nous a été donné par Rome ou ce qu'en retour la civilisation arabe nous a permis de rapporter des croisades.

Alors nous devons est de construire ce monde libre qui ne menace personne. A la dimension planétaire, des rassemblements humains, c'est l'Europe politique qu'il faut construire, et vite.

Certes, il ne faut pas brûler les étapes, et l'Europe des États, à moins d'invasion de l'Est ou de l'Ouest, demeure longtemps. Mais toutes les nations de l'Occident européen se reconnaissent en une idéologie commune : le respect de la liberté individuelle et la reconnaissance du droit exprimé par la volonté de la majorité des citoyens.

L'Europe politique, cela veut dire un Parlement européen élu au suffrage universel et ayant des compétences limitées, certes, mais aboutissant à des décisions s'imposant à tous les États.

Les relations extérieures, politiques et économiques, doivent relever d'un exécutif sous contrôle de l'Assemblée européenne, et, dans cette perspective, des relations privilégiées doivent s'instaurer entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique. Nous sommes en relations depuis mille ans avec le monde arabe ; guerre ou paix, nous avons appris à nous estimer et souvent à vivre en parfaite harmonie. Nos esprits se sont mutuellement enrichis par nos conflits ou notre amitié. L'événement est aujourd'hui tendu vers la paix. Relations privilégiées aussi vers l'Afrique, car tous les nouveaux États libres, aux ethnies si complexes, ont pour communisme entre eux nos langues de l'Occident européen ; et si l'indépendance doit leur permettre, avec le temps, de retrouver le génie propre à chacun, faut-il encore que l'aide extérieure dont ils ont besoin soit exempte de toute influence impérialiste dominante.

Seule l'Europe, avec sa diversité, son potentiel de culture, d'intelligence, de technique avancée, peut les aider sans les asservir. Mais faut-il encore qu'elle prenne politiquement conscience d'elle-même et qu'elle se fasse.

Nous ne faisons ici qu'exprimer des idées généralement ressenties, mais qu'il est urgent d'affirmer, car nous avons la conviction que si l'Europe ne se fait pas avant la fin de cette décennie, la liberté et notre Occident, à l'abandonnement si proche de ce millénaire, ne seront plus qu'un souvenir historique.

(*) Avocat à la cour.

« Communion et Libération » invite les catholiques à affirmer leur identité

Italie

Aux cris de « Debors les serviteurs de la C.I.A. », des extrémistes de gauche ont agité, le 3 mars, plusieurs militants de Communion et Libération (C.L.) et les ont « chassés » des locaux de l'université de Milan. Les jeunes gens visés recueillaient des signatures pour une proposition de loi, d'initiative populaire, destinée à enquêter sur les subventions des services secrets américains.

Milan. — On s'attendait à trouver un bâtiment de verre ou un autre fortifié. C'est un ancien séminaire que l'on découvre, perdu dans un jardin potager. Plusieurs militants, à rutes de brosse et de balais, l'avent à grande eau le deuxième étage de cet immeuble où « C.L. » (Communion et Libération) vient d'installer son nouveau quartier général.

« C.L. », tel n'est pas un vrai mot. Pour répondre aux questions d'un seul journaliste, six membres de l'exécutif (sur dix) sont venus. Mais à part des débats militaires, il n'y a pas de débat. On ne vote pas. Don Luigi Giussani, le père spirituel du mouvement, on devine à quel point les décisions doivent être prises. Il existe dans ce noyau dirigeant, qui commence chacune de ses réunions par une prière, un style de rapports sans doute bien différent de celui du bureau politique d'un parti. Sur les dix responsables nationaux, tous de sexe masculin — alors que la moitié des gouvernements ont une légère prépondérance de femmes —, on compte quatre prêtres qui jouent visiblement un rôle moteur.

Communion et Libération revendique soixante mille adhérents, répartis en cinq cent trente communautés.

« Chacune, nous explique-t-on, désigne une « diocèse » de plusieurs membres — mais elle est reconnue « l'autorité d'expression » du mouvement. On ne vote donc pratiquement jamais ; par un dialogue constant, les décisions émergent et sont formulées au sein de la communauté. Les décisions sont prises par un conseil de plusieurs membres à propos de subventions de la C.I.A., mais les écrits de « C.L. », mais le mouvement s'en proclame indépendant.

Communion et Libération se définit comme « un mouvement ecclésial », ce qui ne l'empêche pas de prendre position sur toutes les questions d'actualité, avec un langage de type révolutionnaire : capitalisme, impérialisme, État.

Cet incident attire, une fois de plus, l'attention sur un mouvement assez mystérieux. Le succès qu'il avait remporté aux élections régionales de juin 1975, les appuis grandissants dont il semble jouir dans l'Eglise, ne laissent indifférents aucune association confessionnelle ou politique.

De notre envoyé spécial

bourgeois sont parmi ses cibles favorites. Il y mêle des expressions particulières comme « sujets chrétiens ». Tout cela, joint à la singularité de la structure interne, conduit à des interprétations opposées : d'aucuns voient dans « C.L. » un ferment, plein de promesses, dans la pâte démocratique-chrétienne, d'autres un danger, un retour en arrière, et qualifient les disciples de Don Giussani d'« intégralistes catholiques ».

Extrême gauche ? Extrême droite ? Avec les auteurs d'une récente étude, très critique pour l'extrême droite, on se demande si on serait tenté de parler d'« extrême centre ». Malgré son caractère radical, le mouvement échappe, en effet, aux classifications habituelles.

« C.L. » est issu de Giovenco Studentesco (Jeunesse étudiante) que Don Giussani, ancien professeur de religion, avait fondée en 1964 à Milan pour « favoriser une présence chrétienne » dans les établissements secondaires. Il y réussit trop bien apparemment puisque les évêques — inquiets de ce mouvement qui concurrençait l'action catholique et, surtout, leur échappait — finirent en 1967 par l'interdire.

Ce n'était qu'un exil provisoire. Au lendemain de la révolte étudiante de 1968-1969, et après une scission, Giovenco Studentesco alla retrouver son chef et promouvoir un nouvel essor après avoir adopté la forme de ses publications, *Communion et Libération*.

La formule, explique-t-on, est née d'une volonté de transcender la distinction traditionnelle entre laïcisme et religion. Elle part de la conviction que l'« unité » est le fondement d'un nouvel ordre des choses et par un nouveau type d'homme. Elle part de la conviction que l'« unité » est le fondement d'un nouvel ordre des choses et par un nouveau type d'homme. Elle part de la conviction que l'« unité » est le fondement d'un nouvel ordre des choses et par un nouveau type d'homme.

Les catholiques sont en crise, expliquent les disciples de Don Giussani. Ils ont besoin de

« retrouver leur propre identité chrétienne ». La plupart vivent en fait une séparation entre leur foi et leurs responsabilités sociales et politiques. A qui la faute ? A eux-mêmes sans doute, mais aussi à la « mentalité laïque et bourgeoise » qui, de plus en plus, empêcherait les chrétiens de s'exprimer collectivement et réduirait la foi à un acte purement individuel ou à une morale individualiste.

Les juifs.

contre le « terrorisme culturel »

On peut noter au passage que *Città cattolica*, l'influente revue des jésuites italiens, qui exprime souvent le point de vue du Saint-Siège, ne dit rien de très différent dans son dernier numéro. Il est temps, selon elle, d'en finir avec l'« autodénigrement » qui paralysait les catholiques et de résister à « l'impérialisme, à l'extrême gauche, à l'extrême droite, au terrorisme culturel, imposé par le laïcisme radical et le marxisme ».

Selon Don Giussani et ses amis, il existe, en effet, un « sujet populaire chrétien » (comme il existe d'ailleurs un « sujet populaire marxiste ») qui éprouve le besoin de s'exprimer, de jouer un rôle dans la société. Contrairement aux évêques français, *Communion et Libération* ne dit pas qu'une même foi peut conduire à des engagements différents. Il affirme que le christianisme concerne l'existence dans sa totalité : c'est un « fait global » et, en conséquence, un « fait global ». L'unité de la foi en Jésus-Christ entraîne comme conséquence « la recherche d'une unité dans l'engagement social et politique, malgré le légitime pluralisme des formes d'association ».

Communion et Libération affirme également qu'il ne veut pas tirer de l'Evangile une recette de vie et de conduite, mais qu'il veut, ses dirigeants se démarquant de l'intégrisme, le condamner même avec sévérité, en y voyant « la tentation de réduire le christianisme à une simple doctrine ».

Communion et Libération cherche, sans trop le dire, à favoriser un parti politique véritablement chrétien. L'actuelle démocratie chrétienne, condamnée par l'argent mais aussi par « les idées libérales » et la « mentalité bourgeoise », ne remplit pas cette fonction. Elle reste néanmoins « l'unique parti de parti historique le plus adéquat pour un sujet populaire chrétien ».

Ces dernières citations sont tirées d'un manifeste publié en décembre dernier et intitulé « Thèses pour le mouvement populaire ». Lancé par « C.L. » en collaboration avec des dirigeants démocrates-chrétiens de tendances différentes, comme M. Vittorino Colombo (du courant de gauche forces nouvelles) et M. Cino Colombo (du courant de droite « dorothéen »), le mouvement n'entend pas être lui-même un parti, ni même un courant au sein de la démocratie chrétienne, mais une sorte d'« aggrégation », de ferment.

On comprend, dans ces conditions, que les disciples de Don Giussani insistent et inquiètent les dirigeants politiques. Dans une démocratie chrétienne sans véritable idéologie, minée par les luttes de pouvoir, un groupe aussi déterminé, aussi cohérent, peut avoir un rôle important. On l'a d'ailleurs vu aux élections locales du 15 juin 1975 sur les cent trente et un candidats de « C.L. » présents sur les listes démocrates-chrétiennes, cent vingt et un ont été élus avec des scores qui font réfléchir. Depuis cette date, affirment nos interlocuteurs, tous les dirigeants démocrates-chrétiens, de Zaccagnini à Pinotti, ont essayé d'entrer en contact avec nous. » (3).

Les autres partis politiques ne peuvent rester indifférents. Le P.C., habitué à rencontrer le vide devant lui, doit noter que « C.L. » est contre le « compromis historique », car ce serait « un compromis avec une culture bourgeoise », qui, du reste, conduirait à « une

Des observateurs italiens ont parfois qualifié ce mouvement d'« Opus Dei gauchiste ». Pendant des années, en effet, *Communion et Libération* s'est présenté, lui aussi, comme « discret et non secret », en revendiquant des fins purement religieuses. Cependant, *Communion et Libération* est essentiellement un mouvement politique. Notre envoyé spécial a rencontré ses dirigeants à Milan.

Aggravation communiste sur la société

Communion et Libération cherche, depuis sa naissance, à gagner l'appui de la hiérarchie catholique. Celle-ci, dans un premier temps, n'a guère apprécié qu'un mouvement surgisse en dehors d'elle et prétende, par son intransigeance, donner des leçons à tout le monde. En 1972, l'épiscopat était à deux doigts de condamner « C.L. ». Un texte, inspiré par l'assistant national de l'Action catholique, ne devait cependant jamais voir le jour.

Communion et Libération jouit en effet de solides amitiés dans l'entourage du pape. Qu'un jésuite milanais aussi influent que le Père Macchi, directeur de la revue *Aggiornamento Sociale*, s'oppose à présent en sa faveur, après avoir été réservé, ne trompe pas les initiés. Aussi important est le point de vue du Père Bartolomeo Sorge, directeur de *Città Cattolica*, qui déclarait en janvier : « Sur l'initiative de fond du mouvement, je suis pleinement d'accord. Les doutes ne viennent à propos de sa traduction pratique. » « Qualifié d'« ambigu » par M. Mario Agnesi, président de l'Action catholique, *Communion et Libération* apparaît « pré-conciliaire » à M. Piero Bassetti, ancien président (démocrate-chrétien) de la région lombarde, et carrément « intégriste » à M. Martino Carboni, président des Associations catholiques de travailleurs (A.C.T.). Plusieurs théologiens l'accusent de confondre foi et politique, Eglise et société. Tout le monde — théologiens et hommes politiques — s'accorde néanmoins pour reconnaître qu'un n'a pas fini de parler des disciples de Don Giussani.

ROBERT SOLÉ

(1) Le terme intégriste est propre au vocabulaire politique italien. Il qualifie la revendication d'un engagement chrétien dans « l'intégralité » de l'existence, sous tous ses aspects. Ainsi existe-t-il un « intégrisme » gauchiste, aussi bien que gauchisme « gauchiste » d'intégrisme. Le terme français « d'intégrisme » semble plus propre au domaine religieux et ne s'associe pratiquement qu'à des engagements politiques d'extrême droite.

(2) *Gli estremismi di Centro*, sous la direction de Sandro Bianchi, Edit. Guanda, 1975.

(3) Dès mars 1975, lors du premier congrès public de « C.L. » à Milan, on vit M. Aldo Moro présent comme observateur, mais discret, ainsi que des dirigeants de la centrale grand-canonale C.I.S.L. Celle-ci aurait fait l'objet ultérieurement d'un « voyage » par « C.L. ».

Le parti social-démocrate rappelle à sa tête le président Saragat

De notre correspondant

Rome. — Désireux de se reprendre en main après une tournée de 5,6 % des suffrages aux dernières élections régionales, le parti social-démocrate italien (P.S.D.I.), né d'une scission socialiste, a chassé très cavalièrement son secrétaire, M. Mario Tanassi, pour faire appel au « père spirituel » du parti, M. Giuseppe Saragat, âgé de soixante-dix-huit ans, ancien président de la République. Ce changement d'homme est intervenu au dix-septième congrès du P.S.D.I., réuni à Florence du 10 au 15 mars dans la plus grande confusion politique.

Pour l'ancien chef de l'Etat, c'est une belle revanche. Au congrès de Gênes en 1973, M. Saragat avait été mis en minorité par ceux-là mêmes

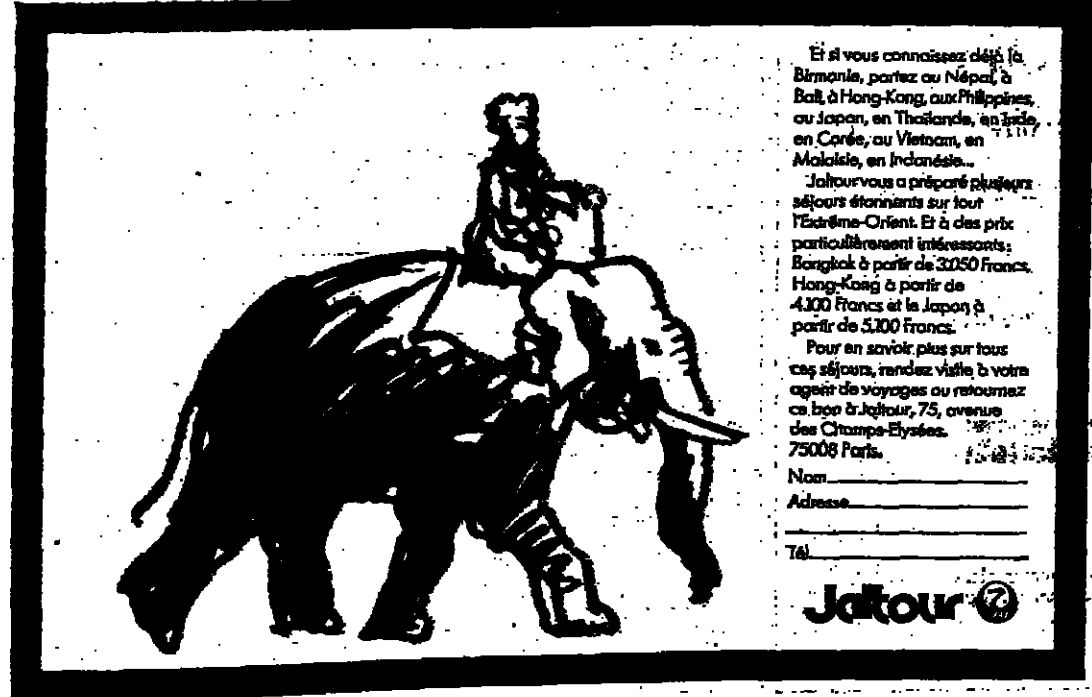
qui viennent de lui faire une ovation. Ces militants repartent, étonnés, de la recherche des raisons de l'échec électoral du 15 juin 1975 pour lui offrir la présidence du parti. M. Saragat avait accepté, estimant naturel de retrouver la place de patriarche, dont seul son septennat l'avait privé.

Mais, entend-il pour autant se charger aussi de l'intendance, comme le congrès vient de l'y inviter ? A Florence, M. Saragat n'est resté que quelques heures, le temps de prononcer son discours et de se faire acclamer. Il a analysé la montée du communisme et déploré que la social-démocratie n'ait pas rencontré en Italie autant de succès que dans d'autres pays.

Faut-il s'en étonner ? Ce ne sont pas seulement les militants qui paquent au P.S.D.I., mais sa place dans l'échiquier politique. Pour la trouver, on ne peut pas dire que le parti de M. Tanassi ait pris les moyens. Sa profession de foi socialiste ne rencontre que, du scepticisme, et ses envolées moralisatrices font rire sur tous les bancs. Car le nom de M. Tanassi n'a cessé d'être cité à propos de scandales politiques qui agitent l'Italie depuis quelque temps. On ne peut, sans preuves, mais la conviction, l'intransigeance avec lesquelles les congressistes de Florence ont demandé ces preuves au gouvernement, sont apparues comme une injure à M. Tanassi.

R. S.

Avec Jalour, découvrez la Bimanie des Bimans.



Et si vous connaissez déjà la Bimanie, partez au Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Thaïlande, en Indonésie, au Vietnam, en Malaisie, en Indonésie.

Jalour vous présente plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 2050 francs, Hong-Kong à partir de 4100 francs et le Japon à partir de 5100 francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre agent de voyages ou contactez ce bon à Jalour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

Jalour

MATH à PAQUES

Révision complète
MATH ASSISTANCE

à partir du 22 mars

Centre pédagogique privé

MATH ASSISTANCE

20 rue de la République - 75001 Paris
20 rue de la République - 75001 Paris
20 rue de la République - 75001 Paris

15 ANS D'EXPERIENCE

Bakker

pour le jardin

Demandez notre catalogue gratuit!

Graines, légumes à fleur, plantes, arbustes et rosiers.

P. Bakker - Hollande
Hillegom 3042
tel. 19 - 31 25 20 29 016

Information-logement

a prix pour vous le temps de tout connaître et vous le fait gagner. Il vous fait ainsi profiter de ses 10 années d'expérience. Sa connaissance approfondie du marché immobilier porte en 1976 sur plus de 600 programmes dans Paris et la région parisienne.

"Spécial Investisseur"

Ce nouveau département, Information-logement est heureux de le mettre à votre disposition. Alors, si vous songez au placement "pierre", profitez de ce service objectif, gratuit, et sans aucun engagement de votre part.

INFORMATION-LOGEMENT

49, avenue Kléber
75116 PARIS
525.25.25

COMMUNICANT

EUROPE

Union soviétique

UN JEUNE OUVRIER EST INTERNÉ DANS UN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE POUR AVOIR DISTRIBUÉ DE LA LITTÉRATURE INTERDITE

Moscou (A.F.P.). — M. Vintchouk, 21 ans, accusé d'activités antisoviétiques, a été interné dans un hôpital psychiatrique pour avoir distribué de la littérature interdite. Le jeune ouvrier, originaire de la région de Leningrad, a été arrêté par la police secrète soviétique (KGB) après avoir été surpris en possession de brochures et de livres interdits. Il a été placé sous surveillance étroite et ses déplacements sont strictement contrôlés.

Le jeune ouvrier a été interné dans un hôpital psychiatrique pour avoir distribué de la littérature interdite. Les autorités soviétiques ont déclaré que son comportement était une atteinte à la sécurité nationale. Il a été placé sous surveillance étroite et ses déplacements sont strictement contrôlés.

Le jeune ouvrier a été interné dans un hôpital psychiatrique pour avoir distribué de la littérature interdite. Les autorités soviétiques ont déclaré que son comportement était une atteinte à la sécurité nationale. Il a été placé sous surveillance étroite et ses déplacements sont strictement contrôlés.

Grande-Bretagne

EXPLOSION ET FUSILLADE DANS LE MÉTRO DE LONDRES

Un mort et neuf blessés

Londres (A.F.P.). — Une explosion et une fusillade ont eu lieu dans le métro de Londres, lundi 15 mars, vers 17 heures, à la station de West-Ham, dans l'est de la capitale. Une bombe a explosé dans le premier wagon de la rame, blessant sept personnes et l'homme qui l'avait déposée. Lorsque le métro s'est immobilisé, l'homme a tiré à la main un pistolet, tuant le mécanicien et blessant grièvement le mécanicien. Des policiers de la station ont poursuivi le terroriste, qui a tenté de se suicider en se tirant une balle dans le ventre. Son état est critique.

Pologne

LE CONSEIL D'ÉTAT POLONAIS A RATIFIÉ lundi 15 mars l'accord sur les pensions signé le 9 octobre 1975 entre la Pologne et l'Allemagne fédérale. Il a d'autre part donné son accord pour l'émigration de cent vingt mille à cent vingt-cinq mille personnes d'origine allemande au cours des quatre années à venir. L'accord a été déjà ratifié par Bonn. — (A.F.P.)

Espagne

La libéralisation entre deux feux

(Suite de la première page.)

Le second fut dans les années 60 l'émigration grise de la présidence du gouvernement de l'amiral Carrero Blanco et le responsable des plans de développement confiés à la génération des « technocrates ». Il s'est mal conduit, semble-t-il, d'être resté sur la touche lors de la formation du premier gouvernement d'une monarchie à l'instauration de laquelle il avait pourtant beaucoup œuvré. Les nominations récentes à des postes importants, dans l'appareil d'Etat et même à la Zarzuela, d'hommes considérés, selon la formule, comme « très proches de l'Opus Dei », pourraient bien annoncer le retour en grâce de M. Lopez Rodó, qui conseille la prudence aux réformistes du gouvernement et leur demande de « s'inspirer du pragmatisme nord-américain ».

La « marche à la démocratie », décrite par le ministre espagnol des affaires étrangères, M. de Arellano, lors de ses récents déplacements dans les pays du Marché commun, est prise entre deux feux. Jugée beaucoup trop ambiguë par la gauche, elle est dénoncée comme dangereuse par la droite. Les ministres admettent que la progression n'est pas commode et les libéraux confessent que les difficultés sont bien plus grandes que prévu. « Les passagers de quarante années de franquisme sont considérables », soupire un membre du gouvernement. Et il ajoute, étonné lui-même : « Et pourtant, Franco, qui n'est mort que depuis quatre

mois, a presque complètement disparu. Pouvait-on imaginer cela ? Plus rien. Il a disparu. On n'en parle pas. »

L'ombre du Caudillo ne hante pas les Espagnols. L'académicien Joaquín Calvo Sotelo, frère du leader de la droite, dont l'assassinat fut l'un des facteurs du déclenchement de la guerre civile, ose écrire dans ABC, que « le palais du Pardo est en train de devenir un musée ». Et il ajoute : « La tranquille manœuvre de force pour parer le mur de la mort et pour survivre alors que le généralissime est dans sa tombe. »

S'il ne semble pas nécessaire d'exorciser le fantôme de celui qui a régné sans partage et grâce à des valeurs mythiques pendant quarante années, ses héritiers pourtant se disputent éperdument sur le sens qu'il convient de donner à son testament. On parlait, en décembre, du « bunker », d'une extrême droite sur la défensive, persuadée que ses jours étaient comptés. Mais les libéraux, malgré leur assurance et leur certitude de pouvoir alors compter sans réserve sur le soutien de Juan Carlos, n'ont pas mis à profit ce moment favorable, ces quelques jours où tout pouvait basculer résolument vers un système réellement démocratique.

Qui commande ?

La droite s'est ressaisie. Elle a resserré ses rangs, en s'appuyant sur un appareil d'Etat resté franquiste, sur les Cortès, reflet d'un système condamné mais solide, sur le Conseil du royaume, dont les notables doivent tout au régime, sur une police qui ne veut pas subir le choc de l'Etat portugais et qui a très vite oublié les consignes nouvelles, sur un haut état-major profondément conservateur, qui voit d'un très mauvais œil la multiplication des troupes de rue.

Il y a, en fait, aujourd'hui plusieurs « bunkers » et plusieurs droites réagissant à freiner et à stopper, une nouvelle fois, la libéralisation voulue par les réformistes. Des incidents révélateurs ont éclaté ces derniers jours. Des commandements d'extrême droite ont matraqué aux côtés de policiers en uniforme des groupes d'étudiants de l'université Complutense de Madrid qui manifestaient contre le chantage à la violence dans les facultés. Fuerza Nueva, organe de l'extrême droite, répliqua : « L'université est un cloaque » en écho à la dénonciation du « bunker marxiste » faite au Cortès par des procureurs, et laisse entendre que « les forces saines » de la nation interviendront directement pour remettre les choses en ordre si le gouvernement n'en est pas capable. En termes à peine plus voilés, plusieurs généraux ont lancé une mise en garde idéologique. Les menaces de mort et d'attentat sont nombreuses contre des journalistes ou des revues, comme Cambio 16, dont le succès spectaculaire et justifié exaspère les adversaires d'une plus grande liberté de la presse, qualifiée de « libérinage ».

J'ai l'impression que l'Espagne vit en ce moment une guerre civile », constata avec amertume M. Juan Luis Cebrian, directeur du País, nouveau quotidien dont la sortie est prévue en avril. L'historien Ricardo de la Cierva, ancien biographe de Franco, lie aujourd'hui aux réformistes, affirme : « La transition pacifique est terminée. Et l'horizon de l'Espagne pour la prochaine année est si noir que je ne peux rien discerner. »

Il ajoute : « Le régime franquiste a perdu la jeunesse, et nous payons cette perte aujourd'hui... » Qui commande en Espagne ? demande l'éditorialiste du journal catholique Ya, qui estime que des « pressions » de couloirs provoquent des décisions parfaitement contradictoires prises en dehors du gouvernement. Il cite l'arrestation de M. Sanchez Montero, dirigeant communiste, appréhendé, condamné à une amende d'un million de pesetas et poursuivi en justice pour avoir pris la parole à l'université de Madrid à l'occasion d'une réunion autorisée. Dans le même temps, un procurador décide d'utiliser « ses pouvoirs » pour éviter que son fils, compromis dans une agression d'extrême droite, passe devant les juges.

« Y a-t-il un gouvernement ou des ministres ? Quelles sont les instances qui sont au-dessus du gouvernement ? Les conseils du pouvoir sont-ils ceux des Cortès ou de la Cour ? D'où viennent les décisions qui mettent en cause la crédibilité des ministres ?... »

Les promesses de décembre débouchent sur un printemps bien maussade. Et la confusion politique, à droite comme à gauche, est préoccupante. On ne compte pas moins de deux cents formations politiques, nées de décembre à mars, la plupart naturellement illégales ou semi-tolérées, alors que les règles du jeu électoral promises ne sont pas fixées. Référendum en été ou dans l'hiver, en tout cas après les élections municipales, ainsi que le souhaite M. Fraga ? Elections générales en mars 1977 pour transformer réellement les Cortès, bastion du conservatisme, à qui le gouvernement confie pourtant le soin d'étudier et d'approuver des réformes tendant à une démocratisation des institutions ? Mais selon quels critères ?

Tout cela est trop lent, estiment les avocats d'un « changement » authentique. Et Cambio 16 réclame « un référendum sur les réformes constitutionnelles et des élections générales avant le fin de l'année ». Qui l'emportera dans ce concert de revendications contradictoires ? Il semble bien que la voix des militaires eera, pour la première fois depuis la mort de Franco, prédominante. Les jeunes officiers de l'Unip militaire démocratique, qui se réclament ouvertement du roi Juan Carlos, « leur camarade de promotion », demandent au souverain d'être le « garant » d'une évolution libérale. Mais le haut état-major et les généraux liés à la droite estiment déjà qu'un risque de « portugalisation » existe en Espagne.

Les sentences prononcées par le conseil de guerre de Madrid la semaine dernière contre les neuf officiers jugés illustrent le soulci de la « vieille garde » de ne tolérer aucun écart. De nouvelles arrestations d'officiers, dont celle d'un commandant du génie, ont eu lieu le 10 mars à Madrid. Une enquête sérieuse est d'autre part engagée par les autorités militaires aux Canaries, où des officiers de la légion, rapatriés du Sahara occidental, manifestent, semble-t-il, un « mauvais esprit ». La légion est une unité d'élite, au même titre que la division blindée stationnée près de la capitale. Les rumeurs de l'armée ne sont que les reflets des préoccupations de la société espagnole. Mais, face à ce danger qu'ils considèrent majeur, les ministres militaires sont tout naturellement tentés de retrouver leurs vieux réflexes et de choisir la fermeté dans le débat, maintenant public, entre franquistes réformistes et conservateurs.

MARCEL NIEDERGANG.

Portugal

LE COMMANDANT OTELO DE CARVALHO EST ALLÉ SALUER M. MITTERRAND

A SON DÉPART DE LISBONNE

Lisbonne (Reuter). — Lundi 15 mars, à l'aéroport de Lisbonne, le commandant Oteio de Carvalho, ancien chef du Copcon, est venu saluer M. François Mitterrand, secrétaire du parti socialiste français. Celui-ci, qui venait de participer à la réunion sociale européenne de Porto, avait déclaré lors de l'arrestation du commandant, en janvier, qu'il se sentait trahi, enclin à s'engager dans les affaires intérieures portugaises quand des révolutionnaires comme Carvalho étaient en prison. Le commandant Oteio de Carvalho avait été arrêté le 19 janvier dernier à la suite du putsch manqué de novembre, puis relâché le 4 mars et placé en liberté surveillée. Sa première sortie en public depuis sa libération a visiblement surpris les dirigeants socialistes portugais venus pour rencontrer M. Mitterrand.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

LA FRANCE ET LA COLOMBIE ont élargi leur coopération culturelle et technique par la signature, samedi 13 mars, d'un document qui fait suite aux discussions de la troisième commission mixte de coopération entre les deux pays. Il y a un an à Bogotá. Le document prévoit les modalités de l'enseignement de français en Colombie et la participation de ce pays à l'enseignement de l'espagnol en France. — (A.F.P.)

Guinée

LE COMMUNIQUE FINAL DU « SOMMET », qui s'est tenu à Conakry, le 15 mars, par M. F. Castro, Luis Cabral, Sekou Touré et Agostinho Neto (Le Monde du 16 mars), indique que Cuba, la Guinée et la Guinée-Bissau ont décidé de fournir à la République populaire d'Angola « toute l'aide qui lui sera nécessaire pour hâter la libération totale de son territoire ».

EXCLUSIF

LES PEINTRES MAUDITS par L'URSS

revue du monde

73116 PARIS

Cet été, la T. QUI

par AIR FRANCE

BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE

Tel 225.74.06 et 225.74.06

Les Etats-Unis avec Air France: des tarifs moins chers sans les contraintes du charter.

BOSTON
1750F

CHICAGO
2050F

HOUSTON
2845F

LOS ANGELES
2585F

NEW YORK
1775F

WASHINGTON
1955F

Voici les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour, au départ de Roissy, et sur les vols réguliers 707 et 747.

Ils existent également, tout aussi avantageux, pour les autres grandes villes des Etats-Unis, au départ de Paris. Par exemple : Dallas 2805 F, Miami 2135 F, Phoenix 3050 F, San Francisco 2585 F.

les avantages:

Vous partez à la date de votre choix (**), vous voyagez sur vols réguliers et vous bénéficiez ainsi du service complet Air France.

Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet, à valoir sur un tarif régulier, ce qui n'est pas le cas avec le charter.

les conditions:

Quand on veut économiser jusqu'à 50% du prix d'un voyage, il faut bien accepter quelques conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours.

Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date du départ.

En cas d'annulation, il vous sera retenu 256 F ou 10% maximum du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé ou à Air France (Tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale.
** Supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols de week-end.

صلى الله عليه وسلم

ASIE

AFRIQUE

Indonésie

Dans l'ouest de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, une rébellion mal connue...

Que se passe-t-il en Irian-Jaya, la partie occidentale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, placée sous la juridiction indonésienne, la moitié orientale de l'île étant indépendante ? Des informations de sources diverses laissent penser que l'armée indonésienne agit contre une rébellion mal connue, et dont les chefs demandent la réhabilitation du pays. Cependant, M. Malik, ministre indonésien des affaires étrangères, a nié l'existence de cette rébellion, indiquant le *Forum New Guinea Post-Courier* du 19 février. Le veille, le même journal de Port-Moresby citait un porte-parole du gouvernement local selon lequel les activités militaires se sont récemment développées en Irian-Jaya sans toutefois atteindre l'ampleur dont font état les rebelles.

L'attention a été récemment attirée sur l'existence de cette rébellion : le Sénégal a en effet autorisé l'ouverture à Dakar d'une mission d'information du gouvernement révolutionnaire provisoire de Papouasie-Nouvelle-Guinée occidentale, dirigée par M. Ben Tanggahma, responsable de la politique étrangère. Selon ce mouvement, formé le 23 juin 1971 sous la présidence du brigadier-général Seth Rumkoren (1), quelque quinze mille soldats indonésiens ont lancé, en janvier, des opérations contre l'une des « zones libérées » : la plus importante, située au sud-ouest de Jayapura, la capitale. L'aviation serait intervenue avant le début des opérations terrestres ; elle a de nouveau frappé en février. Les rebelles ont tué six cent cinquante soldats indonésiens, et, elle aussi, des pertes ; ses dirigeants affirment que l'adversaire a en quatre cent vingt-cinq tués ; huit cent cinquante autres soldats auraient été blessés. Le fait que des noms de prisonniers aient été

publiés laisse penser que des engagements ont effectivement lieu. Jusqu'à la fin de l'année dernière, la rébellion pouvait compter sur le soutien, ou du moins la sympathie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mais le régime de Soekarno, soumis à des pressions de Djakarta et de Canberra, interdit désormais toute activité politique aux quelque dix mille ré-

autorités indonésiennes, ils ont été exécutés. Des cas de tortures avaient précédemment été signalés (2). Le « gouvernement provisoire » affirme contrôler quelque 125 000 kilomètres carrés et environ quatre cent mille personnes sur un total de deux millions. D'autres sources estiment à sept cent cinquante mille âmes la population



total. Dix mille hommes — mal armés — combattent. Un bref rappel historique permet de comprendre pourquoi la situation est devenue si complexe. La Papouasie-Nouvelle-Guinée fut arbitrairement divisée par les colonisateurs : Allemands et Britanniques, aux mains successivement des Australiens, à l'est ; Hollandais, à l'ouest. Sukarno ne cessa de réclamer le rattachement du territoire à l'Indonésie, à l'exception qu'il dirigeait. Finalement, la Baye retirait ses troupes en 1963. Elles furent remplacées par les forces de Sukarno. Il serait pour le moins exagéré de dire que la population fut sérieusement consultée. Mais qui se souvient de ce peuple mélanésien dans les grandes capitales, dans le tiers-monde, et dans la gauche indonésienne ?

Les premiers signes de résistance armée furent notés en 1955, rapportés des observateurs indonésiens. C'est en 1969, indique de son côté le G.R.P., que le combat commença à être organisé à l'échelle nationale, sous la direction de M. Jacob Erat, actuellement président du Sénat provisoire, et de M. Amis Indey, ancien gouverneur-général adjoint du territoire, qui avait rejoint le mouvement.

Il est difficile de cerner avec précision l'idéologie du mouvement, qui se présente ainsi : « Le nationalisme mélanésien » (3). Le G.R.P. insiste sur son appartenance au « monde noir » : il a reçu en février l'appui d'intellectuels et chercheurs noirs des Caraïbes, d'Amérique du Nord et du Sud et d'Afrique, réunis en un séminaire consacré à la recherche des « alternatives africaines » (Dakar, 3 et 4 février). D'autre part, M. Tanggahma a été reçu le 10 mars par le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Houphouët-Boigny en message du général Rumkoren.

Le G.R.P., qui ne reçoit aucune aide des grandes puissances, dont la lutte n'est pas signalée par les pays socialistes, n'a été reconnu par aucun gouvernement. Mais à partir de son « avant-poste » sénégalais, il entend développer ses efforts de propagande en Afrique et ailleurs en envoyant un observateur à Colombo lors de la réunion, en août, des pays non alignés. Est-il pour autant « non-aligné » ? Il ne le prétend pas — mais que signifie au juste un concept utilisé par des régimes fort différents ? Il use d'un vocabulaire apparemment révolutionnaire, parlant du néo-colonialisme, etc. Il estime nuls et non avenue les contrats signés par Djakarta (depuis la chute de Sukarno) avec de grands groupes occidentaux américains notamment — mais ne rejette pas a priori une renégociation des documents dans un avenir dont il serait le maître. Il s'estime solidaire de la lutte du

appel à la « négritude » pour se faire entendre et reconnaître ? Les rebelles ont cependant le sentiment d'appartenir à une communauté de peuples mélanésiens, différents des peuples blancs. Un sentiment qu'il n'est pas rare de retrouver chez certains intellectuels de Port-Moresby et des îles mélanésiennes situées plus à l'est, dans le Pacifique.

Il est difficile, dans l'état actuel des informations, d'imaginer l'avenir du mouvement et de la moitié occidentale de l'île. Mais il est quasiment certain que Djakarta se livre à des opérations de maintien de l'ordre. D'autre part, l'enlèvement d'une partie de la population dans l'île de nombreux civils indonésiens (depuis le sud de Sulawesi, on Cébes notamment), ne peut que conforter une partie de la population dans l'opinion qu'elle est colonisée à la fois par les autres habitants de l'archipel et par les compagnies étrangères ayant besoin de main-d'œuvre.

JACQUES DECORNOY.

(1) Né le 5 juin 1933 dans le territoire de l'Indonésie, M. Seth Rumkoren est diplômé de l'école militaire de Bandung, officier de renseignement, ayant servi dans la division d'élite d'Indonésie. Il fut incarcéré trois fois pour avoir aidé la résistance locale et a rejoint les maquis en juin 1970.

(2) *Pacific Islands Monthly* (Sydney), janvier 1975. Voir aussi *Tapi*, bulletin d'opposition au régime de Djakarta, février 1976 (London).

(3) Lire le texte de la longue interview accordée le 16 février 1976 par M. Ben Tanggahma aux intellectuels noirs réunis à Dakar (diffusion par la mission du G.R.P., S.P. 628, Dakar). M. Adam Malik affirme de son côté que les rebelles en exil seraient des « restes » de la vieille rébellion des Moluques (Papua New Guinea Post-Courier du 19 février).

ASPROFORC
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE
130, 132 St-Hippolyte, PARIS (8)
T. 359-12-77, 359-68-70, 256-11-05

TABLE RONDE
VENDREDI 19 MARS 1976
à 9 h. 30

« Problèmes de l'emploi et de la formation dans la conjoncture actuelle du Bâtiment et des Travaux Publics »

Avec la participation de :

- M. RIVIERE (Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de T.P. de la Région parisienne)
- M. LERAY (G.F.C. - B.T.P.)
- M. ADAM (S.C.R.E.O.)
- Un représentant de l'AFPA
- M. de MALAUSSENE (S.E.R.C.E.)

Les débats seront animés par M. GAILLARD, rédacteur en chef de la revue « Information et Construction ».

Entrée libre sur invitations à demander à ASPROFORC.

Niger

Les trois auteurs d'une tentative de coup d'État ont été arrêtés

Niaméy (A.F.P. Reuter). — Le chef de l'État nigérien, le lieutenant-colonel Seyni Kountché, a confirmé, le lundi 15 mars, à la radio, l'échec de la tentative de coup d'État perpétrée dans la nuit de dimanche à lundi à Niaméy (le Monde du 16 mars).

Le Conseil militaire suprême a la situation bien en main grâce au loyalisme des forces armées nationales, a déclaré le chef de l'État. Il a assuré que la « folle aventure » tentée par l'ancien commandant Bayère Moussa, le capitaine Sidi Mohamed et le secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs nigériens, M. Ahmed Koudour, avait abouti à l'arrestation des trois principaux responsables.

S'adressant à la population, le président Kountché a déclaré : « Je vous demande de rester calme et de respecter scrupuleusement les consignes qui seront diffusées par voie de presse ».

Le commandant Bayère Moussa avait été écarté du gouvernement à la faveur d'un remaniement ministériel, le 21 février dernier, dans les jours qui suivirent l'annonce par le gouvernement d'une situation alimentaire catastrophique dans le pays.

Selon le chef de bataillon Ibrahim Arouna, ministre de la défense, les auteurs de la tentative de coup d'État sont passés à l'action lundi matin, à 5 h. 30. Aucune précision n'a été donnée sur l'ampleur du mouvement.

« Grâce à l'intervention de l'ensemble des forces armées nigériennes, ce coup d'État a été déjoué », assure le ministre.

Cette tentative de coup d'État est la troisième en l'espace de vingt-trois mois. Les deux précédentes avaient eu respectivement pour instigateurs le capitaine Gabriel Cyrille et le chef de bataillon Sani Souma Sido. Ce dernier, ministre d'État et vice-président du C.M.S., « numéro deux » du régime, aurait tenté de renverser le gouvernement en août dernier. Le colonel Kountché avait alors déclaré que son action constituait « une tentative de division du peuple, de constitution d'un clan idéologique et de reconstitution de parti dissous ».

Nigéria

LE NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT A REMANIÉ LE GOUVERNEMENT

Lagos (A.F.P. Reuter). — Le chef de l'État nigérian, le général Olusegun Abacha, a annoncé le lundi 15 mars un important remaniement du gouvernement formé par son prédécesseur, le général Murtala Muhammed (le Monde du 4 août 1975), assassiné le 13 février dernier au cours d'une tentative de putsch.

Le remaniement porte sur huit ministères, soit le tiers des postes. Le portefeuille de la défense, qui était détenu par le général Ibrahim Bello, a été confié au même temps que vingt-neuf autres conjoints (« le Monde » du 15 mars), pour sa participation à la tentative de coup d'État, n'a pas été pourvu.

Cinq nouveaux ministres font leur entrée au gouvernement : le général Oba (travaux publics), le lieutenant-colonel Shuhari (pétrole et énergie), le lieutenant-colonel Murtakar Mohammed (construction, développement urbain et environnement), le lieutenant-colonel Magoro (transport), et le commissaire de police Kafaru Timba (santé).

Trois ministères changent d'attributions : M. Abacha, ministre du pétrole et de l'énergie prend le portefeuille du développement économique ; M. Murtakar, qui détenait ce dernier ministère devient ministre des coopératives et des approvisionnements, mais demeure ministre en mission et président de l'agence pour le transfert et le développement de la capitale fédérale, que les dirigeants souhaitent installer dans le centre du pays.

Le général Abacha a enfin nommé de nouveaux gouverneurs dans quatre États.

SPECIAL COTE-D'IVOIRE
Un dossier économique de 30 pages sur 15 ans de développement.

du bi-mensuel
AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES
couvert par Jean E. PETER d'après les travaux du Congrès de l'EDCI-IDA

Au sommaire :

- Quinze ans de stabilité politique ;
- Quinze ans de progrès social et culturel ;
- Quinze ans de croissance économique ;
- Les moyens et les problèmes du développement avec les déclarations de 16 responsables de l'économie ivoirienne.

Prix du N° : 14 F, en vente chez les libraires et les bureaux d'INFRASTRUCTURES, 11, rue de Téhéran, 75008 Paris. Tél. 227.74.76 C.C.P. Paris 24.07.51

La Pompadour
SPECIALISTE CEREMONIES
la plus élégante
Collection parisienne
ensembles, manteaux,
robes courtes et longues
soie naturelle, imprimés,
mousseline, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^{re} Chantal d'Amis

EXCLUSIF

LES PEINTRES MAUDITS par L'URSS

la revue du marché des arts

92, avenue d'Iéna, 75116 PARIS
Dans tous les kiosques
15 F

...Cet été, la **TURQUIE** vous attend

Bien sûr, il y a Istanbul, ses mosquées, ses palais, églises et musées, mais la Turquie, c'est aussi de merveilleux rivages ensablés, des plages au fond de baies tranquilles et puis, de prestigieuses villes antiques aux ruines chargées de siècles de gloire.

et Istanbul n'est qu'à 3 heures de Paris par **TURKISH AIRLINES**
34, avenue de l'Opéra - 75002 Paris, Tél. 073.60.85

Pour tous renseignements :
BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE
102, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris
Tél. 225.78.68 et 225.79.84

Topka Tours
plages, soleil, découvertes
MÉDITERRANÉE
15 jours tout compris :
2180F
France-Tourisme
1, rue Anber - 75009 Paris, Tél. 742.27.40
LICENCE N° 101

Recyclage linguistique pour adultes en Angleterre

Séjours de 2 à 3 semaines.
Les séjours linguistiques d'été de BILINGUA sont spécialement conçus pour les adultes qui désirent combiner un stage d'études intensif de l'anglais et des vacances agréables.
Nos centres de séjour sont situés dans des localités de caractère en Angleterre, en Écosse et au Pays de Galles.

Programme complet d'activités et d'excursions :
• 6 heures quotidiennes de cours intensifs d'anglais
• un programme complet d'activités et d'excursions
• Pour tous renseignements s'adresser à :
BILINGUA SCHOOL OF LANGUAGES
17, rue de Valenciennes, 75017 Paris
Tél. 01.47.33.11.11
ou par courrier à :
BILINGUA, 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Tél. 225.78.68 et 225.79.84

des élections cantonales

A L'U.D.R.

M. Bord admet l'échec de la majorité

Le bureau exécutif de l'U.D.R. réuni lundi 15 mars en présence de M. Jacques Chirac, premier ministre, a tour à tour examiné le résultat des élections cantonales et pris position sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Au cours de la discussion, des critiques implicites et attendues ont été adressées au comportement de la majorité depuis deux ans, aux avancées à peine volées faites à l'Assemblée nationale, aux réformes choisies et annoncées, toutes ces décisions qui n'ont pas été estimées judicieuses, n'ont certes pas donné lieu à un véritable procès, mais leur description a convaincu les membres du bureau exécutif de la nécessité et de l'urgence d'un changement. C'est ce qu'a voulu exprimer M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., lorsqu'il a dit aux journalistes qu'il fallait renforcer la cohésion de la majorité et que cela serait évité dans d'autres instances. M. Bord a admis que les « causes de l'échec de la majorité étaient multiples », telles que les considérations locales, mais aussi le manque de jeunesse et de dynamisme de certains candidats. Il a cité aussi l'« incohérence d'une partie de l'électorat qui peut être cependant récupérée par l'U.D.R. et elle renforce la confiance de la majorité ». Il a confirmé que M. Antoine Ruffenacht, député de Seine-Maritime, serait chargé des questions électorales auprès de M. Charles Pasqua.

Au cours de sa séance, le bureau exécutif a pris position sur la question de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Il a rendu public le document que nous avons publié dans nos éditions datées du 16 mars (page 19) après y avoir apporté quelques corrections formelles et quelques amendements, afin de souligner notamment que pour désigner une telle Assemblée, « le recours au suffrage universel est en toute hypothèse la solution préalable de la Constitution ». Et ont tenu également à préciser que toute modification des attributions de l'Assemblée (européenne) ne pourrait d'ailleurs intervenir que par accord entre les États, et pour la France être précédée d'une réforme constitutionnelle. Enfin, il a été rappelé que « l'U.D.R. ne saurait admettre aucune concession en matière d'indépendance nationale ».

M. de La Malène a notamment indiqué : « Il s'agit d'installer l'Assemblée prévue par le traité de Rome et non le système des États européens. Il serait fâcheux que le progrès sur les institutions ait un effet pour ne pas progresser dans les réalités et dans les politiques concrètes ». Ainsi, l'U.D.R. est le premier mouvement de la majorité qui prenne publiquement position sur l'élection du Parlement européen, au suffrage universel avant que le gouvernement n'ait tranché officiellement.

DEUX EXEMPLES DE LA PROPAGANDE U.D.R.

Des élections non politiques ?

A l'occasion du renouvellement cantonal, les électeurs concernés ont reçu parfois de bien étranges messages. Ainsi, à Garches (Hauts-de-Seine), M. Jacques Baudet, maire de Ruell-Malmaison, député U.D.R., a écrit aux électeurs, dès le premier tour, à adressé la lettre suivante à certains de ses électeurs :

Madame, Monsieur, cher ami, Si je me permets de vous écrire personnellement, c'est uniquement en votre qualité de rapatrié d'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, l'occasion m'est malheureusement donnée de vous confirmer que, tandis que M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, et ses nombreux délégués, viennent de se rendre à Alger, invités non par le gouvernement algérien, mais par le F.L.N. de gauche, moi, je continue à siéger à une barre pour la défense de vos légitimes intérêts.

Ces messieurs semblent encore ignorer que les accords d'Évian n'ont jamais été tenus par Ben Bella ou son successeur.

Ce que je veux pour vous et vos familles, c'est la libération des prisonniers du F.L.N., l'indemnisation des rapatriés, le respect de vos tombes là-bas.

C'est pour cela que je me bats, et je l'ai prouvé à l'Assemblée nationale, en prenant des positions publiques en ce sens, au conseil général, à la mairie de Ruell-Malmaison, où j'ai désigné un haut fonctionnaire des vôtres pour intervenir individuellement en votre faveur au régime local, et grâce à la rénovation, installation de Français respectables. Alors seulement, les honnêtes citoyens du V^e canton pourront marcher à nouveau dans nos rues la tête haute et sans crainte de voir nos filles violées ou nos enfants assassinés.

La défense des libertés, contre le totalitarisme de ceux qui veulent installer la subversion et le communisme apatride, demande la mobilisation active de toutes les énergies françaises.

Pour appliquer un tel programme, sévèrement et rigoureusement, honnêtes citoyens du V^e canton, vous voterez pour moi et pour les forces de rassemblement de notre quartier que je représente.

Merci d'avance.

Si cette lettre suffit à ruiner l'argument de la majorité selon lequel les élections cantonales ne servent qu'à désigner des administrateurs départementaux et ne sont donc pas politiques, que dire de la lettre que M. André Bord, U.D.R., adjoint au

maire de Toulouse, ancien suppléant de M. Sanguinetti, du dans le canton de Toulouse 5, a adressé aux électeurs ? Il ne s'agit plus là d'une simple polémique politique. Plusieurs plaintes pour propagande raciste ont été déposées, notamment par le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.). M. Bord écrit en effet :

Depuis plus de dix ans, élu municipal, j'ai été désigné par M. Pierre Baudet, député-maire, pour m'occuper de votre canton.

Vous avez tous lu, je pense, le communiqué que j'ai fait paraître dans la Jeunesse sur la propagande qui s'est installée dans notre quartier et qui en fait un point noir dans la Ville rose.

Une enquête menée par mes services a fait apparaître que le mal est encore plus profond qu'il n'y paraît. Il n'est plus possible, le soir venu, de nous promener dans ce quartier chargé d'histoire sans remonter (et de quelle manière) l'un de ces étrangers inquiétants qui grouillent dans nos immeubles, ou bien l'un de ces jeunes hispaniques et menaçants. Les agressions se multiplient ainsi que les outrages aux bonnes mœurs. Cela est inadmissible ! L'installation d'un commissariat de police, place Armand-Bernard, est donc une nécessité urgente. Cette installation permettra une surveillance et un quadrillage permanent de nos rues.

S'il le faut (et nous pensons en haut lieu qu'il le faudra rapidement), nous prendrons des mesures radicales : élimination de ce quartier de tous les sauteurs, et grâce à la rénovation, installation de Français respectables. Alors seulement, les honnêtes citoyens du V^e canton pourront marcher à nouveau dans nos rues la tête haute et sans crainte de voir nos filles violées ou nos enfants assassinés.

La défense des libertés, contre le totalitarisme de ceux qui veulent installer la subversion et le communisme apatride, demande la mobilisation active de toutes les énergies françaises.

Pour appliquer un tel programme, sévèrement et rigoureusement, honnêtes citoyens du V^e canton, vous voterez pour moi et pour les forces de rassemblement de notre quartier que je représente.

M. Andrieu : la responsabilité des dirigeants socialistes est en cause

René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, écrit, mardi 16 mars, dans l'organe central du P.C.F. :

« Le parti socialiste n'a pas partout observé l'attitude unitaire qui devrait découler des engagements pris. Il faut le dire parce que cela dépasse de très loin le cadre d'un scrutin cantonal. L'enjeu véritable, c'est l'application du programme commun. (...) Il ne suffit pas, comme le font les dirigeants socialistes, de minimiser l'ajout en se félicitant de « la discipline de vote », en parlant de « quelques exceptions », et d'occidentaux de parcours, et en faisant mine de renvoyer des à des les déviations des deux bords. Car ce n'est pas la droite qui se jette devant le parti communiste et le phénomène est à sens unique. Sans doute n'objectera-t-on pas que ce sont les électeurs qui décident et que personne n'y peut rien. Mais l'argument manque de sérieux. Ce qui est en cause, c'est la responsabilité des dirigeants. »

« Si nous voulons gagner la grande bataille contre la droite, il ne faut pas pactiser avec elle, mais nous battre avec elle. Le cas dans de nombreuses villes où l'on voit des socialistes dégrader la municipalité avec les amis politiques de la droite. (...) M. Giscard d'Estaing. Et si le parti socialiste est décidé, comme il l'est, à rompre ces alliances, on comprend de constituer des listes communistes de la gauche pour les prochaines municipales. »

« S'ils veulent vraiment opérer un changement de politique, les dirigeants de tous les partis de gauche ont le devoir de se battre ».

pour réduire le maximum de gens à l'idée de l'union. Au lieu de s'écarter en disant : nous sommes tous chefs, il nous faut bien les suivre. D'autant plus que ce n'est pas de la base que viennent les muscades ni pour l'essentiel les résistances. (...) Si l'électorat communiste observe la « discipline républicaine », ce n'est pas par grâce divine. C'est parce que nous l'avons échoué dans l'esprit de l'union. Peut-être ne servit-il pas inutile que nos partenaires s'inspirent de notre exemple et pressent un peu l'air. »

LES COMMUNISTES DE L'ALLIER REVENDIQUENT LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL GÉNÉRAL

La fédération départementale du parti communiste a proposé lundi 15 mars, au parti socialiste que la présidence du conseil général de l'Allier revienne au P.C.F. qui, en 1975, a recueilli le plus grand nombre de suffrages dans ce département. Sur les trente-trois sièges du conseil, la gauche en détiendait dix-neuf : neuf communistes et dix socialistes, dont un apparenté, M. René Simon, élu en 1973 dans le canton d'Estéron, qui n'est pas membre du P.S.

Présentant mardi 16 mars, la composition des assemblées départementales, l'Humanité, organe central du P.C.F., note que dans l'Allier la gauche conserve la majorité et que « c'est un socialiste qui succède à un communiste à la présidence de l'Assemblée départementale ».

DANS LA PRESSE

FRANCE-SOIR : être gaulliste en 1976.

« Les questions imprudentes reçoivent parfois une réponse. Les élections cantonales viennent de montrer comment on peut être gaulliste en 1976 : en votant socialiste. En effet, c'est parmi les électeurs de l'U.D.R. que le parti socialiste a trouvé les quelques centaines de milliers de voix qui ont fait passer la majorité à gauche. (...) »

« De Gaulle a restauré cette chose si précieuse au cœur du peuple français : la confiance dans la patrie. En cela, de Gaulle était homme de gauche. (...) »

« Le riche, lui, se moque de la patrie. Il est un oiseau. Son nid est là où se trouve son argent. (...) »

« Comment les gens qui votent gaullistes depuis mai 1958 votent-ils aujourd'hui ? A gauche, bien sûr. Ils étaient pour Mitterrand, pour Mendès, de Gaulle les a appelés à voter. (...) »

« Les élections cantonales pour des organismes locaux virtuellement sans pouvoir ont normalement peu de signification. L'analyse politique de la France sera déterminée par les élections partielles de 1978 et les présidentielles de 1981. Cependant, le mouvement vers la gauche dans les cantons de ce pays a une signification particulière. (...) »

« La grande question est de savoir si la gauche pourra en 1978, si elle obtient une majorité de voix, la traduire en une majorité de sièges au Parlement — une tâche bien plus difficile étant donné le système électoral français. Les résultats de dimanche dernier rendent cette éventualité plus probable qu'auparavant, par la croix. Cela pourrait signifier l'accession au pouvoir des communistes dans un gouvernement de coalition de gauche. (...) »

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE : les pires vingt-quatre heures du président.

« En vingt-quatre heures, le président Giscard d'Estaing a subi son troisième choc successif avec l'annonce par l'U.D.R. de son hostilité à l'égard des élections du Parlement européen. La nuit précédente, les mauvaises nouvelles avaient été celles du retrait de la France du « serpent » monétaire européen et du résultat des élections cantonales. (...) L'abandon du « serpent » et le manque d'appui gaulliste pour le Parlement européen sont des échecs personnels du président français, qui insistent particulièrement à ces deux projets. (...) Il avait fait rendre le franc dans le « serpent » en juillet dernier, contre l'avis de la plupart de ses ministres. (...) Les difficultés en ce qui concerne le Parlement européen sont également graves pour le gouvernement. Il apparaît que le prestige du président est engagé sur un projet qui n'est appuyé ni par son premier ministre ni par son gouvernement. (...) »

« (...) Enfin, la gauche prêche que 1978, l'année des prochaines législatives, sera une année « clé » de l'histoire de France, comme le furent 1958 et 1968. »

(JAMES GOLDBOROUGH)

RECTIFICATIFS

ALLIER. — M. Yves Machelon (C.D.P.), maire de Gernat, conseiller général sortant, battu au second tour, a, dans ses remerciements, déclaré qu'il n'avait pas obtenu 2 410 voix (et non 2 600, tel qu'indiqué par erreur dans nos éditions) mais 2 657 voix à M. Hugnet (P.S.), qui le devançait également dans sa commune.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — M. Joseph Cornil, U.D.R., ancien maire du canton de Marseille 8566 voix, et non pas 5 566 voix, comme une coquille nous l'a fait écrire. Il n'a été distancé que de 70 voix par son adversaire socialiste, ainsi qu'il ressortait de notre commentaire.

GARD. — M. Hugnet, candidat dans le canton de Saint-Hippolyte-du-Fort, nous prie de lui se présenter sans équivoque.

LOIR-ET-CHER. — M. Michel de Guillemin, directeur du cabinet de M. Michel Durafour, ministre du travail, a obtenu dans le quatrième canton de Blois 2 891 voix, et non pas 1 891, d'autre part, M. de Guillemin est radical, et non pas C.D.P.

LOIRE. — M. Pierre Simon, réélu au premier tour dans le canton de Nérondes, précise qu'il n'a jamais adhéré au C.N.I.P. et qu'il ne se réclame d'aucune formation politique.

OISE. — Dans le canton de Montataire, M. Bamber, P.C., a recueilli 6 334 voix et M. Fulop, P.S.D., 3 097. Les chiffres que nous avons donnés dans le Monde daté 16 mars concernaient la seule commune de Montataire.

POLITIQUE

Balzac n'aurait pas hésité :

il fallait un livre de 500 pages pour raconter "le premier parti politique français"

AU PARTI DES SOCIALISTES

Plongée libre dans les courants d'un grand parti

par JEAN-FRANÇOIS BIZOT avec la collaboration de Léon Mercadet et Patrice Van Eersel

« L'excellent livre de Jean-François Bizot... Un ébrouement joyeux, aisé et multiforme. »

Le Nouvel Observateur

« Le nouveau parti socialiste n'avait jusqu'alors suscité aucun livre de qualité. »

Le Monde

« Ce livre n'est pas un livre politique. Peu de livres auront donné sur un parti une image aussi précise et aussi vivante. »

Le Figaro

« Ils ont tout vu. »

Le Canard Enchaîné



le refuge formation

Organisme de formation professionnelle continue
30 rue de Chabrol, 75010 Paris. Tel. 221.75.60, 824.66.12

- Une gamme complète de stages
- Un plan de formation sur mesure pour votre Entreprise
- Un service "Conseil Formation" toujours disponible

LA MORT à VIVRE
NUMERO SPECIAL MARS 1976 18F

ESPRIT

13, rue Jacob
75006 Paris
C.C.P. Paris 1164-51

EDUCATION

LE MARC A TENU SON SEPTIEME ET DERNIER CONGRÈS

Les étudiants du Mouvement d'action et de recherches critiques (MARC) proche de la C.F.D.T. ont tenu samedi 13 et dimanche 14 mars à l'université de Nanterre (Paris-X) leur septième et dernier congrès. Le MARC doit disparaître le mois prochain en tant qu'organisation pour faire place à un « syndicat de masse étudiant » qui aura des structures élargies. La création d'une organisation syndicale ne peut être crédible que si elle s'inscrit au cœur des luttes, explique M. Antoine Bour, secrétaire national et la lutte contre la réforme du second cycle par son ampleur et ses modalités, par une occasion unique de le faire. Le MARC a tenu compte actuellement deux mille trois cents adhérents répartis dans la plupart des villes universitaires.

La société des agrégés, au cours de son assemblée générale annuelle, réunie les 13 et 14 mars, a protesté contre la réduction du nombre des postes aux concours du CAPES et de l'agrégation, et demandé la réduction d'une licence ou d'une maîtrise. Les participants ont aussi réclamé l'arrêt de la réforme du second cycle universitaire, fixant pour chaque diplôme un « contenu maximal commun scientifique obligatoire » dans toutes les universités. M. Guy Bayet a été élu président de l'association.

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE

Le rapport d'activité 1975 du Conseil international de la langue française (C.I.L.F.), 105 ter, rue de Lille) fait apparaître une sensible progression de ses activités, dans deux directions principales : l'édition de vocabulaires ou de manuels techniques simples, à l'usage en particulier de l'afrique francophone — vocabulaires de l'environnement, de la publicité, de la climatologie, terminologie forestière quadrilingue de sept mille mots, etc. — ; organisation de colloques ; de stages d'information, consacrés en priorité au problème des contacts entre le français et une autre langue (arabe, 1974 ; anglais, 1975 ; langues africaines, 1976).

Au cours de la réception qui a suivi la présentation du compte rendu 1975, M. D'Amato, ministre de l'Industrie, a notamment déclaré : « Il ne faudrait pas que des connaissances ou des matières françaises ne puissent être offertes qu'accompagnées de notions et de textes rédigés dans une langue étrangère ou dans un français hybride. Car alors la tentation serait grande pour un parti-naire de renoncer à l'usage d'une langue inadaptée aux réalités contemporaines, ou même de se tourner vers les pays concurrents, qui, capables d'imposer en vocabulaire paraissent à fortiori capables de fournir les services correspondants. »

« Je ne crois guère aux réactions strictement d'émotion qui remplissent sur le patrimoine culturel acquis. Une langue vivante est au contraire une langue ouverte vers l'innovation, qui puise son originalité dans sa capacité de création, et non dans un esthétisme paralysant. »

A Cannes, en front de mer, s'édifie Solhôtel.

la formule solhôtel

ou comment devenir copropriétaire d'un hôtel***
et en profiter plusieurs semaines par an, pour toujours.

Investissement total et définitif à prévoir : 7.700 F à 38.700 F suivant durée et période.

Chaque année, offrez-vous quelques semaines de vraies vacances à l'hôtel, sans souci, sans corvées, dans la chambre que vous aimez puisqu'elle vous appartient et vous appartient pour toujours ainsi qu'à vos enfants, à la période que vous avez choisie. Femmes de chambre, concierge, téléphoniste, sont à votre disposition. Vous avez votre T.V., votre réfrigérateur, vos habituels. Bien sûr, votre séjour est gratuit car l'hôtel est votre — vous en êtes copropriétaire —

Vous ne paierez au plus juste prix que les prestations de votre période. C'est ça, la formule Solhôtel, une formule de vacances et de placement moderne pour ceux qui ne veulent plus payer une résidence secondaire et ses charges toute l'année, pour ne s'en servir que quelques semaines par an.

Solhôtel. La multi-copropriété hôtelière. 65, avenue du Dr. Picard — 06400 Cannes Tél. (03) 47.15.85.

Envoyez-moi la documentation sur la formule Solhôtel
Nom : _____
Adresse : _____
(à découper ou à recopier).

SOCIÉTÉ

APRÈS UN SONDAGE SUR LA CONDITION DE LA FEMME EUROPÉENNE

Une centaine de personnalités féminines réclament à Bruxelles une action des Neuf pour une réelle égalité des droits

Bruxelles. — La capitale du Marché commun devient décidément le lieu privilégié de la contestation féminine dans le domaine des droits sociaux. Une semaine après le débat national des crimes contre les femmes (le Monde du 11 mars), une centaine de personnalités du « deuxième sexe », venues des neuf pays de la C.E.E., parlementaires, fonctionnaires, syndicalistes ou dirigeantes d'associations diverses, — se sont réunies à Bruxelles ces derniers jours, sur l'invitation de la Commission des Communautés européennes, pour discuter de la situation des femmes en Europe.

Ce n'est pas une fongueuse militante du Women's Liberation Movement qui a fait cette déclaration, mais une dame très placide, membre de la nombreuse délégation italienne et d'âge plutôt moyen, comme la plupart des participantes (1).

Après la lecture officielle de l'Année internationale de la femme, il s'agissait d'examiner les résultats de l'un des nombreux « euro-sondages » réalisés périodiquement dans les Etats membres pour tater le pouls de l'opinion européenne. Cette enquête, lancée au début du mois mais effectuée en mai 1975 simultanément en France, en Belgique, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en République fédérale allemande, ainsi qu'en Danemark, en Grande-Bretagne et en Irlande, avait pour thème : « Femmes et hommes d'Europe, attitudes comparées à l'égard de quelques problèmes de société ». En fait, les questions portaient sur la manière dont les Européennes et les Européens concevaient la condition féminine.

DES ATTHÉES CRÉENT UN « COMITÉ DE LIAISON »

Un « comité de liaison de l'athéisme » a été créé par des personnalités de tendances diverses pour répondre aux récents propos du cardinal Marty selon lesquels « l'athéisme est une maladie sociale et non pas un progrès de l'homme » (le Monde du 16 février).

Ce comité, patronné par M. René Labrousse, président national de l'Union nationale des libres penseurs, les professeurs Emery, Kahane, ancien président de l'Union, rationaliste, et Georges Ory, président du cercle Ernest-Renan, a son siège 97, Tour des Cératides, à Cergy-Pontoise (95).

Ces promoteurs annoncent dans leur communiqué l'organisation le lundi 22 mars, à Paris, d'une « grande réunion contradictoire », au cours de laquelle ils présenteront « les positions des athées en 1976 et le rôle de l'athéisme dans le progrès humain ».

De notre envoyé spécial

Environ neuf mille cinq cents « cohabitants », hommes et femmes de quinze ans et plus répartis selon « des échantillons représentatifs nationaux », ont donc été interrogés par huit instituts spécialisés sur la place des femmes dans la société, sur les réactions des hommes et des femmes à l'égard du travail féminin, du rôle social et politique de chacun des deux sexes et sur les réformes souhaitées. On leur demandait aussi leur sentiment sur le « bonheur » et sur l'« unification européenne ».

L'analyse des réponses, plutôt décevantes, a permis d'établir une typologie sommaire des attitudes : l'Européen moyen, homme ou femme, en fait des inégalités subies par les femmes. Environ 34 % des personnes interrogées, et dans une proportion à peu près égale entre les deux sexes, se déclarent pour une évolution réelle : 18 % s'y opposent franchement ; 18 % acceptent un changement ; 20 % se déclarent « adaptés » perçoivent ce changement, mais semblent se soulever. Le statu quo et 8 % se déclarent indifférents. Le problème, tant que tel, de la condition féminine n'est reconnu comme très important que par un tiers du public. Il est perçu avec une certaine acuité en France, en Italie, en Irlande et au Luxembourg, mais beaucoup moins, semble-t-il, au Danemark, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Quant à l'évolution des mœurs dans ce domaine, elle est jugée positive par une majorité au niveau des principes, mais 20 % seulement des hommes et des femmes interviewés estiment qu'elle n'est pas

assez rapide. Une personne sur trois pense que les femmes ont moins de chances que les hommes de réussir dans la vie.

Quelles leçons en tirer, sinon que de telles réponses reflètent tous les clichés sociaux, économiques, politiques, nationaux et communautaires, de l'Europe des Neuf, et qu'il faudra vaincre encore de nombreuses résistances si l'on veut assurer l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ?

Face à l'obscurantisme de certaines réponses, les déléguées présentes à Bruxelles ont réagi en réclamant « autre chose que des sondages », mais des « études » pour « accélérer une prise de conscience européenne favorable à une réelle égalité des droits entre les hommes et les femmes ».

« Les résultats de ces enquêtes », a observé une déléguée ouest-allemande, seraient « plus utiles s'ils étaient confrontés à la situation objective du statut social féminin dans chacun des pays concernés ». M. l'ère réflexion parmi la délégation française, où Mme Devaud, présidente du Comité du travail féminin, a regretté que l'on n'ait pas suffisamment distingué, dans un questionnaire « encore imprégné de pessimisme et de préjugés », entre « les attitudes et les situations de fait ». Sans dénier l'intérêt documentaire d'un tel sondage — qui souligne les discriminations en matière de salaires, de promotion, d'emploi et de conditions de travail — Mme Devaud, approuvée par l'ensemble des participantes, a demandé que la Commission européenne fasse auprès du conseil des ministres de la C.E.E. pour que le processus d'intégration des femmes dans notre société soit encouragé impérativement par leur accès aux postes de hautes responsabilités politiques, économiques ou administratives.

JEAN BENOIT.

(1) La France était notamment représentée par M. Jean Perrot, président de l'Union nationale des libres penseurs, M. Jean Devaud, président du Comité du travail féminin, M. Jean Devaud, président de la Commission nationale de la condition féminine, M. Jean Devaud, président de la Commission nationale de la condition féminine, M. Jean Devaud, président de la Commission nationale de la condition féminine.

RELIGION

LES « INFORMATIONS CATHOLIQUES INTERNATIONALES » CHANGENT DE FORMULE

A l'occasion de leur numéro 500, les Informations catholiques internationales (ICI) changent de formule et de format. En devenant mensuelle, la revue entend prendre plus de distance à l'égard de l'Eglise institutionnelle pour mieux saisir la manière dont l'actualité religieuse est vécue à la base et pour creuser davantage les rapports entre la foi et la culture, au sens large.

Créée dix ans avant le concile, les ICI ont été l'un des artisans de l'information religieuse en France depuis vingt ans. Ayant joué un rôle de pionnier avant et pendant le concile, la revue a contribué au développement de l'information religieuse et, par conséquent, dans sa nouvelle formule, le dialogue entre les chrétiens et le monde moderne.

« Informations catholiques internationales », 103, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Abonnement : un an, 50 F.

DÉFENSE

Des forces de dissuasion populaire composées de réservistes devraient contribuer à la défense de l'Europe occidentale suggère un député du P.S. à l'U.E.O.

Dans le rapport qu'il a présenté, ce mardi matin 16 mars, à la commission de défense de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), M. Claude Delorme, député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence, a proposé une « coordination européenne des politiques de formation des réserves en vue de l'organisation d'un véritable système de dissuasion populaire ».

C'est la première fois que la commission spécialisée de l'U.E.O. examine un document qui reflète dans une large mesure les conceptions militaires du parti socialiste français et, singulièrement, de sa commission de la défense, animée par M. Charles Foccart. Dans un projet de rapport, qui s'inscrit dans une perspective résolument européenne, M. Delorme écrit notamment : « Si les questions concernant le déploiement des forces de manœuvre de la dissuasion nucléaire doivent faire l'objet d'une concertation au niveau atlantique, les problèmes de la dissuasion populaire, et en particulier la formation des réserves, devraient être organisés localement ; des périodes régulières d'entraînement devraient être organisées et la gestion des réserves décentralisée. » Ces périodes d'entraînement étant nécessaires, écrit le député socialiste, elles doivent être prises en charge, dans la limite du savoir-pertu soit par le budget national, soit par contribution conjointe du budget et des entreprises. » M. Delorme propose encore que des études et des investissements soient consacrés à l'élaboration d'un matériel spécifique aux forces de dissuasion populaire, combinant puissance, simplicité et robustesse.

« Le citoyen, quel que soit son grade dans l'armée, doit y être entraîné contre l'abus du pouvoir militaire », déclare-t-il. « Le rapporteur, qui propose de développer « l'auto-instruction » et « la participation des subordonnés à l'organisation de la vie militaire ».

« Il est indispensable, conclut le député socialiste, que les gouvernements et les autorités militaires de l'alliance atlantique prennent la place qu'ils méritent dans la défense nationale et collective. » Et il ajoute : « Les forces de dissuasion populaire constituent un élément prioritaire dans lequel les réserves peuvent apporter une contribution décisive à la défense de l'Europe occidentale. »

plénaires, dans le cadre d'un plan coordonné ? »

Selon le député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence, la dissuasion populaire, qui combine l'arsenal nucléaire et les forces classiques de manœuvre, est « un système de défense intérieure » capable d'organiser la nation en armes et mobilisant des effectifs pour les combats de harcèlement et la guérilla. Les réserves de la force de dissuasion populaire doivent être très nombreuses et recevoir un armement relativement simple et peu coûteux.

Un service militaire court (de six mois) serait suffisant, dans ces conditions, pour assurer la formation des appels dont les spécialistes techniques et les réservistes seraient utilisés au mieux. Ces réserves, est-il indiqué dans le rapport de M. Claude Delorme, devraient être organisées localement ; des périodes régulières d'entraînement devraient être organisées et la gestion des réserves décentralisée. « Ces périodes d'entraînement étant nécessaires, écrit le député socialiste, elles doivent être prises en charge, dans la limite du savoir-pertu soit par le budget national, soit par contribution conjointe du budget et des entreprises. » M. Delorme propose encore que des études et des investissements soient consacrés à l'élaboration d'un matériel spécifique aux forces de dissuasion populaire, combinant puissance, simplicité et robustesse.

« Le citoyen, quel que soit son grade dans l'armée, doit y être entraîné contre l'abus du pouvoir militaire », déclare-t-il. « Le rapporteur, qui propose de développer « l'auto-instruction » et « la participation des subordonnés à l'organisation de la vie militaire ».

« Il est indispensable, conclut le député socialiste, que les gouvernements et les autorités militaires de l'alliance atlantique prennent la place qu'ils méritent dans la défense nationale et collective. » Et il ajoute : « Les forces de dissuasion populaire constituent un élément prioritaire dans lequel les réserves peuvent apporter une contribution décisive à la défense de l'Europe occidentale. »

(1) L'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) réunit la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Belgique, la Luxembourg et les Pays-Bas.

Dans le Sud-Ouest

DES SOLDATS EN MANŒUVRES SONT INVITÉS PAR DES FAMILLES

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Depuis dimanche 15 mars, et jusqu'au vendredi 19 mars, les habitants de quatre départements de la région Midi-Pyrénées (le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne et le Gers) voient évoluer sur leur territoire les unités de la 3^e brigade parachutiste dans le cadre d'une manœuvre baptisée « Procyon ».

Le général Longere, commandant de la 3^e brigade, dont le quartier général est à Auch, commande l'opération, qui utilise les moyens aéroportés (hélicoptères Alouette-2 et 3 et S.A. 330 Puma), des avions de transport C-130 Transall et les chasseurs de l'armée de l'air, et des éléments blindés. Ce mardi 16 mars, les éléments motorisés entrent en action près de Lisle-Jordain, sur la route nationale 124 Toulouse-Auch, où les blindés de la brigade devront s'opposer à une menace partant de la forêt de la Bonconne, qui, au nord, domine la route. C'est dans cette phase que se situe un exercice d'alerte et de protection nucléaire et chimique, avec un épendage simulé par des pots explosifs et utilisation de produits non toxiques.

Enfin, la présence de ces unités dans les communes de quatre départements, la 3^e brigade parachutiste va susciter des rencontres « armée-nation », comme, par exemple, des matches entre jeunes militaires et des équipes locales, et développer les contacts avec les maires et conseillers municipaux. Des familles de Gers ont déjà invité à leur table plus de quatre cents soldats.

L. P.

ARTHROSE, RHUMATISMES, LUMBAGOS, CELLULITE, TROUBLES DE LA SÉNESCENCE, READAPTATION FONCTIONNELLE, THALASSOPUNCTURE

CURES MARINES DE TROUVILLE

Etablissement agréé par la Sécurité Sociale

Une thérapeutique efficace sous surveillance médicale constante...

Personne ne nie plus aujourd'hui l'efficacité de la Thalassothérapie, traitement qui utilise les propriétés curatives de l'eau de mer. La mer a en effet un triple regard de richesses plus de 50 éléments fondamentaux à la composition. C'est la plus riche des milieux naturels.

C'est cette même eau qui baigne nos cellules et nos organes. Il existe donc une harmonie fondamentale entre le milieu marin et notre milieu interne.

Un retour aux sources de la Santé et de la Forme

La cure marine représente une haute bienfaisance contre l'immobilité perpétuelle provoquée par l'existence moderne. Elle s'adresse aussi bien aux personnes qui en ressentent un réel besoin qu'à ceux, encore bien portants, qui se sentent fatigués.

Les Installations

personnel hautement qualifié les Cures Marines de Trouville vous aideront à retrouver sous surveillance médicale constante, votre santé et votre forme.

Passer une journée ou un Week-end à TROUVILLE et visitez les CURES MARINES ouvertes même le dimanche.

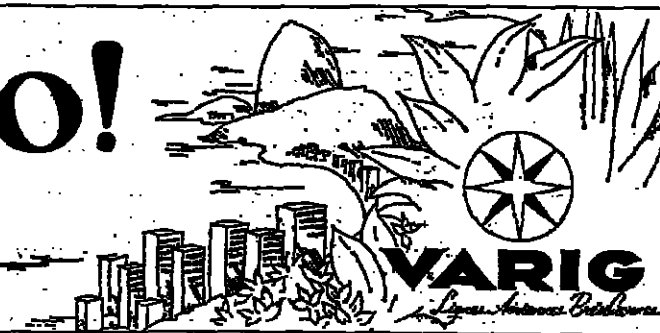
Si vous ne pouvez vous y rendre nous vous enverrons gratuitement une brochure de 32 pages en couleurs sur simple demande à :

CURES MARINES DE TROUVILLE 14360 TROUVILLE S/MER

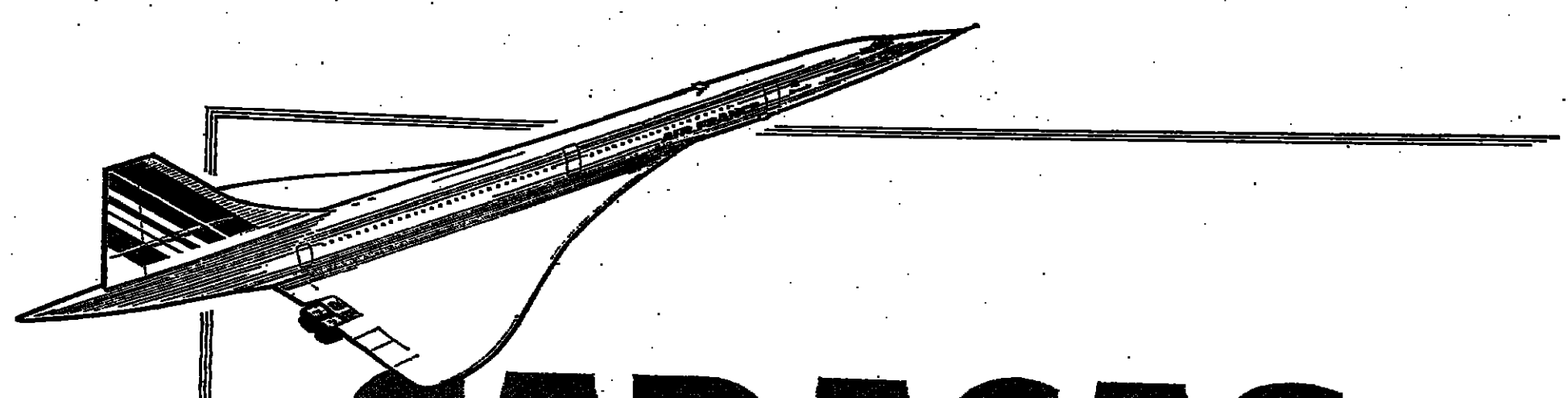
Consultez votre Médecin Traitant

semaine sur Paris-Rio!

Nouveau : le mardi soir, un vol "Grande Conforto" en DC 10, départ Only 22 h 30.
Ce vol s'ajoute à ceux existant déjà.
les lundis, mercredis, jeudis, vendredis, même heure.



VARIG



CARACAS PAR CONCORDE

**NOUVEAU VOL PARIS-CARACAS:
VOUS POUVEZ RESERVER.**

6 heures seulement.

Départ	Arrivée
Paris 19 h 00 tous les vendredis	Caracas 19 h 00
Caracas 9 h 00 tous les samedis	Paris 21 h 00

**Une nouvelle liaison
Concorde:**

Après Paris-Rio, Paris-Caracas. Maintenant, deux vols supersoniques relient Paris et l'Amérique du Sud.

Premier vol le 9 avril 1976.

Pour plus d'informations, appelez votre agence de voyage ou le bureau Air France le plus proche.

Concorde
AIR FRANCE  Un avion pour votre temps.

Dorland & Gray - Paris

JUSTICE

POINT DE VUE

Des réformes pour la profession d'avocat

par ANDRÉ DAMIEN (*)

La profession d'avocat est traditionnellement placée dans une situation inconfortable à l'égard du pouvoir et de l'opinion publique. Tantôt il est reproché aux avocats d'assumer des défenses de connivence sans courage et sans grandeur, tantôt, parfois les mêmes, les accusent de perturber l'ordre social par des défenses de rupture et de n'être que des troubleurs ; on les loue d'avoir su demeurer une profession libre et indépendante, tandis qu'on stigmatise les honoraires qu'ils perçoivent pour s'occuper des moyens de cette existence libre.

De tous côtés on critique cette profession dont on ne célèbre les vertus qu'à l'époque de crises judiciaires, lorsque la liberté et la sécurité sont compromises. Les reproches pèsent leur inspiration dans une tradition séculaire qui, de maître Pothier aux Plaidiers, constitue un des archétypes de la littérature française. Ils se réfèrent autant aux défauts qu'aux qualités qu'au décalage de la justice à laquelle ils participent.

On a beau jeu, certes, de les traiter de consciences de louage ou de phrases impénitentes, de critiquer leur avidité ou, plus encore, de vendre de l'invendable : une amitié, un secours, quelques mots... mais plus encore on leur reproche leur participation à la justice et surtout d'avoir, par leur présence, le fonctionnement de cette justice insensible aux évolutions de la société contemporaine.

La justice ne peut qu'être critiquée, c'est là son lot, non seulement parce que chacun de ses arrêts enfante au moins un mécontentement, mais aussi et surtout parce qu'elle est de tout temps une institution dont le trait caractéristique est de témoigner de la stabilité d'une société. La fonction du juge doit, par essence, être à l'abri du pouvoir de l'opinion publique autant que du pouvoir politique et, à chaque crise de civilisation, alors que les autres corps sociaux s'adaptent plus ou moins rapidement à la justice, celle-ci doit demeurer rigide, d'un retard notable à évoluer qui en fait la cible de choix des tenants des différentes tensions de la société ; on n'y voit plus, dès lors, que des structures périmées et dangereuses qu'il faut abattre.

L'avocat présente le paradoxe, à la fois de participer à cette justice, institution en accusation permanente, et d'y témoigner de sa liberté.

de défense et souvent même de son opposition. Il est donc, inévitablement un mal-aimé qui irrite aussi bien le pouvoir que l'opinion, car sa fonction lui impose de lutter toujours à contre-courant.

A une époque où tout était religieux et où, seul, ce qui était religieux avait la puissance de résister au déchaînement des passions violentes, le barreau se fit religieux. Il devint une confrérie, ilant ses membres par un serment, élevant son prêtre le bâtonnier, se gouvernant lui-même et, devenu organe d'Eglise, il devint libre et puissant.

Puis, lorsque la religion céda la place à la puissance de l'Etat, à l'époque même où Port-Royal tombe sous la persécution ; le barreau quitta son armure religieuse, désormais surnommée, pour se blottir auprès de la force naissante, les Parlements. Propriétaires de leur charge, avocats et procureurs, dignes fils d'une bourgeoisie triomphante, les cours souveraines réussirent seules à subsister en face du pouvoir durant les dix-septième et dix-huitième siècles. Le barreau devint alors un des organes de ce corps illustre et retrouva pour la seconde fois la liberté dont il avait besoin.

Ainsi protégé, indépendant à l'intérieur du monde parlementaire, il forme les hommes mêmes qui accomplissent la Révolution française.

Mais, balayés avec les cours souveraines par la violence et les passions populaires déchaînées par des politiques naïfs, le barreau perdit à nouveau son cadre de protection et donc sa liberté. On le restaura, mais enchaîné, et Napoléon, s'il fut le père du barreau du dix-neuvième siècle, en fut également le geôlier. C'est alors que nos ancêtres découvrirent à nouveau le statut dont ils avaient besoin. La profession libérale fut le plus beau fleuron de cette bourgeoisie qui domina le dix-neuvième siècle, indépendant par sa richesse, sans responsabilité, sans contrôle autre que celui de sa conscience, sans défection cependant, il devint le protecteur des faibles et l'avocat des révolutionnaires. On a parlé de la République des professeurs, on eût pu tout aussi bien parler de celle des avocats, qui composèrent, sous la III^e République, l'essentiel du corps législatif et assurèrent les leviers de commande de l'Etat.

Qu'en est-il actuellement de toutes ces structures protectrices de la liberté de l'avocat ? Elles se sont évanouies. La bourgeoisie au sens du dix-neuvième siècle n'est plus qu'un souvenir, la profession libérale qu'une ombre qui s'efface. Réglementé, tarifié, contrôlé, soupçonné d'éléver devant lui : le jeune magistrat le détecte et voudrait le remplacer par un juge conseiller ; la flic le traque ; le plaideur se défie de lui et le pouvoir lui reproche, hier encore, d'être seul à l'origine de la lenteur de la justice.

Des structures de protection

Où trouver la structure protectrice qui permettra au barreau de survivre avec cette liberté indispensable à son ministère ?

Trois voies s'offrent à la profession d'avocat.

La première est aisée et agréable, celle de la fonctionnarisation ; l'entraîne vers la fonction publique, le dix-neuvième siècle, indépendant par sa richesse, sans responsabilité, sans contrôle autre que celui de sa conscience, sans défection cependant, il devint le protecteur des faibles et l'avocat des révolutionnaires. On a parlé de la République des professeurs, on eût pu tout aussi bien parler de celle des avocats, qui composèrent, sous la III^e République, l'essentiel du corps législatif et assurèrent les leviers de commande de l'Etat.

La fonctionnarisation peut ne pas être une solution à l'indépendance globale des avocats ni une atteinte à la relation de choix personnel qui s'est, il faut bien le reconnaître, considérablement réduite. Mais, par cette situation, l'avocat ne sera peut-être plus au service des individus mais de la collectivité. La nuance est faible... elle est cependant fondamentale.

Les avocats libéraux, comme le médecin libéral, sont au service de la société à travers des individus. Ils servent le bien commun au travers de la multiplicité des intérêts particuliers qu'ils défendent, qu'ils assument ou qu'ils prennent en charge. La professionnelle fonctionnarisée est vite engagée par sa part dans une série de choix déclinants. En médecine, par exemple, devant l'augmentation affolante des coûts médicaux, il faudra choisir son malade en fonction des résultats possibles. On sera obligé de faire un tri en tenant compte des problèmes financiers et économiques. Faudra-t-il refuser de soigner les petits malades ou les incurables ? Qui choisira ? En matière judiciaire, comment demander à l'avocat fonctionnaire de continuer à faire du coup par coup, à atomiser sa mission de défense par une série d'interventions limitées à des cas

particuliers et à ne pas préférer la vision réconfortante d'une politique criminelle globale ?

Doit-on défendre par tous les moyens des individus socialement dangereux, des chômeurs, des sadiques, des kidnappers d'enfants ? C'est impossible. Engagé dans une conception globale du bien commun, l'avocat fonctionnaire ne risque-t-il pas de devenir un auxiliaire de justice dans le sens le moins noble du terme, c'est-à-dire un auxiliaire du ministère public représentant la société ?

La seconde voie est plus accessible à une mentalité libérale, mais tout aussi incertaine. C'est celle de l'industrialisation. Groupés en cabinets multiples, omniclients, puissants, organisés à l'américaine, délaissant l'artisanat traditionnel, l'avocat découvre dans la puissance qu'il constitue un facteur de liberté. L'importance même de l'organisation ainsi mise sur pied garantit son indépendance. La fermeture de tel cabinet, le licenciement du personnel, constituent un de ces problèmes de gouvernement auxquels nous sommes désormais habitués. L'anonymat de l'usine protégerait l'avocat et contre le pouvoir et contre l'opinion.

Mais, indépendamment du fait qu'il n'est pas sain de voir se constituer dans une société des féodalités de ce type, l'usine libérale de défense exclut tout naturellement le petit justiciable, pourtant si fondamental. Elle ne peut que servir l'intérêt de la classe qui a parti d'un certain sens de rentabilité ; elle est impuissante, par sa diversité même, à provoquer avec lui le « colloque singulier » libéral. C'est le supermarché transformé en cabinet d'avocat : la solution est peut-être possible en épicerie, elle ne l'est pas encore dans les professions qui requièrent un contact humain authentique.

Mais l'avocat, nous l'avons vu, ne peut subsister isolé et menacé dans ce monde en transformation. Il lui faut à tout prix trouver cette structure protectrice que nous développons plus haut et qui ménage son indépendance, sa liberté et la liberté de choix des justiciables.

La seule structure qui se prête à cette solution réside dans les ordres des avocats eux-mêmes. Non dans un ordre national, fondé par tous, lointain, inhumain et autoritaire, mais dans un renouveau des ordres locaux, qui, au-dessus de chaque juridiction, rassemblerait, depuis bientôt cinq siècles, les défenseurs.

Ces ordres existent, certes, mais démunis des pouvoirs nécessaires pour constituer la structure désirée. Ils administrent l'ordre, veillent à la conservation de la pureté des mœurs au barreau, répondent aux plaintes, taxent les honoraires, mettent à la disposition des avocats des organes communs, mais tout ceci est encore insuffisant. Deux réalités coexistent, d'une part un ordre, embryon d'une organisation collective de la défense, sans grand pouvoir sur ses membres, et, d'autre part, des défenseurs qui portent l'essentiel de la fonction de défense sans grand recours à leurs ordres.

Il faut, désormais, que ces deux réalités fusionnent ou embrayent l'une sur l'autre, que l'ordre soit chargé collectivement d'assurer la fonction de défense dans une région déterminée et que, d'autre part, les avocats exerçant librement leur activité, choisis par le justiciable ou désignés par le bâtonnier, acceptent le contrôle réel et efficace des ordres auxquels ils appartiennent.

Il faudrait donc que les ordres, désormais, assument partout la défense globale des justiciables par l'accueil, les consultations, l'information juridique nécessaire. Il est impossible qu'à notre époque, où les citoyens sont opprimés par une réglementation multiforme, élaborée par des technocrates coupés du réel, où ils sont traqués, parfois sans ménagement, par des fonctionnaires qui ne comprennent pas leurs problèmes, l'ordre des avocats ne se substitue pas aux corps intermédiaires, largement délaissés, pour devenir le défenseur civil.

Qu'il sache également rassurer les justiciables qui veulent avoir affaire à lui, en diffusant un barème indicatif des honoraires qui sécurise l'usage. Qu'il sache, enfin, surmonter les monopoles juridiques, dépassés et liés à des professions éteintes, pour créer le véritable monopole de fait qu'on attend de lui, grâce à sa disponibilité aux problèmes de tous.

Il faudrait, enfin, que les ordres assument au plus haut degré cette défense des libertés que nous évoquons précédemment, en sachant protester toutes les fois que cela paraîtra nécessaire et, au besoin, agir par tous moyens, non pour la défense d'intérêts corporatifs, si légitimes soient-ils, mais pour supprimer les procédures oppressantes ou les juridictions qui n'offrent pas aux justiciables les garanties auxquelles ils ont droit dans un Etat démocratique.

C'est cela la véritable tâche de défense des avocats. Elle ne peut plus être assumée individuellement ; qu'elle le soit alors collectivement. Les avocats ont manifesté leur puissance le 17 janvier en défilant dans la rue. Qu'ils utilisent encore ce crédit dont ils disposent dans la nation, ce mouvement profond qui les rassemble et qui sera, demain, plus efficace encore lorsqu'ils auront su créer un organisme national, rassemblant tous les ordres d'avocats dans le respect de l'autonomie de chacun. Qu'ils sachent aussi utiliser ce pouvoir pour la défense de la justice en général, plus encore que pour réformer les textes qui les concernent.

Mais, pour cela, il faut renoncer au particularisme de chaque cabinet. Le temps n'est plus à un libéralisme périmé qui considérerait le cabinet de l'avocat comme une forteresse dont le pont-levis ne s'abaissait devant le bâtonnier qu'à de rares et solennelles occasions, celles des plaintes et des comparutions devant le conseil de discipline. Il faut que le bâtonnier et son conseil deviennent le P.-D. G. de cet organe unique de défense que constitue le barreau ; qu'ils puissent contrôler la marche des cabinets et celle des affaires, comme ils contrôlent déjà les comptabilités ; vérifier les déclarations fiscales et déterminer les honoraires dus à chacun, comme cela existe déjà en cas de contestation des honoraires ; vérifier l'état des procédures et, demain peut-être, l'organisation de sécurité sociale judiciaire qui se profile déjà à l'horizon. Il lui faut, en outre, assumer la fonction d'enseignement et de formation pour les stagiaires, s'ils existent encore demain, comme pour les avocats inscrits.

En d'autres termes, les ordres d'avocats doivent devenir les responsables de la bonne marche du service de défense, dans le respect de la liberté de chacun et du libre choix du client, à la manière dont un président de tribunal est le chef de sa juridiction, sans empêcher toutefois son indépendance d'aucun de ses juges.

Sans une telle réforme, nécessaire et urgente, la liberté de l'avocat libéral, isolé dans un monde plein de soupçons, de réminiscences et de méfiance, ne saurait survivre bien longtemps.

Antoine bâtonnier de Versailles, secrétaire général de la conférence des bâtonniers, correspondant de l'Institut.

Promoteur de l'ensemble les Seigneuries, à Nice

UN ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉS EST INCARCÉRÉ POUR ESCROQUERIE

(De notre correspondant.)

Nice. — Inculpé d'escroquerie, de banqueroute, d'abus de biens sociaux et d'émision de chèques sans provision, un administrateur de sociétés civiles immobilières, M. Claude Cavalié, trente-cinq ans, a été incarcéré lundi 15 mars à la maison d'arrêt de Grasse. Gérant de la S.A.R.L. Orejona, spécialisée dans la vente de produits de beauté, M. Cavalié avait entrepris la réalisation d'un centre de soins corporels luxueux, baptisé les Seigneuries et situé à Super-Cannes : la cure de dix jours y aurait été facturée 10 000 francs.

Le gros œuvre de l'immeuble était achevé lorsque, le 7 novembre dernier, la société Orejona fut déclarée en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Cannes ; le 21, la mesure s'étendait à deux autres sociétés gérées par M. Cavalié, qui avait fait appel à une vingtaine de prêteurs privés, baptisés les Seigneuries et situés à Super-Cannes : la cure de dix jours y aurait été facturée 10 000 francs.

Le gros œuvre de l'immeuble était achevé lorsque, le 7 novembre dernier, la société Orejona fut déclarée en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Cannes ; le 21, la mesure s'étendait à deux autres sociétés gérées par M. Cavalié, qui avait fait appel à une vingtaine de prêteurs privés, baptisés les Seigneuries et situés à Super-Cannes : la cure de dix jours y aurait été facturée 10 000 francs.

Après avoir été acquitté pour le meurtre de Brigitte Lemaire, le jeune Jean-Pierre a comparu ce 15 mars devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris en audience de flagrant délit sous la prévention de recel. Il se trouvait le 15 mars à 3 heures du matin à l'intérieur d'une voiture volée par un camarade, Max Chiot, en compagnie d'un autre ami, Jean-Paul Malresse, quand le véhicule fut contrôlé lors d'un barrage de police, rue d'Alsace à Paris (14^e). Max Chiot et Jean-Paul Malresse ont été condamnés respectivement à quatre mois d'emprisonnement pour vol et deux mois pour recel. Jean-Pierre a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis.

Un réseau de faux contrats de travail proposés à des travailleurs nord-africains vient d'être découvert à Nice ; un ressortissant tunisien, M. Mokhtar Ben Nasr, vingt-cinq ans, et son beau-père, M. Khellil El Mokni, cinquante ans, domiciliés à Antibes, ont été inculpés de faux et usage de faux et d'aide directe à l'effet de favoriser la résidence d'étrangers en France.

TROIS HEURES D'AUDITION POUR LE FILS DE MEHDI BEN BARKA

M. Bachir Ben Barka, qui a porté plainte contre X pour l'assassinat de son père, Mehdi Ben Barka, enlevé le 29 octobre 1965 en plein Paris, a été entendu pendant trois heures lundi 15 mars en présence de ses conseils, M^{rs} Leo Matrasso, Germaine Sénéchal et Maurice Butin, par M. Hubert Fritzsche, le juge d'instruction chargé de l'affaire.

Le magistrat a indiqué qu'il avait donné commission rogatoire à la brigade de criminalité pour enquêter au sujet des allégations du magazine américain Time selon lesquelles le corps du leader marocain aurait été enterré dans l'île de la Grande-Jatte à Neuilly-sur-Seine.

Le plaignant, lui, a réclamé la confrontation de M. Louis Souchon et Antoine Lopez (ils avaient formulé récemment des indications contradictoires sur le sort de son père) et l'audition de M. Pierre Lemarchand ; il a d'autre part demandé que soient versés au dossier certains documents émanant du Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE) et que soient communiqués les résultats des recherches effectuées par la police pour essayer de retrouver les « truands » ayant participé à l'opération.

A la prison des Baumettes

ROLAND AGRET A COMMENCÉ UNE NOUVELLE GRÈVE DE LA FAIM

Roland Agret, condamné en 1973 à quinze ans de réclusion criminelle pour un double meurtre, a commencé lundi 15 mars, à la prison des Baumettes, à Marseille, une nouvelle grève de la faim.

« Roland Agret a repris son mouvement parce qu'il estime que rien de concret n'est intervenu dans ses conditions de détention et dans la procédure de révision de son procès », a notamment déclaré l'un de ses avocats, M. Dissier.

Le 20 février dernier, Roland Agret avait cessé une première grève de la faim de quarante jours. Il avait pris cette décision au terme d'un entretien qu'il avait eu avec l'un de ses défenseurs et avec son épouse, et avait demandé de la Ligue des droits de l'homme. Les défenseurs de Roland Agret ont adressé une demande d'audience au garde des sceaux.

FAITS DIVERS

A Bondy (Seine-Saint-Denis)

QUATRE PERSONNES D'UNE MÊME FAMILLE PÉRISSENT AU COURS D'UN INCENDIE

Quatre membres de la même famille ont péri dans un incendie qui a partiellement détruit les caves d'un immeuble de cinq étages, 6, allée des Pensées, à Bondy (Seine-Saint-Denis), dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 mars. Il s'agit de M. Pierre Francy, quarante-sept ans ; de son épouse Geneviève, quarante-six ans ; de leurs filles Sylviane, vingt ans, et Jocelyne, vingt-deux ans. Cette dernière, mariée à M. Daniel Robaut, vingt-huit ans, s'était jetée par la fenêtre avec son époux pour échapper aux flammes. M. Robaut a été transporté dans le coma à l'hôpital de Bondy.

Le feu s'était déclaré à 1 h. 30 dans les caves, mais d'épaisses volutes de fumée sont montées par la cage d'escalier, qui faisait appel d'air, et ont envahi l'appartement de la famille Francy. Les causes du sinistre ne sont pas encore précisées.

Il y a trois mois déjà, un commencement d'incendie s'était déclaré dans les sous-sol de cet immeuble, où des vagonnets venaient parfois dormir la nuit. Il est possible que l'un d'eux ait contrôlé une imprudence et ait mis accidentellement le feu à des vieux papiers.

Ce printemps au Madcorner (la boutique jeune de Madelios) c'est le pull qui est dans le ton...



PULL-OVER jacquard encolure V ou col roulé, fond rouille, marine ou marron. 85 F

COSTUME velours catelot 100 % coton. Beige ou vert 350 F

CHEMISE polyester et coton. Bleu, beige, rose. 45 F

non représentés

MADÉLIOS

PARCOURS LA VARENNE PARIS 15 (92) 30 10 00

SPORTS

RUGBY TROIS CHANGEMENTS DANS L'EQUIPE D'ANGLETERRE

Les sélectionneurs anglais ont effectué trois changements dans l'équipe, qui a été battue par l'Irlande. Pour rencontrer la France, le 20 mars au Parc des Princes, ils ont remplacé : le demi d'ouverture Martin Cooper, le demi de mêlée Steve Smith et le troisième ligne Peter Dixon.

Cooper et Smith ont joué leur premier match international contre la France, en 1973, à Twickenham. L'Anglais avait gagné 14 à 6. Ces deux joueurs ont respectivement vingt-huit et vingt-cinq ans. Ils remplacent Alan Old et Mike Lampkowski, qui n'ont guère brillé lors des deux dernières rencontres contre l'Ecosse et contre l'Irlande.

Quant à Peter Dixon, trente-deux ans, il a été capitaine du XV d'Angleterre en 1973. Son expérience — il a été douze fois sélectionné — devrait être utile à une équipe qui doit se passer des services, pour indisponibilité, de joueurs comme Duckham, Squires ou Andy Ripley.

BIBLIOGRAPHIE

« LA VOILE SAUVAGE » de Marc Linski

Ce livre ne ressemble à aucun autre, parce qu'il retrace la vie — déjà fort bien remplie à trente ans — des expériences (Course transatlantique, cap Horn) et les initiatives d'un personnage peu commun : Marc Linski ; celui-ci a créé à Marseille une école de haute mer qui accueille les débutants, les enfants des écoles et, depuis peu, des soldats du contingent. Passionné de la mer, exigeant, ambivalent, il aime de faire partager ses joies à tous les jours et les autres qui rêvent d'évasion. A ce récit, l'auteur a donné comme sous-titre : « La vie d'un guide de haute mer ». Il aime porter ce titre, qu'il a créé, Coloré, impétueux, le livre est à l'image de Marc Linski ; il ne laisse pas indifférent. — Y. A.

★ Arthaud, illustré, 236 pages, 45 F.

Le

la contr

Une victoire sur la maladie le

Le premier des événements...

Le premier des événements

L'après-midi, un grand événement...

Le premier des événements

Après-midi, un grand événement...

Le premier des événements

Après-midi, un grand événement...

Le premier des événements

Après-midi, un grand événement...

Le premier des événements

Après-midi, un grand événement...

Le Monde

DE LA MÉDECINE

Ombres et succès de la contraception

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Une victoire sur la mortalité féminine

Le travail de Christopher Tietze et de son équipe, qui paraît dans la revue *Family Planning Perspectives*, ne concerne pas les pays développés, où le taux de mortalité maternelle est très faible grâce aux moyens médicaux mis en œuvre. Il ne prend en considération que le risque mortel, indicateur statistique net et non discutable, car, comme l'expliquent les auteurs, les notions de « maladie » de « malaises » ou de « complications », que l'on attribue à tel ou tel moyen contraceptif, sont pour l'instant trop aléatoires, trop disparates ou trop subjectives pour permettre une étude statistique indiscutable.

Il n'est pas douteux néanmoins que ces notions tiennent une place importante dans les conseils des cliniciens que dans les choix des couples.

La diminution constante, observée en Occident depuis trois siècles, de la fréquence et de la durée de l'allaitement, due pour une large part à l'extension du travail féminin, explique que les périodes de stérilité relative liées à cet allaitement ont diminué, et que, par conséquent, les probabilités de grossesse en l'absence de toute méthode contraceptive, ne cessent d'augmenter.

Sans contraceptifs, une femme occidentale sur deux accouche chaque année, entre quinze et trente-quatre ans, soit dix-neuf fois. Les risques annuels de décès impliqués par ces gestations (5 pour 100 000 chez les moins de vingt-cinq ans) augmentent avec l'âge de la femme, pour atteindre après quarante ans leur taux maximum (20 pour 1 000 femmes).

Bien que les progrès de l'obstétrique aient permis de réduire considérablement ces risques, ils demeurent encore quatre fois supérieurs à ceux associés à l'interruption de grossesse, tout au moins lorsqu'elle est pratiquée par la méthode d'aspiration et le plus précocement possible après la fécondation (le taux américain de mortalité pour avortement du premier trimestre est de 1,5 pour 100 000 interventions).

Mais les femmes qui décident, après avoir, vers vingt-cinq ans, atteint le nombre désiré d'enfants, de n'utiliser que l'avortement comme moyen contraceptif, devraient en subir dix-neuf en moyenne avant la ménopause. Et même celles qui choisiraient cette solution après quarante ans doivent savoir que trois avortements au moins les attendent.

Ces chiffres ne sont pas exceptionnels dans certaines régions du tiers-monde, où les accidents

qui grèvent le caractère artisanal ou clandestin des avortements sont des plus graves.

La prévention des avortements

L'usage d'un moyen contraceptif moderne, et donc efficace à près de cent pour cent (pilule ou stérilet), réduit à pratiquement zéro — et dans des conditions idéales — le recours à l'avortement. L'emploi de moyens traditionnels (diaphragme, préservatif, spermicides, abstinence selon la méthode Ogino, celle des températures ou celle de la détermination de la glaire cervicale) conduit pour sa part, et pour cause d'échec, à une augmentation considérable des avortements.

Ainsi, a calculé Tietze, si les six millions trois cent mille Américaines mariées âgées de moins de quarante ans qui utilisent en ce moment la pilule décidaient d'y renoncer au profit de ces moyens traditionnels, c'est à un million cent mille avortements supplémentaires qu'il faudrait faire face chaque année, soit plus du double du chiffre actuel.

Cette indication souligne donc la haute valeur préventive — en ce qui concerne l'interruption de grossesse et la mortalité — des moyens contraceptifs modernes.

Elle souligne également une importante exception, et qui concerne les femmes de plus de quarante ans.

Vigilance

après quarante ans

Les travaux américains montrent en effet qu'à partir de cet âge la mortalité liée aux accidents favorisée par les « pilules » est légèrement plus grande que celle de la parturition (aucune contraception) et beaucoup plus importante que le risque associé à toutes les autres méthodes contraceptives.

Le fait que les œstrogènes favorisent, chez des femmes prédisposées, les accidents cardio-vasculaires explique notamment ces chiffres, qui valent surtout pour les pilules fortement dosées en œstrogènes (150 à 50 microgrammes) en usage jusqu'à cette dernière année (1).

Ils impliquent en outre hypo-

thèse que les femmes dites « à risque », diabétiques, obèses, hypertendues, présentant des troubles de la coagulation ou fumant beaucoup, réduiraient nettement leur risque de mortalité en optant pour une autre méthode contraceptive (stérilet ou stérilisation du mari ou de la femme) de grande efficacité.

Elle la réduiraient d'ailleurs également par les méthodes traditionnelles, mais au prix d'avortements successifs liés au pourcentage d'échec des méthodes.

Quant aux grossesses non désirées, on sait la gravité des complications qu'elles entraînent à cet âge, et que la fréquence des enfants anormaux (mongolisme en particulier) conduit à les déconseiller formellement.

Moins que les accidents de la route

Les informations alarmantes, autant que disparates, que valent les statistiques des mœurs média à propos des contraceptifs provoquent chez leurs millions d'utilisatrices un désarroi et une anxiété considérables.

Les statistiques de Tietze permettent de replacer ces informations dans leur juste perspective, et montrent bien que le risque de décès lié à l'importation de la pilule est nettement inférieur à celui de la parturition elle-même, et cela à tous les âges, sauf après quarante ans.

Les motifs personnels du choix contraceptif reposent sur de multiples considérations de confort, d'efficacité, de contexte familial, de coût, de style de vie ou d'éthique individuelle qui n'ont guère à voir avec les statistiques de mortalité.

Les informations déguisées pour la première fois à ce sujet revêtent néanmoins une importance majeure, car elles sont, en elles-mêmes, et en dehors de leurs implications cliniques, la condition même de la liberté de ces choix.

(1) Les récentes micro-pilules ne contiennent plus que 30 microgrammes d'œstrogènes. Deux condamnations sont disponibles en France à ce dosage minimum.

rance de vie féminine, constatée dans les pays développés (soixante-seize ans et trois mois cette année en France), et à la diminution de la mortalité.

La règle établie à la suite du travail du docteur Tietze et de son équipe souffre néanmoins une exception : en effet, l'utilisation des contraceptifs oraux (pilules) entraîne chez les femmes âgées de plus de quarante ans une mortalité supérieure à celle des grossesses éventuelles, et double de celle liée aux accidents de la route.

Il est vrai que les statistiques examinées par l'équipe new-yorkaise concernent des pilules plus fortement dosées en œstrogènes que celles utilisées depuis un an. Ce travail n'en suggère pas moins certaines réflexions d'ordre clinique, pratique, quant au choix des techniques contraceptives selon l'âge de l'utilisatrice.

Tout comme les communications plus parcellaires émanant de divers centres britanniques et américains, et comme

l'étude entreprise par la Food and Drug Administration (F.D.A.), il confirme la nécessité d'une grande vigilance dans l'emploi des œstrogènes, ou hormones féminines, qui constituent, semble-t-il, le composant à risque des « pilules », et qui sont, seuls cette fois, utilisés dans le traitement de la ménopause.

Le « gain de vie » apporté par les moyens contraceptifs actuels est tel qu'il montre bien le caractère nocif pour la santé publique des campagnes périodiquement menées contre eux pour des motifs idéologiques.

En revanche, les indications apportées quant aux risques qu'impliquent tel ou tel de leurs composants appellent pour leur part la plus large information, afin qu'une pression de l'opinion publique contribue à l'amélioration, par la recherche, de l'indiscutable conquête scientifique représentée par la maîtrise de la fertilité.

Pilules, œstrogènes et cancers

La majorité des « pilules » que l'on trouve dans le commerce associent un produit de synthèse mimant l'action de la progestérone (hormone sécrétée durant la seconde moitié du cycle féminin) à un autre composé reproduisant celle des œstrogènes (hormone de la première moitié du cycle).

C'est aux œstrogènes, et plus spécifiquement aux œstrogènes de synthèse, que l'on attribue la plupart des incidents ou des accidents imputés à la « pilule ».

Les études qui se déroulent à ce sujet — et notamment sous l'égide de la F.D.A. américaine — sont d'importance et l'on sait que près de 20 millions d'Américaines prennent cette hormone, soit dans le cadre de la contraception, soit pour le traitement de la ménopause.

En outre, le fait qu'un œstrogène de synthèse (diéthylstilbestrol : DES) soit couramment donné au bébé pour accroître son poids et ainsi encore une imprégnation indirecte à l'adulte, les autorités sanitaires entendent mettre fin. L'usage du DES pour l'élevage est en passe d'être interdit aux États-Unis.

L'usage humain du diéthylstilbestrol (DES) n'est approuvé aux États-Unis que pour le traitement des tumeurs malignes de l'utérus ou de la prostate, et, « en cas d'urgence », comme « pilule de lendemain matin », pour entraîner l'interruption d'une grossesse à son tout début (après un viol ou un inceste).

Pour les œstrogènes utilisés afin d'atténuer les troubles de la ménopause, la F.D.A. exige un nouvel étiquetage, précisant que ces substances impliquent un risque accru de cancer de l'utérus, que la dose minimum efficace doit être recherchée, et que le traitement doit être périodiquement interrompu « afin de voir s'il est toujours nécessaire. Les enquêtes montrent, en effet, que le risque de ces cancers est proportionnel aux doses utilisées et à la durée de leur administration ».

Enfin, la F.D.A. a obtenu le retrait du commerce des pilules dites « séquentielles » (qui contiennent des œstrogènes purs pendant la première moitié du cycle) et elle demande un nouvel étiquetage pour les autres contraceptifs oraux.

Il devra mentionner le fait que, à partir de quarante ans, les femmes

devraient utiliser un autre moyen contraceptif que les « pilules ». Les précisions quant aux désordres circulatoires éventuels chez des femmes prédisposées figurent déjà sur les conditionnements en vigueur.

La ménopause : un traitement modulé

Ces décisions sont notamment inspirées par une série d'enquêtes récentes, portant toutes sur un nombre de femmes relativement faible, mais toutes concluant dans le même sens.

Conduites à Washington, à Los Angeles et à l'université de Californie, elles montrent que le risque de cancers de l'endomètre (muqueuse tapissant l'utérus) est multiplié par un chiffre allant de 4,5 à 8 chez les femmes ménopausées prenant des œstrogènes purs et par rapport à des groupes témoins. Selon le groupe de Los Angeles, ce risque est multiplié par 5,6 chez les femmes ayant pris des œstrogènes pendant un à cinq ans, par 7,2 après cinq à sept ans, et par 13,9 quand le traitement anti-ménopausique a duré plus de sept ans.

Près de huit millions de prescriptions concernent annuellement ces traitements aux États-Unis, dont la plupart pour un œstrogène conjugué (préménin).

De telles observations ne signifient nullement qu'il faille renoncer à la séduction des troubles liés à la ménopause, mais que les modalités de leur traitement doivent tenir compte à l'avenir, tant pour les doses utilisées que pour la durée de leur emploi, d'indications de prudence.

LES CONTRE-INDICATIONS

Les pilules connaissent peu de contre-indications ; elles doivent être proscrites, en raison des œstrogènes qu'elles contiennent, chez les femmes prédisposées à un certain nombre d'affections qu'elles risquent d'aggraver. Il en est ainsi des hypertendues (tension supérieure à 140 mm de mercure pour le maxima et 90 mm. de mercure pour le minimum).

— des femmes présentant une perturbation du métabolisme des graisses ou des lipides (cholestérol ou triglycérides élevés) ;

— de celles ayant des antécédents familiaux de diabète, ou elles-mêmes diabétiques ;

— des femmes obèses, tabagiques et de celles qui ont une tendance aux troubles cardio-vasculaires (thrombo-phlébite) ;

— des dépressives ou mélancoliques vraies qui voient leur état aggravé sous traitement.

Une vigilance particulière s'exerce enfin chez toutes les femmes de plus de quarante ans.

Il n'est, en toute hypothèse, pas douteux que l'augmentation des cancers du poumon chez les femmes, augmentation due à l'usage de la cigarette, a sur la fréquence globale des tumeurs malignes une influence massive, sans commune mesure avec celle des œstrogènes, et que le risque ainsi délibérément encouru avec le tabac n'a même pas de contrepartie bénéfique.

La graisse source d'hormones

Il paraît à première vue paradoxal que des cancers stimulés par des sécrétions hormonales soient particulièrement fréquents alors que

ces sécrétions sont théoriquement taries (ce qui est le cas après la ménopause).

Des travaux récents pourraient éclairer ce mystère : deux groupes de recherche américains ont, en effet, montré qu'après la cessation de l'activité ovarienne des œstrogènes peuvent être fabriqués par les tissus graisseux, et cela proportionnellement au poids corporel. Une telle observation, si elle se confirme, expliquerait également le lien entre le métabolisme des graisses et la fréquence des cancers du sein.

En revanche, aucune indication ne permet, à ce jour, d'établir un lien quelconque entre l'usage des contraceptifs oraux classiques (pilules) et la fréquence des cancers de l'utérus ou du col.

Il est vrai que cet usage ne s'est répandu qu'au cours des années 60, qu'un délai de vingt ans est généralement nécessaire avant que puisse être observé un tel effet, et que les femmes en âge de procéder ne se situent pas dans la tranche d'âge où se produit l'éclatement des cancers (à partir de quarante-cinq ans).

Cependant, les observations de cancers de l'utérus conduites à l'université du Colorado et qui concernent exclusivement les pilules dites « séquentielles » ont conduit à leur retrait du marché.

Foie, sein et choix des pilules

Quant aux cancers du sein, l'étude britannique incluant vingt-trois mille femmes « sous pilule » depuis 1968 paraît nettement encourageante, car la diminution des affections bénignes de la glande mammaire observée chez ces femmes indique une certaine action préventive des contraceptifs oraux.

Enfin, des publications très récentes, émanant des universités de Louisville et de Californie du Sud, signalent une corrélation entre l'apparition de tumeurs du foie, bénignes ou malignes, et la prise prolongée (cinq ans) d'une catégorie de « pilules » contenant toutes un type particulier d'œstrogènes, le mestranol.

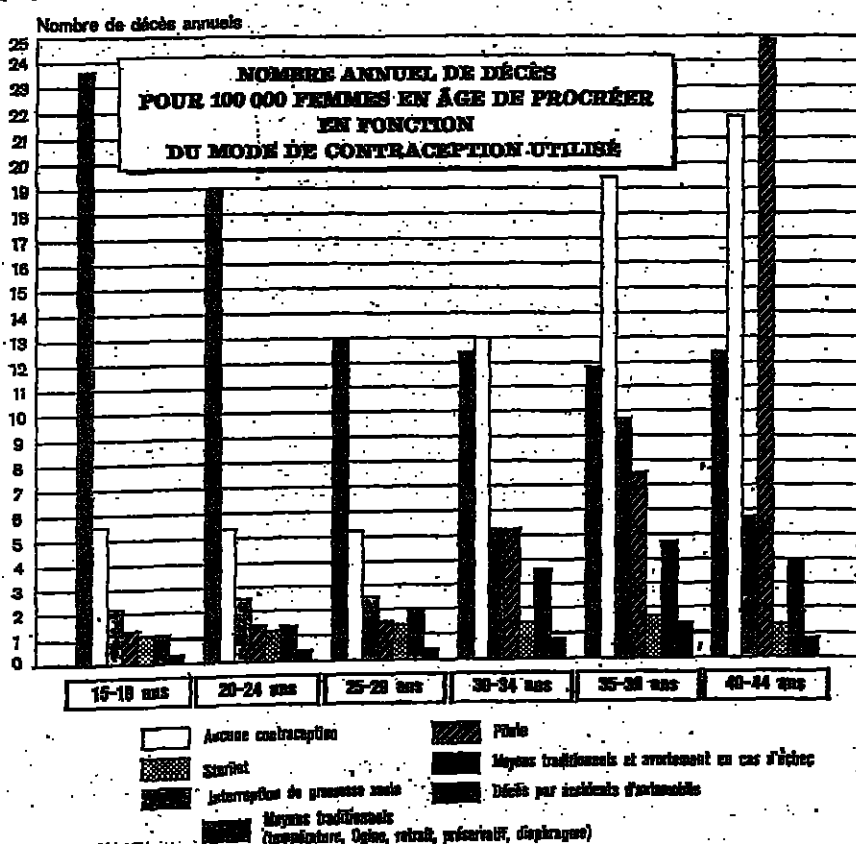
Trois des contraceptifs oraux disponibles sur le marché français contiennent du mestranol, et il semble préférable d'en bannir la prescription au profit de ceux (ils sont légion) qui sont faiblement dosés en un autre type d'œstrogène : l'éthinylestradiol.

La corrélation parcellaire de toutes ces informations ne permet pas pour l'instant d'apporter une réponse précise et claire concernant une relation éventuelle entre cancer et contraceptifs hormonaux.

Leur mérite est de permettre aux gynécologues un ajustement clinique plus précis, et il est vraisemblable que les travaux épidémiologiques, d'une part, et d'endocrinologie, de l'autre, éclairciront ce problème au cours des années à venir.

Sur le plan pratique, et pour les femmes de moins de quarante ans, il reste que les « pilules » ont, sous surveillance médicale, un taux d'efficacité et de sécurité très remarquable, et que la maîtrise de la procréation qu'elles autorisent constitue, en termes de gain d'espérance de vie et de souffrances évitées l'un des plus importants succès médicaux de ces vingt dernières années.

Un effort considérable doit à présent être entrepris pour que ce succès puisse être pleinement exploité et qu'aucune ombre ne vienne plus le ternir. De nouvelles recherches, commanditées par les États concernés, s'imposent à ce titre, et certaines voies prometteuses, liées aux hormones cérébrales ou au système immunitaire, méritent d'être vigoureusement développées.



GYNECOLOGIE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE. Par le Dr Denys Serrano. Editions Delachaux et Niestlé, 32, rue de Grenelle, 75007 Paris, 336 pages, 64 F.

Un précis particulièrement utile à l'époque de la diffusion de la contraception chez les jeunes.

Le sujet avait été peu étudié jusqu'à présent et les spécialistes comme les généralistes y trouveront un grand intérêt.

(Publié par)
Thérapie de la Respiration (T.R.)
(bio-énergétique et Gestalt th.)

Avec
J. AMBROSI et M.C. BRAUDOUX
à Suresnes (près Châtenay)
stagiaires d'une semaine par professionnelle, non-professionnelle et étudiants.

Renseignements :
J. AMBROSI et M.C. BRAUDOUX,
14, rue de Saint-Vincent, 75007 Paris

LES ACTEURS

que de nombreuses sécrétions hormonales atteignent leur maximum. L'hormone de croissance, qui agit aussi sur la synthèse protéique, est le principal facteur de croissance du sommeil (et profond, qui est de longue durée chez l'enfant. La relation entre sommeil et croissance est d'ailleurs évidente : la croissance n'est peut-être pas étrangère au fait que le sommeil lent profond est considéré comme le stade de récupération et de la fatigue physique. Et l'on peut attribuer, en revanche, certains retards de croissance à des perturbations du sommeil. de l'enfant.

De même, lors de la puberté, certaines hormones hypophysaires (LH et FSH) ont leur maximum de sécrétion dans les premières heures du sommeil. Un équilibre, pendant le sommeil lent profond, mettant à chaque fois l'accent sur l'avantage d'un bon sommeil.

Enfin, des observations faites en grand nombre ont montré que le sommeil de l'enfant présente des variations individuelles considérables. Un enfant dort plus ou moins de 10 heures par « trop » ou « pas assez » : ce sont des notions fausses d'adultes se référant à des normes inapplicables. Les besoins du sommeil sont extrêmement variables d'un enfant à l'autre, mais toujours très supérieurs à ceux de l'adulte, qui doit en tenir compte. Les horloges du sommeil de l'enfant et du dormissement peuvent aussi varier d'un enfant à l'autre. Certains sont « du soir » et d'autres « du matin ». En fait, les horloges du sommeil de l'enfant et du dormissement ne tiennent pas compte des prédispositions naturelles, mais sont essentiellement déterminées par les contraintes sociales, qui ne peuvent malheureusement que le plus de latitude le matin.

M. A.-R.

C'est donc un vaste plaidoyer de l'allaitement maternel que les pédiatres souhaitent entreprendre, car, si les arguments sont irréfutables, un tiers seulement des femmes y sont plus ou moins consciemment sensibles.

Le docteur Lefevre-Paul a, à ce propos, souligné l'effort d'éducation sanitaire que le ministère de la santé compte entreprendre pour convaincre les mères de l'intérêt de l'allaitement au sein. Elle n'a pas caché que le tâche de refaïencement de la situation serait longue et difficile, tandis que plusieurs voix de pédiatres se sont fait entendre pour bien préciser qu'il ne fallait pas partir en croisade, obliger les mères, comme cela se voit parfois, à allaiter quand elles le refusent catégoriquement, ni même les culpabiliser, mais seulement les informer abondamment et intelligemment des avantages que le lait maternel présente pour leur enfant.

M. A. R.

vitres faibles, on a beaucoup fumé. Et c'est dans la nuit du dimanche au lundi que se développent les otites ou les affections respiratoires.

Toutes ces affections débouchent souvent après une série d'otites sur l'ablation des végétations et, plus tard, les amygdalites et l'ablation des amygdales.

Il faut signaler aussi que des quantités minimes de tabac — une cigarette par jour répétée tous les jours — sont capables de déclencher des troubles de la muqueuse respiratoire. Ces altérations sont majorées par l'exposition simultanée au virus grippal.

Cela se conçoit encore mieux quand il s'agit d'enfants prédisposés (en particulier ayant un déficit enzymatique et pour les sujets allergiques, qui ont beaucoup plus sensibles à l'exposition de petites quantités de fumée de tabac. Celles-ci peuvent provoquer encore plus souvent que chez les non-allergiques des irritations oculaires et nasales, des maux

antagonistes et la « bureaucratie
négative en sixième. — Le créole
de la Réunion. — La « publicité
des centrales nucléaires. — Artisanat :
— Sport : Les petits karatekas.
— Les « missionnaires des
pratiques : Les métiers des
en cours d'année.

l'ence et que l'on peut à présent, et pour une part, prévenir ou tempérer.

Ensuite au cours de la gestation peuvent survenir une série d'événements, jadis mystérieux, aujourd'hui analysables, et qui peuvent eux-mêmes n'y être ni les gardes, marquer à jamais l'enfant à naître.

L'action de certains virus (rubéole) ou parasites toxoplasmes, d'agents d'opportunités sanguinaires parentales (chréus), sont aujourd'hui connus et peuvent être prévenus à la suite de découvertes remarquables.

Disposant de moyens qui permettent non seulement de déterminer ces effets dans le sein

besson de les traalter sur le fortur
avant qu'il soit né. la médecine
« prénatale » ou « néo-natale »
tend à la plus étroite coopération
de « marches » préventives et
le champ d'une discipline hier
encore inconnue.

Robert Debré sait, plus que
quiconque, que les fatras, les fatras
des accessoires, les lumières
l'essentiel. Le tour de force
est cetle « vie cachée » dé-
voilée en pages au bénéfice de
nos témoins, nos témoins de
synthèse peu commun et d'une
exceptionnelle pédagogie.

Au-delà de ces qualités rares,
le fait est que les fatras in-
citeront à l'écriture de l'histoire
que s'inscrit le combat spirituel
comme ainsi relaté forme la
trame d'un idéal, et d'une éthi-
que, auxquels le célèbre pé-
dagogue a su faire saisir, et qui
s'inscrivent, en ces temps de
désarroi et d'éreintement, comme
les jalons d'un avenir simple
de la destinée humaine.

Dr E. E.

En conclusion, les statuts de la Fondation pour le mouvement universel de la responsabilité scientifique qui fut créée à cette occasion et les allocations de structure données par le Conseil d'Existant sur la « mondialisation » des violences et de la pensée, et la nécessité d'établir une « morale de l'espèce ».

■ MEDECIN D'I.L.M., par le docteur J.-L. Bappert et Serge Grafteaux. J.-P. Delarge, éditeur. 219 pages. 25 F.

Pendant dix ans, le docteur Bappert a été généraliste dans la ville bordelaise de Cordogan-Besaurin, à Mézoux, où quinze mille habitants bénéficiaient de ses soins. C'est un témoignage chaleureux, enthousiaste qu'il livre aujourd'hui à propos de l'incomparable expérience que représente son asceperdo. Pour ceux que perturbait l'asser peut-être les performances très nombreuses sur l'organisation de la médecine, ou les livres de la suite de la médecine, ou biologique, ce récit simple et humain apporte de la vie du « médecin » l'image vraie, compréhensible et modeste que l'on croit

[illegible]

Peter Sport
10, rue de la Pépinière PARIS
Metz - St Lazare - St Augustin
tél. 48

**LIQUIDATION
TOTA**

Les stocks d'Art
les mardi 16, mercredi
vendredi 19, samedi
et dimanche 20

APERÇU DE

SKIS
FIXATIONS
CHAUSURES
VÊTEMENTS
APRÈS-SKI
RAQUETTES, CHAUSSEURS
VÊTEMENTS
EQUITATION
et avant suppression du

MOUTON D'OR
PRIX SACRIFIE

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

LES RÉACTEURS NUCLÉAIRES A HAUTE TEMPÉRATURE

Le fiasco de General Atomic

En juin 1973, la société Royal Dutch Shell décidait d'investir à l'énergie nucléaire et d'apporter à la Gulf Oil Corporation, la division nucléaire de Gulf, 200 millions de dollars. Ainsi naissait la General Atomic Company, dont le capital était détenu à égalité par les deux grandes sociétés pétrolières et qui devait poursuivre le développement d'un nouveau type de réacteur nucléaire entrepris depuis près de quinze ans par Gulf, le réacteur à haute température H.T.R. (High Temperature Reactor).

Un milliard de dollars de pertes

Aujourd'hui, l'installation de Fort-Saint-Vrain a près de quatre ans de retard et n'a toujours pas démarré. Les dix commandes de réacteurs passées jusqu'en 1974 ont toutes été annulées, les dernières annulations datant de quelques mois. General Atomic a perdu 200 millions de dollars à Fort-Saint-Vrain. Au total, Shell et Gulf ont, avec l'argent dépensé pour la recherche, les pénalités dues aux sociétés productrices d'électricité et les investissements industriels, englouti près de 1 milliard de dollars. Les usines construites ou envisagées en Floride pour la réalisation des générateurs de vapeur, en Caroline du Nord pour les éléments combustibles, sont sans objet.

Aux difficultés techniques largement sous-estimées au départ sont venus s'ajouter des problèmes de gestion et l'absence de soutien du gouvernement fédéral. L'Agence américaine pour la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie, l'ERDA, ne se sent pas de cœur à voler au secours de deux sociétés pétrolières puissantes.

Les réacteurs à haute température fonctionnent, comme leur nom l'indi-

que, à une température plus élevée (environ 750 degrés) que les réacteurs actuels (environ 300 degrés). Le rendement est donc supérieur (40 % au lieu de 30 %) et diminue d'un tiers les rejets thermiques dans les rivières. La chaleur issue du réacteur est évacuée par un fluide, qui n'est plus de l'eau, mais un gaz : l'hélium. Ce qui pourrait permettre à l'avenir d'envoyer directement ce gaz de refroidissement vers une turbine au lieu de passer par un échangeur. Un réacteur H.T.R. brûle de l'uranium très enrichi (à 93 %) et du thorium, une matière se transformant en uranium fissile dans le réacteur. Les combustibles ne sont pas sous forme de fines aiguilles gainées dans du métal, mais sous forme de fines particules enrobées de carbone et noyées dans une matrice de graphite qui a la forme d'un boulet (Allema-que) ou d'un prisme (Etats-Unis). Le combustible est ainsi dispersé dans le graphite, qui, en cas d'accident de refroidissement du cœur, peut absorber une bonne partie de la chaleur.

Sur le papier au moins, les réacteurs à haute température paraissent prometteurs, et si seules des sociétés privées s'y sont intéressées outre-Atlantique, les gouvernements britannique et allemand ont soutenu la réalisation de petits prototypes. Le fiasco de General Atomic ne les condamne pas nécessairement. Le désir de commercialiser les réacteurs américains est intervenu trop tôt, avant la mise au point définitive. Une fois les difficultés techniques progressivement résolues, il se pourrait que ce type de réacteur se révèle compétitif avec les centrales actuelles à eau légère.

L'investissement nécessaire pour mettre au point ce type de réacteur a certainement été sous-estimé, d'autant que le gouvernement fédéral américain ne lui a toujours accordé qu'un soutien discret. Washington, qui a développé les réacteurs à eau

pressurisée, affirme avoir investi 2 milliards de dollars (environ 10 milliards de francs) pour la mise au point et la construction des usines nécessaires pour la fabrication du matériel et des combustibles.

Sans doute, Gulf et Shell ne pouvaient guère s'en tirer à moins. Les grandes aventures technologiques du monde industrialisé sont à ce prix, qu'il s'agisse du Concorde (16 milliards) ou d'une usine d'enrichissement de la taille d'Enrich (17 milliards). Ces chiffres traduisent largement la complexité des techniques, et les risques pris par les sociétés qui prennent le pari de les mettre au point. Ces tentatives apparaissent désormais à la limite des possibilités financières des plus grandes sociétés, même General Electric, Exxon ou Shell. Le gouvernement fédéral américain en est conscient, qui entend aider le secteur privé à construire des usines d'enrichissement en le garantissant contre les risques financiers encourus, et même les risques techniques.

L'histoire de l'énergie nucléaire est déjà jalonnée d'aventures qui ont fait perdre beaucoup d'argent à la société allemande K.W.U. (filiale d'A.E.G. - Telefunken et de Siemens) constructrice de centrales à eau légère, à General Electric, qui a abandonné une usine neuve de traitement avant même de la mettre en service, et qui n'en ont toujours pas fait gagner à Westinghouse, qui se pourrait bien avoir une centaine de réacteurs dans le monde. Pour l'instant encore, le nucléaire ne paie guère. Les difficultés rencontrées et les investissements requis sont les facteurs de régulation, voire de ralentissement, les plus efficaces du développement technologique de pointe jugé aujourd'hui trop rapide par bien des critiques du monde industriel.

DOMINIQUE VERGÈSE

Le projet de budget de la recherche aux États-Unis

Priorité à l'énergie et à la défense

Alors que le taux d'inflation devrait être d'environ 8 à 7 % cette année, aux États-Unis, le budget fédéral de la recherche et du développement devrait s'accroître d'environ 11 % et atteindre 24,7 milliards de dollars (111 milliards de francs). Telles sont du moins les propositions que l'administration du président Ford a soumises au Congrès pour l'année 1977 (en réalité juillet 1976-juliet 1977).

Deux secteurs bénéficieront d'une augmentation de crédits supérieure à la moyenne, la recherche militaire (13 %) et la recherche dans le domaine énergétique (11 %). La recherche fondamentale, d'autre

part, est bien traitée, puisqu'elle bénéficiera de 2,6 milliards de dollars (11,7 milliards de francs), et que l'agence nationale de la recherche scientifique en France, la National Science Foundation américaine, recevra 744 millions de dollars (3,3 milliards de francs), soit une augmentation de 16 % par rapport à 1976. Le budget de la N.S.F. représente environ 70 % des sommes allouées à la recherche fondamentale par le gouvernement fédéral. Malgré son augmentation, les crédits fédéraux consacrés à la recherche de base ont diminué de 23 % depuis 1968, en dollars constants.

Parmi les organismes fédéraux, ce sont les instituts nationaux de la santé et la recherche médicale qui sont le moins bien traités, ainsi que la N.A.S.A. et l'Agence pour la protection de l'environnement E.P.A. Le département de la santé, de l'éducation et de la Sécurité sociale ne retrouve même pas son budget de 1975, si l'on tient compte de l'inflation (2,57 milliards de dollars en 1977), et, pour la première fois depuis cinq ans, l'administration du président Ford a proposé de laisser stagner les crédits consacrés à la recherche sur le cancer, qui avaient augmenté de 230 % entre 1972 et 1976. L'effort sur d'autres domaines, arthrite, diabète, allergies, maladies neurologiques, maladies du cœur et du poumon, notamment. Quant à la N.A.S.A., son budget continue de stagner autour de 2,5 milliards de dollars pour la dixième année consécutive.

L'augmentation la plus spectaculaire (17 %) concerne le budget de l'Agence pour la recherche et le développement énergétique (ERDA), qui passe de 2,8 à 3,3 milliards de dollars (14,85 milliards de francs). Pourtant, ce sont moins l'énergie solaire (+ 25 %), les recherches sur les économies d'énergie (+ 50 %) et les recherches en fusion thermonucléaire (+ 60 %) qui bénéficient de la part principale de crédits que l'énergie nucléaire, avec 555 millions de dollars accordés au programme de réacteur expérimental. En comparaison, l'énergie solaire ne se voit octroyer que 160 millions de dollars, et les économies d'énergie 120 millions de dollars, tandis que le futur réacteur d'essai à fusion de Princeton est en partie responsable de l'augmentation des crédits du programme fusion, 392 millions de dollars en 1977, contre 250 l'année dernière.

OFFRES D'EMPLOIS professions de la santé

SmithKline
CORPORATION

2,5 milliards F. — 40 filiales — 13.000 personnes recherche

médecin

Laboratoires GREMY LONGUET
Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH à Paris

Etudes pharmacologiques spécifiques
Expérimentations cliniques
Assistance technique à l'information médicale.

Connaissance approfondie de la méthodologie clinique et des milieux médicaux.

pharmacien
directeur usine

Laboratoires GREMY LONGUET LIMAY (Yvelines) 150 personnes

Planification
Fabrication et conditionnement
Qualité et coûts de production
Prévision budgétaire et contrôle
Organisation et gestion de l'établissement.

3 ans minimum à la direction d'une unité de production
Qualités d'organisateur et de gestionnaire
Réelle envelopure de « Patrons » capable de motiver son personnel.

Anglais apprécié - Larges perspectives d'évolution au sein d'un groupe en forte expansion
Direction absolue garantie

Envoyer C.V. + photo + rémunération souhaitée à Direction du Personnel
Laboratoires GREMY LONGUET - 98, boulevard Victor Hugo 92110 CLICHY

TECHNICON
Leader mondial de l'automatisation des analyses de laboratoire recherche

UN MÉDECIN
pour renforcer son équipe marketing en France.

Il est demandé :

- de sérieuses connaissances en biologie confirmées par une expérience en laboratoire (internat de préférence) ;
- un goût et un sens des contacts humains et du travail en équipe ;
- des dons réels de réflexion et d'imagination.

Il est offert :

- une ambiance de travail jeune et dynamique au sein d'un groupe de confrères ;
- une rémunération en rapport avec la valeur du candidat et de ses résultats ;
- des possibilités d'avancer à la mesure d'une société multinationale en constante expansion.

Env. C.V., photo et cand. à Dir. du Marketing : TECHNICON S.A., B.P. 18 - 93381 DOMONT.

médecin rédacteur

de préférence ancien interne des Hôpitaux, pour le service de rédaction de la revue MEDICALE.

Il est indispensable de savoir rédiger facilement, d'avoir une bonne culture scientifique et de lire couramment l'anglais.

Travail : 5 demi-journées par semaine (14 h 30 - 18 h 30).
Emploi stable, candidatures pour poste intérimaire non souhaitées.

Envoyer C.V. détaillé, préférences photo à HAVAS Contact, 156, bd Haussmann, 75009 Paris. Réf. n° 47 198. Discretion assurée et documents retournés.

pharmacien
directeur

Laboratoire pharmaceutique recherche pour sa succursale de Paris son futur pharmacien directeur. Après formation, il aura la responsabilité du centre de profit. Il dirigera 70 personnes et prendra progressivement en charge les activités relevant de ce poste :

- prévisions, budgets de vente et de fonctionnement ;
- production et contrôle ;
- gestion du personnel.

Ce poste convient à un pharmacien de 30 ans minimum, possédant si possible les problèmes de répartition et ayant une bonne expérience de la gestion.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1005/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75223 PARIS CEDEX 04

LES LABORATOIRES DIAMANT
GROUPE ROUSSEL UCLAF
recherche

DÉLÉGUÉS MÉDICAUX

SECTEURS À SOUVOIR :

- ALLIER
- LOIRET, LOIR-ET-CHER

Les candidats (hommes ou femmes), 25 ans minimum, doivent posséder le baccalauréat ou niveau équivalent, ainsi que de très sérieuses aptitudes commerciales.

La résidence est obligatoire sur le secteur.

Stage de formation rémunéré.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo à N° 33900 SUPAC, 24, rue Balard, 75015 PARIS, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Spécialisé en Cardiologie - Angéiologie
Neurologie - Néphrologie

dans le cadre du développement de ses activités

DÉLÉGUÉS (EES) MÉDICAUX

Age minimum 25 ans.
Les postes proposés comportent l'obligation de résider dans les secteurs indiqués.
Il s'agit de :

PARIS ET RÉGION PARISIENNE
AINSE - OISE ET SOMME

Outre l'exigence du baccalauréat complet, la sélection s'orientera, de préférence, vers des candidats ayant :

- connaissances d'anatomie, physiologie ou autres sciences fondamentales du premier cycle des études médicales, ou pharmaceutiques, ou biologiques ou autres ;
- culture générale ;
- présentation et élocution agréables ;
- art de convaincre ;
- dynamisme et puissance de travail.

La situation offerte comporte :

- 1) Salaire établi suivant programme de travail accompli ;
- 2) Frais de déplacement (voiture personnelle) ;
- 3) Prime annuelle d'objectif, pour une campagne complète ;
- 4) Avantages sociaux - retraite complémentaire - régime de prévoyance, etc.

Sélection des candidats avant le stage (rémunéré) qui sera compris dans la période d'essai légale. Adr. C.V. et photo à n° 872446 HA, REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°).

PRODUITS MÉDICAUX & PARA-MÉDICAUX

FILIALE FRANÇAISE
D'UN IMPORTANT GROUPE U.S.
(Produits dominants le marché américain grâce à leur avance technologique)
OFFRE OPPORTUNITÉ A

DIRECTEUR COMMERCIAL
(VOCACTION A DEVENIR D.G.)

D'AFFRONT - en toute responsabilité - LA TÂCHE DIFFICILE mais PASSIONNANTE DE CONQUÉRIR LE MARCHÉ FRANÇAIS

- EXPÉRIENCE DE LA VENTE AUX PROFESSIONS MÉDICALES (Hôpitaux, Médecins, Opticiens, Pharmaciens...)
- RECHERCHE MAÎSE PAS INDISPENSABLE SI HABITUDE MARKETING AGRESSIF.
- ANGLAIS VRAIMENT COURANT

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo (rel.) à réf. 3427 à

sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

de dimension européenne
Effectif 600 Personnes
recherche pour étoffer

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU PRÉSIDENT

UNE EXCELLENTE SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE BILINGUE

- Français, Anglais parlé écrit.
- Présentation impeccable, éducation, goût de l'initiative, sachant rédiger, pratique du secrétariat d'entreprises structurées et des moyens modernes de reproduction.

Adresser C.V. présentations et photo à : 49, rue de la Chapelle, 75018 PARIS

peter sport

10, rue de la Pépinière PARIS 8^e
Métro : St Lazare - St Augustin
met en

LIQUIDATION TOTALE

par liquidation préjudiciable (loi du 20/11/1960)

Ses stocks d'Articles de Sport

les mardi 16, mercredi 17, jeudi 18, vendredi 19, samedi 20 mars
et jours suivants

APERÇU DES ARTICLES

SKI

SKIS ROSSIGNOL (tous types - toutes catégories)
KNEISSEL, DYNAMIC et "COMPACTS"
FIXATIONS SALOMON, LOOK, BURT
CHAUSSURES TECNICA, LANGE, HESCHUNG, KASTINGER
VÊTEMENTS ANORAKS, COMBINAISONS, K. WAY, PULLS, JEANS, et tout le SPORTSWEAR
APRÈS SKI MOON BOOTS, CHEVRE, etc.

TENNIS

RAQUETTES, CHAUSSURES, VÊTEMENTS "LACOSTE", "OLYMPIC"

EQUITATION

et avant suppression du rayon

TOUT POUR LE CAMPING

PRIX SACRIFIÉS

OUVERT DE 9 h 30 à 18 h

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
Gémier
Marc'o
Patrice Mestral
le triangle
frappe encore
jusqu'au 27 mars
Renaissance
Bernard Sobel
le juif de Malte
par le théâtre
de Gennevilliers
jusqu'au 10 avril
727.81.15

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

CHOPIN
par le prestigieux pianiste
Nikita MAGALOFF
Mardi 16 mars 20 h. 30 (Valmalière)
2 derniers concerts
18 mars 20 h. 30
à l'Église Saint-Roch
et le mercredi 17 mars à l'Église Saint-Severin à 20 h. 45 (n.s. Werner)
J.S. BACH
PASSION
SAINT-JEAN
ENSEMBLE VOCAL
CHOEUR NATIONAL
ORCHESTRE UNIVERSITÉ
PARIS-SORBONNE
Dir. Jacques GRIMBERT
Orchestre de Chambre
JUVENTIA
dir. H. NAFILYAN
Solistes: Guitierrez
Jean-Pierre JUMES
Bach - Vivaldi - Haydn
R. Strauss (Métamorphoses)

SCHUBERT
VOYAGE D'HIVER
Robert Hall (basse)
Gert Schull (piano)
Licenciés de l'École
Normale de Musique
Marc PONTIUS
pianiste
Bach - Beethoven - Liszt
Berg - Ravel
Le Festival Musique on Mer
et Maurice ANDRÉ prés.
le 1^{er} Prix International, trompette
Bernard SOUSTROT
avec
ENGLISH CHAMBER
ORCHESTRA
Dir. Raymond LEPPARD
Udo REINEMANN, baryton

CERCLE
INTERALLIE
33, Faidherbe,
Saint-Honoré
Mardi 16 mars
21 h.
(n.s. Werner)
Salle Pleyel
Samedi 27 mars
20 h. 30
p.e.
Valmalière
BEAUX-ARTS
TRIO
(de New-York)
Haydn - Beethoven - Brahms
UNIQUE CONCERT
EN ORGUE
ZAMFIR
A LA FLUTE DE PAN
Les Spectacles Lumière
et l'ALL.P.P. par cabaret
avec Annette Heller
présentent
ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE VIENNE
3-5 - Dir. : Karl BOEHM
Beethoven
4-5 - Dir. : Claudio ABBADO
Mozart - Strauss - Brahms

ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE VIENNE
3-5 - Dir. : Karl BOEHM
Beethoven
4-5 - Dir. : Claudio ABBADO
Mozart - Strauss - Brahms

ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE VIENNE
3-5 - Dir. : Karl BOEHM
Beethoven
4-5 - Dir. : Claudio ABBADO
Mozart - Strauss - Brahms

Espaces 76
— 16 et 17 mars (20 h. 30) : Concerts - Luzerne Klavier Trio - Haydn, Beethoven, Kelterborn, Beethoven.
— 16 au 26 mars (11-19 h.) : Exposition « Les instruments de musique dans la tradition populaire en Suisse ».
— 18 mars (20 h. 30) : Introduction à l'exposition - Conférence de Brigitte Geiser et démonstrations.
— 19 et 20 mars (20 h. 30) : Concerts ensemble Ricercare - Zurich - Musique de la Renaissance en Suisse.
Porte de la Suisse - 11 bis, rue Scribe - métro : Opéra

GRAND CONCERT DE LA SORBONNE
UNIQUE RÉCITAL
de la pianiste
Lucienne DUMONT
BEETHOVEN - LISZT
le jeudi 18 mars à 21 h.
Grand Amph. Faculté de Droit
22, rue d'Assas - 75006 Paris
ÉGLISE SAINT-SEVERIN
1, rue des Petites-Saint-Severin,
Paris (9^e) M^o Saint-Michel.
24 et 31 mars 1976 à 21 h.
QUATUOR
VIA NOVA
Récitant : Dominique LEVERD
LES SEPT DERNIÈRES PAROLES
DU CHRIST, de Haydn
Location : Librairie St-Severin,
4, rue des Petites-Saint-Severin
Tél. : 632-61-77.
Tous les jours de 11 heures à
20 heures sauf samedi.
Durand - 4, pl. de la Madeleine
Tél. : 955-11-76.
P.N.A.G.
Prix des places : 25 F
(15 F étud., J.M.F., collectivités)

THÉÂTRE
DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 22 mars, 20 h. 30
LES GRANDES VOIX BULGARES
CHOEURS NATIONAUX
Chants liturgiques
orthodoxes
Extraits d'œuvres
lyriques
Location : Théâtre, Agences
et par tél. : 225-44-32

CONCERTS
Radio France

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. Emmanuel KRIVINE
sol. : M. Schull, S. Gazeau,
M. Misiak, J.-L. Bravin,
E. Krivine, M. Boussinot
Vendredi 19 mars
20 h. 30
J.S. BACH - VIVALDI
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Concert - MUSIQUE PLUS -
Dir. Ivo MALEC
STRAVINSKY - MESSIAEN
STOCKHAUSEN

MUSIQUE DE CHAMBRE
AUDITORIUM
105
RADIO-
FRANCE
Mardi 23
mars
20 h. 30
MIRABELLO, MARIE, IRENT,
FOULENC, MOUSSORSSKI,
TAMBA
avec M. Joffe, J.-E. Marie,
J. Villalón, M. Carle, F. Pierre,
L. Yvanov, M. Boussinot,
D. Blücher, P. Fassinot

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
THÉÂTRE
DES CHAMPS-
ÉLYSÉES
Jeudi
25 mars
20 h. 30
Dir. Yoav TALMI
Sol. P. FONTANAROSA
SIBELIUS

MUSIQUE DE CHAMBRE
GRAND
AUDITORIUM
RADIO-
FRANCE
Vendredi
26 mars
20 h. 30
Padre SOLER - MOZART
PERGO - S. NICE
Fornalutia de Chamber
Philharmonique
Dir. Daniel CHABRUN

MUSIQUE DE CHAMBRE
GRAND
AUDITORIUM
RADIO-
FRANCE
Lundi
29 mars
20 h. 30
Dir. Daniel CHABRUN
BARTOK, HAYDN, MOZART
Loc. : Radio-France, salles et Agences

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Les projets d'Ivry

« Dans un an le Théâtre des Quartiers d'Ivry, dirigé par Antoine Vitez, pourra s'installer dans le grand hangar où, aujourd'hui encore, est entreposé du sel. Le sol est pavé, le toit est en bois. Le scénographe Michel Raffalli y rêve d'un lieu double, qui pourrait recevoir quatre cents personnes, et coûterait environ 4 millions. La municipalité d'Ivry est prête à s'engager dans les travaux. La compagnie d'Antoine Vitez aura enfin une salle, si les négociations avec le syndicat chargé, par jugement du tribunal de commerce, de la liquidation de ses biens (« le Monde » du 25 février) aboutissent. Louis Aragon a envoyé au secrétariat d'État la culture une lettre (signée de nombreuses personnalités) lui demandant d'intervenir.

« Nous ne voulons pas bénéficier d'un passe-droit », a dit Antoine Vitez, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à la mairie d'Ivry, présidée par le maire, M. Jacques Laloe (P.C.F.), en présence de MM. Georges Guisard, député du Val-de-Marne; Jacques Chabanais, membre du bureau politique du P.C.F.; Fernand Lerichie, maire adjoint chargé des affaires culturelles. « Notre histoire prouve qu'une entreprise théâtrale est condamnée à vivre dans un déséquilibre permanent, à spéculer sur les augmentations de subventions, et qu'il est devenu impossible d'en créer de nouvelles là où il n'y a rien, là où elles sont les plus nécessaires. Quant à nous, pour la première fois, nous aurons pu payer nos dettes et monter nos spectacles ».

« Nous tenons le théâtre pour l'une des activités culturelles fondamentales », a déclaré M. Fernand Lerichie. Nous expérimentons chaque jour la nécessité des structures sociales de classe, mais nous ne sommes pas à la recherche d'un mirage populiste. Toute démarche conduisant à favoriser les apprentissages et les décloisonnements de la sensibilité et le sens critique est au centre de notre politique culturelle ».

Antoine Vitez a annoncé ses projets. A partir du 6 avril, au Studio d'Ivry, « la Ballade de M. Pouché », avec les marionnettes d'Alain Recoing, « l'Épigramme » de Michel Vinaver, et de courts spectacles de farce. Eva Levinson mettra en scène « les Cordonniers », de Witkiewicz, et Marie-France Duverger travaillera actuellement à l'adaptation d'un roman d'Axianov.

Et Vitez n'a pas renoncé à monter une pièce « invraisemblable » de Victor Hugo : « les Burgraves », ou « Cromwell », non plus qu'un second « Faust », de Goethe, et à sa « tétralogie » de Möbius, qui tracera le portrait de l'écrivain soumis à un pouvoir qui le flâte et l'utilise, et déconstruit le mythe du Sauveur. Vitez veut partir du travail de Boulioukov, de celui de Planchon, pour aller dans des directions parallèles. Peut-être inaugurerait-il ainsi cette nouvelle salle dont le sort, comme celui de la compagnie, dépend d'un concordat pour ses dettes et de l'intervention du secrétariat d'État à la culture. — C. G.

« Folies bourgeoises » à Villeurbanne

Roger Planchon a réalisé *Folies bourgeoises* sur une idée amusante. Il dit avoir pris tous les numéros de la revue *la Petite Illustration* parus pendant la saison 1912-1914.

Disons aux tout jeunes, qui ne le savent pas, que la *Petite Illustration* était, de 1904 à 1945, le supplément « théâtral » de l'hebdomadaire d'informations générales *l'Illustration*. Deux fois par mois environ, la *Petite Illustration* publiait, sur deux colonnes, le texte d'une pièce de théâtre, de préférence à modes, avec d'assez bonnes photos de la représentation.

Le choix, bien sûr, était inégal. Il y a eu dans cette revue des chefs-d'œuvre, d'excellentes choses, et de moins bonnes. Notons, d'autre part, qu'avant 1914 le théâtre de boulevard était bien meilleur qu'aujourd'hui, que Tristan Bernard ou Lavedan avaient de la gaieté d'imagination, des qualités personnelles.

Donc, Planchon feuilleta la *Petite Illustration* de 1913-1914, et nous avons en la parodie d'aller vérifier par nous-même, à la Bibliothèque nationale, quelles pièces y furent publiées dans l'espace de cette saison, mais

Planchon estime qu'il ne rencontra là qu'une production courante sans expression originale.

L'idée lui vint alors d'envisager cette production théâtrale comme une sélection des bruits de l'époque, du « on » de l'époque. Il sort du lot, ça et là, des bouts de scènes de vingt-sept pièces, et il coud les morceaux ensemble, comme un patchwork. Nettoyés des « taches » individuelles qu'auraient pu tout de même laisser les échantillons élus par Planchon, et montés avec talent, dans le mouvement, donnent, selon lui, une projection spectroscopique des arrière-pensées du temps.

Comme on ne rencontre pas dans ces pièces ouvrières métallurgistes, mineurs d'Anzin ou travailleurs agricoles, le « titi-frutti » de Planchon vise à faire défilier sur scène un carrousel accablé de *Folies bourgeoises* : demi-mondaines, architectes, duchesses, décorateurs d'État, font les fous à Trouville, dans les châteaux de famille, à Bagatelle, dans les dancings, font peu soucieux de la guerre qui approche, se croyant la seule classe au monde malgré la présence des « gens de maison ».

Le travail de Planchon donne ici à réfléchir, peut-être parce

qu'il y a, chez les personnages de la pièce, et dans la mineure des situations, une légèreté foncière. Or Planchon est le contraire de la légèreté. Il lui arrive d'avoir des revanches d'enfance, de fantaisie pure, mais il est sans cesse un scrupuleux.

Il s'emploie donc à manipuler avec justice des personnages tréfléchis. Alors la pièce est nouvelle, ne ressemble ni au vaudeville dont elle a les couleurs ni à l'opérette dont elle tient le rythme.

Mille choses se passent tambour battant, on chasse, on court, on fricote, on va tout droit au souffre, les yeux fermés, et cependant l'ensemble de l'embarcation est opaque, gauche, dérive avec pesanteur, et la beauté particulière de *Folies bourgeoises* repose sur cette anémolie.

Les décors de Patrick Dutreix et Arturo Nime alimenteront l'action avec finesse. Les costumes de Jacques Schmitt sont comme toujours jolis et drôles, et éclairent la lecture. D'une troupe nombreuse on retient surtout Isabelle Sadovay et Colette Dompierre, qui semblent épouser intimement le dessin pas toujours lumineux du maître.

MICHEL COUNOT.
* T.N.P. de Villeurbanne, 20 h. 45.

Cinéma

« LE GUÉPIER » de Roger Pigaut

A Paris, Renaud (Claude Brasseur), bohème perdu de dettes de jeu, est obligé de travailler pour des gens riches. Il doit subtiliser une fortune qui va être convoquée de Suisse, par le train.

A Lausanne, Melba, chanteuse qui joue, avec malice, les Mariages d'occasion, apprend, par hasard, l'existence de cette fortune et entreprend de la voler pour son compte.

Renaud et Melba se rencontrent dans le train de nuit Lausanne-Paris et, naturellement, leurs plans décalés se complètent. Mais ils sont amenés à fuir ensemble, à Dijon, avec les millions volés. De Dijon à Lyon, de Lyon au Midi, ils vivent une vadrouille mouvementée, poursuivis par les « patrons » de Renaud et par un tueur de la partie adverse.

Le scénario d'André G. Bruhlin (qui écrit, déjà, pour Roger Pigaut, *Comptes à rebours* et *Trois milliards sans suspenseur*) est astucieux. Il introduit dans une classique histoire de gangsters un vrai personnage de comédie américaine, avec la fantaisie Melba, qui mène le jeu sans en avoir l'air. Cela change agréablement le ton de l'éternelle série noire française. La mise en scène de Roger Pigaut ne trahit pas dans les scènes d'action et raffine sur l'aventure farfelue de Renaud et Melba.

Le charme, la bonne santé, l'accent suisse et les extravagances — naturelles — de Marthe Keller (rimbalant partout un chapeau à fleurs) donnent une saveur particulière à ses duos avec Claude Brasseur, marginal sympathique comme Pigaut les affectionne. La fin, optimiste, est, aussi, « immorale » ; mais les spectateurs seraient déçus si Renaud et Melba n'étaient pas réunis pour profiter de ce divertissement, sans prétention ni réus, veut, d'ailleurs, qu'ils en fassent bon usage.

JACQUES SICLIER.
* Capri - Boulevard, Arlequin, George - V, Paramount - Opéra, Paramount - Odéon, Gaumont - Convention, Paramount - Mafiot, Les Images.

INSTITUT

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Le Louvre, musée de la peinture européenne

Conservateur en chef du département des peintures, au musée du Louvre, M. Michel Lacroix a justifié, lundi, devant l'Académie des sciences morales et politiques, le plan du remaniement général des collections dont il a la garde. Ce programme, en cours de réalisation et qui naguère avait été vivement critiqué, prévoit une répartition des peintures dans le Louvre toute différente de celle qui avait été proposée.

Il s'agit de présenter environ 6300 tableaux (3800 français, 800 italiens, 1200 flamands et hollandais, 100 allemands, 100 anglais, 100 espagnols) dans un espace bien défini sur deux étages, en tenant compte à la fois des contraintes imposées par le passé et l'architecture de ce bâtiment (préservation de l'aspect « musée » de lieux sans renier pour autant leur aspect « palatial ») et de la nécessité de proposer des parcours de visite clairs et faciles à suivre par le grand public.

On a renoncé, non sans regret, à évaluer, en les regroupant, les grands moments internationaux : la chose était difficile au Louvre à cause du déséquilibre des collections (d'avantage de tableaux français que de toutes les autres écoles), et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double circuit (galerie principale de l'art européen en France; et aussi de la discontinuité historique de ces moments de rencontres européennes. Et on a opté pour la présentation pays par pays et dans un déroulement chronologique, selon le principe d'un double

ARTS ET SPECTACLES

Musique

L'Opéra a-t-il une politique d'avenir ?

(Suite de la première page.)

Cette ascension est d'autant plus préoccupante que les recettes des spectacles donnés à Paris devraient, si l'on s'en tient aux chiffres des budgets primitifs de 1975 et 1976, baisser de 10 % (10 millions contre 21 millions) et ne représenter que 18 % des « recettes » totales (141 millions), l'Etat s'y talant, sans trop de déplaisir apparent, la part du lion avec 82 %.

Nous au passage que l'Opéra-Studio ne bénéficie pas des mêmes faveurs, puisque son budget de dépenses en 1976 (dont plus du tiers pour l'entretien, les assurances, la police et le gardiennage de la salle Favart) ne dépassera pas 4 millions 800 000 francs (soit 1 450 000 francs de moins que son budget primitif de 1974), ce qui le met à peu près à égalité avec l'ensemble intercontemporain (28 millions) dont le secrétaire d'Etat à la culture a fait cadeau à Pierre Boulez.

Regarder au-delà des chiffres

Ces chiffres ont de nombreuses significations. Ils soulignent d'abord que la qualité des spectacles voulus par M. Liebermann coûte cher, ce dont on se doute, ensuite que le palais Garnier est fort mal adapté à l'administration actuelle, comme nous l'avons longuement expliqué (le Monde du 25 juin 1975). On peut d'ailleurs se demander si, avant de proroger le mandat de l'administrateur sortant, les responsables ont essayé de chiffrer le programme qu'il proposait pour les quatre ans à venir. Au train où l'on va, les 200 millions seront atteints en 1978. Mais il faut regarder au-delà des chiffres.

Si l'action menée par M. Liebermann dès 1973 paraît amplement justifiée, car il fallait provoquer un choc salutaire après des années de décadence et relancer l'Opéra de Paris l'un des premiers du monde, il n'est pas sûr qu'elle ne doive aujourd'hui être infériorisée, sans quoi tous ces millions lourds risquent de se dissiper finalement en fumée. Que restera-t-il en 1980 de cet effort considérable ? De beaux souvenirs sans doute, dont on demeure reconnaissant à l'administrateur. Mais ensuite ? Combien de temps dureront ses mises en scène et ses décors ? Continuera-t-on à engager à prix d'or des chanteurs internationaux dont les cachets montent aussi vite que le budget du palais Garnier ?

La conception d'une saison lyrique comme un « festival permanent », si séduisante soit-elle, apparaît finalement comme dangereuse. Car ne peut être la fête tous les jours ; on s'en lasse, cela coûte horriblement cher, et la satiété vient (témoin les nombreuses places vides pour la reprise des Noces de Figaro), et parfois on préfère le bon pain de campagne à la brioche. Le festival implique de se limiter à une perfection suprême et figée, qui forcément se dégrade au long d'une année. Un théâtre doit vivre, sans cesse inventer, se renouveler, tenter des coups d'audace, créer de nouvelles œuvres, ce qui est impossible en utilisant uniquement des étoiles filantes.

Apparemment, rien n'est fait pour préparer l'avenir, pour recréer une troupe de chanteurs et de metteurs en scène français, comme Covent

Garden l'a si bien réussi, sans parler de M. Liebermann à Hambourg (on notera que le budget de l'Opéra-Studio est vingt-neuf fois plus faible que celui de l'Opéra). Que Christiane Eda-Pierre chante samedi Constance dans *l'Esprit du sérail*, ce n'est qu'une hirondelle qui ne fait pas le printemps. En 1980, le futur administrateur devra-t-il recommencer, à zéro, avec en prime un vigoureux tour de vis du ministère des finances, et le chœur des nostalgiques : « Ah ! le temps de Liebermann... » ?

Il est vrai qu'avec une troupe de cent quarante-cinq danseurs, l'Opéra n'est pas actuellement capable de monter une saison chorégraphique de qualité comparable à sa saison lyrique. Dans une toute récente interview à l'Express, Maurice Béjart s'en est déclaré horrifié : « Cette maison est un cercueil, un sinistre tombeau. Ces grands chanteurs, ces belles mises en scène, c'est de la poudre aux yeux. Derrière, rien n'a changé. Son ballet est un pur scandale. Il n'assume nullement sa mission. C'est une des troupes les plus importantes du monde, elle compte de grands danseurs, mais elle est inutile. Vu ce qu'elle coûte, c'est une trahison sociale. »

Dans son ensemble d'ailleurs, l'Opéra souffre d'un manque presque total de prévision à longue échéance. Qui se préoccupe de ce qu'il sera dans dix ans, qui étudie sérieusement l'édification d'une salle de répétitions, la possibilité d'une seconde salle (malgré une avancée timide du côté du Théâtre des Champs-Élysées, avec l'achat de 600 000 F d'actions), qui se pose la question du palais Garnier qu'il faudra bien un jour désaffecter comme l'Opéra de Gabriel à Versailles et réserver aux invités du président de la République ? On en reste à la conception d'un Opéra royal pour une élite sans songer que l'agglomération compte six millions d'habitants, et ceux-ci, la R.T.N. (comme l'Orchestre de Paris) ne pourra les atteindre que lorsqu'il y aura des salles polyvalentes de deux mille cinq cents places aux quatre coins de la région parisienne. A travers l'Opéra, c'est toute la politique et la prospective culturelles qu'on rejoint à un moment où elles semblent devoir être vivement remises en cause.

Certes les financiers estimeront que le budget du palais Garnier représente une faible somme à côté de réalisations telles que Fos-sur-Mer. Concorde ou les abattoirs de la Villette, mais il occupe une part de plus en plus démesurée dans le budget du secrétaire d'Etat à la culture à un moment où partout l'on crève de la misère (le Monde du 13 mars), où les ressources s'amenuisent, où les paiements des subventions sont le plus souvent en retard et où l'Etat, derrière le paravent des chartes culturelles, se décharge de plus en plus de ses responsabilités sur les collectivités locales, tout en dépensant pas mal d'argent dans des innovations de prestige.

Le mécontentement grandit dans les milieux culturels. Va-t-on vers une guerre de la culture, une « guerre des gueux » (pour 0,51 % du budget de la nation) ? Un redressement de la situation à l'Opéra, une remise en cause de ses objectifs et de ses méthodes, un plan d'action à long terme, sont un tout cas indispensables ; si l'on attend, pour renverser la vapeur, que la charge en devienne intolérable politiquement, l'Opéra risque de sombrer. « Après moi le déluge » est une politique qui a rarement porté chance à ses promoteurs.

JACQUES LONCHAMPT.

Les machinistes de l'Opéra ont lancé un mot-d'ordre de grève pour le samedi 20 mars, afin d'obtenir l'application d'accords salariaux dont l'engagement est resté par l'administration des finances.

En bref

Cinéma

« Les Conquistadores »

Dans son premier film, Marco Pauly semble revendiquer — il n'est pas le seul ces temps-ci — l'héritage de Godard. Langage de l'image éclaté, importance du discours parlé, héros à la fois le Fou avec Victor, un musicien qui voudrait vivre dans le quotidien l'aventure, comme au temps des conquistadores. Victor a son double féminin : Claire, une secrétaire d'édition qu'il aime peut-être qui vit à ses côtés et à sa manière jusqu'au jour où elle « se tire ». Ce film non psychologique, dédramatisé et antimanichéisme, avec une agressive coquetterie, est fait de séquences disparates entre lesquelles — figure de transgression — l'écran devient bleu comme une façade d'océan. C'est, on s'en doute, une tentative de « cinéma libre » sur l'impossible épopée d'une génération.

Tous les personnages, au lieu de se parler, monologuent à qui mieux mieux, pratiquant parfois l'invective poétique. Cela ne les mène pas loin, non plus que le spectateur qui n'est pas forcément « très très con » s'il ne comprend pas, comme l'affirme Chabrol, supporter de Marco Pauly. Il y a des fulgurantes qui atteignent à la grâce de Gérard Desarthe et Dominique Labourier, acteurs lâchés sans bride et dont le jeu est une révolte. Mais, trop pressé d'affirmer ses ambitions, Marco Pauly ne semble pas avoir réfléchi à la pratique du cinéma. — J. S.

* Balzac, Plaza, Studio Jean-Cocata.

« Schlock »

Un schlocktopus — gorille de la taille d'un homme — endormi depuis l'ère glaciaire sort d'une caverne pour terroriser une petite ville américaine. Il tombe amoureux d'une adolescente aveugle et bougonne qui, au toucher, le prend pour un chien et qui hurle d'horreur en retrouvant la vue. Après des aventures comico-dramatiques, Schlock, à qui la « belle » préfère son boyfriend, connaît la mort de King Kong.

Moins doué pour la parodie du fantastique que Mel Brooks avec son *Frankenstein Junior*, le réalisateur John Landis (qui interprète le rôle de Schlock dans la peau de gorille) a hésité entre la caricature, façon bande dessinée, d'une classe moyenne stupide et les gags dynamisant les habitudes effrayantes. Le meilleur de ce film incertain tient à des scènes simplement burlesques :

Schlock au cinéma, au milieu de spectateurs qui le prennent pour un des leurs. Schlock apprend à jouer du piano avec un pianiste aveugle (lui aussi !). Schlock partageant avec deux enfants et une chien un gîte au toit. — J. S.

* La Cité Action - Christine, Marbrut, Action - La Fayette (V.O.).

Théâtre

Le Piccolo à Paris

Sur l'invitation de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, Pierre Dux, administrateur général de la Comédie-Française, et Giorgio Strehler, directeur du Piccolo Teatro de Milan, ont signé ce mardi, en présence de M. Sarti, ministre de la culture et du tourisme en Italie, un accord de collaboration et de coproductions pour trois ans le Théâtre national de l'Odéon et le Piccolo Teatro.

Du 1^{er} septembre au 15 novembre 1976 sont prévus trois spectacles en Italie : *la Cervaia* de Tschann, *Il Campiello* de Goldoni (invité au dernier festival d'automne), et *la Brecht*, montage de textes, de poèmes, de chansons. En 1977 et 1978, du 1^{er} septembre au 31 décembre, la troupe du Piccolo Teatro donnera deux spectacles en Italie. Ce pourrait être *le Roi Lear* de Shakespeare, *le Balcon*, de Ganet (qui doit être créé à Milan au mois de mai), *la Tempête*, de Shakespeare, *les Jours de la Commune*, de Brecht. D'autre part, Giorgio Strehler dirigera les comédiens français dans deux spectacles français dont nous ne sommes pas encore choisis.

Varétés

Teca et Ricardo

A Paris, souvent, un Brésil de bazar nous est offert. Or, avec Teca et Ricardo, on fait vraiment le voyage. Caxidi, caxidi, les grâces dans les boîtes qu'on agite, labis, tumba, tam-tam de la-bas, cloches, claque, cavaquinho, comme un arc, et des guitares. Parfois quelque chose d'un triangle, parfois quelque chose d'un soufflet dans un instrument, et c'est peut-être un oiseau.

On croirait bien, entendre surgir la « Joia Amazonia », dans tous ces sons qui se répondent. Et longtemps, Teca et Ricardo chantent ce qu'ils ont écrit. Ils expliquent, ils disent : il y a dans leurs chansons des navigateurs, des îles et des gens à découvrir. Sur la petite scène des Blancs-Manteaux, comme une cage, un charme passe, et des heures après on a encore dans la tête la voix de Teca. — Cl. D.

* Blancs-Manteaux, 22 h. 30.

Petites nouvelles

Le Mini-Théâtre de Marseille (place Carli), uniquement subventionné par l'U.P.O.L.E.A., présente, à 21 heures, jusqu'au 30 mars, *« Salomé »*, dans une mise en scène de Maurice Vinçon. C'est la première fois qu'une troupe de la ville monte la pièce d'Oscar Wilde.

La construction à Beauvais d'un théâtre polyvalent permettant une disposition en fax à cheval (500 places), en rond (300 places) et à l'italienne (1 500 places) et un projet de théâtre de la ville de Beauvais a été confiée à Jacques Sarrazin, architecte des monuments civils et des palais nationaux. Les travaux débuteront dans deux ans.

Un concours aura lieu à Lyon les 12, 13 et 14 avril 1976 pour le recrutement de quatre violonistes, d'un altiste, de trois violoncellistes, d'un contrebassiste et d'un tromboniste. Les candidats doivent inscrire, avant le 2 avril 1976, au secrétariat de l'Orchestre de Lyon, auditorium Maurice-Ravel, 149, rue Garibaldi, 69603 Lyon (tél. 78) 71-85-73.

Première 17 mars

Création en France

LA TOUR

Hugo von Hofmannsthal

TH. RECAMIER, 30 h. 30

548-63-81

théâtre atelier de l'épée de bois

CARTOUCHE DE VINCENNES

LE PLAN K

D'ARTS

the penny arcade

peep show

William Burroughs

tous les soirs à 20h.30-rel. dim. et lund.

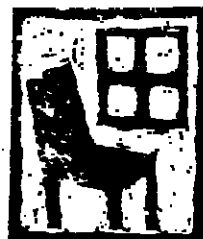
location : FNAC Ecole Châtelet Montparnasse

7 représentations

du 27 mars au 2 avril

BREAD AND PUPPET

THEATER



NOTRE RÉSURRECTION AMÉRICAINE

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

15 avenue Montaigne Paris 8

LOCATION OUVERTE

BAL. 44.35 (de 12h à 19 h)

Cour des Miracles - 20h15

GRAND PEUR ET MISERE DU (III^e REICH)

BERTOLT BRECHT

7 SEQUENCES

CIE PHILIPPE ADRIEN

MISE EN SCENE J.-C. FALL

Cour des Miracles - 23, avenue du Maine - tél. : 548.85.60

location ouverte : théâtre, F.N.A.C., agences durée du spectacle : 1 h 15

MERCREDI

HAUTEFEUILLE - LE SEINE - L'ENTREPOT

ANNA KARINA / JOEL BION

L'ASSASSIN MUSICIEN

de BENOIT JACQUOT

de BENOIT JACQUOT

MERCREDI

U.C. ERMITAGE • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

VERSAILLES • CINEMA • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

LE PERCEUR PALAIS • REX • U.C. GORF • ROTONDE • CAMEO

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS

PAUL MEURISSE

de FRANÇOISE DORIN

28 jours à l'avance

TRIOMPHE de la SAISON

Tous les soirs 20 h. 30, 41 dim. et lund.

548-63-81

548-63-81

548-63-81

548-63-81

548-63-81

548-63-81

548-

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Maître Puntila et son valet Matti (abt. 1800).
Chaillet, Payer Passy, de 14 h. à 18 h. 30 : Tétréque. — Payer, 18 h. 30 : Groupe Grèce. — Gémier, 20 h. 30 : Le triangle frappe encore. — Voir aussi Théâtre de la Renaissance.
Odéon, 20 h. 30 : La Nuit des rois.
TSP, 20 h. 30 : Don Juan revient de guerre.
Petit TSP, 20 h. 30 : Une belle journée.

Les salles municipales

Chaillet, 20 h. 30 : Le Pays du sourire.
Nouveau Carré, 21 h. : Béatrice Martin. — 20 h. : Henri Dacot. — 21 h. : Alexandre Ben Zimmet.
Théâtre de la Ville, 19 h. 30 : Teresa Berganza. — 20 h. 30 : Biedermann et les incendiaires.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 30 : Tête d'angles. — 21 h. : L'Aurore boréale.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Croce.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Berceuse.
Atelier de l'Épave de Bois, 20 h. 30 : The Penny Arcade Peep Show.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 30 : A vos souhaits.
Conservatoire, 18 h. : L'Arrache-Cœur.
Cour des Miracles, 21 h. 30 : Grand-père et misère (du III^e Reich).
Dauvout, 21 h. : Monsieur Masure.
École normale supérieure, 20 h. 30 : Souvenirs d'en face.
Européen, 21 h. : La Baraka.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Le Roi des coms.
Gymnase-Marcel-Bert, 21 h. : Vient chez moi, l'habite chez une copine.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : L'Aléon.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve. — La Lapon.
La Bruyère, 21 h. : La Mouche qui tourne.
Lucernaire, 20 h. 30 : Extrémités avec le professeur Y. — 21 h. 15 : Trois autres simples profs.
Madelaine, 20 h. 30 : Feu de vache.
Marigny, 21 h. : Antigone.
Mithos, 21 h. 10 : Deux sur canapé.
Mithos, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
Moderne, 21 h. : Le Nerve de Rameau.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même place.
Mouffetard, 20 h. 30 : Abraham.
21 h. 15 : Mourir beau.
Ouvrier, 21 h. : Monsieur Klebs et Rozalie.

Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.

Palais-Royal, 20 h. 30 : Tu ne veux rien de bien méchant.
Renaissance, 20 h. 30 : Le Joli de Maitre.
Saint-Georges, 20 h. 30 : N'écoutez pas, mesdames !
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : La Française.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : C'est pas d'unin l'habille.
Téâtre, 20 h. 45 : Soleil de glace.
Théâtre de Paris, 21 h. : Le Fantôme.
Théâtre Campagne-Première, 20 h. : Zouk.
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : L'œuvre d'art.
Tramway et Co, 20 h. 30 : Les deux seigneurs.
Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : Jopas et l'autre.
Théâtre de la Sorbonne, 20 h. 30 : Les Enfants gâtés.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Harold et Maude.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Jodel et Angel Perro.
Théâtre de la Ville, 21 h. : Des souris et des hommes.
Théâtre de la Vierge, 22 h. 30 : Le Chasseur français.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 45 : Crime parfait.
Théâtre de la Ville, 22 h. : L'Inconfortable.
Théâtre de la Ville, 22 h. : L'Autre Valse.

Théâtres de banlieue

Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 14 h. 30 : La Force de Maitre Tachet.
Asnières, Petit Théâtre de la Mairie, 20 h. 30 : Quatuor de clarinettes de Paris (musique de tous les temps).
Aubervilliers, Théâtre de la Communauté, 20 h. 30 : Le Mère du fou.
Clichy, Théâtre de la Ville, 18 h. : J.-C. Penzler, piano ; J. Crocq, violoncelle ; M. Th. Poir, soprano.
Levallois, Théâtre de la Ville, 21 h. : Vient chez moi, l'habite chez une copine.
Neuilly, Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : L'Aléon.
Neuilly, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve. — La Lapon.
La Bruyère, 21 h. : La Mouche qui tourne.
Lucernaire, 20 h. 30 : Extrémités avec le professeur Y. — 21 h. 15 : Trois autres simples profs.
Madelaine, 20 h. 30 : Feu de vache.
Marigny, 21 h. : Antigone.
Mithos, 21 h. 10 : Deux sur canapé.
Mithos, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
Moderne, 21 h. : Le Nerve de Rameau.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même place.
Mouffetard, 20 h. 30 : Abraham.
21 h. 15 : Mourir beau.
Ouvrier, 21 h. : Monsieur Klebs et Rozalie.

Théâtres de banlieue

Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 14 h. 30 : La Force de Maitre Tachet.
Asnières, Petit Théâtre de la Mairie, 20 h. 30 : Quatuor de clarinettes de Paris (musique de tous les temps).
Aubervilliers, Théâtre de la Communauté, 20 h. 30 : Le Mère du fou.
Clichy, Théâtre de la Ville, 18 h. : J.-C. Penzler, piano ; J. Crocq, violoncelle ; M. Th. Poir, soprano.
Levallois, Théâtre de la Ville, 21 h. : Vient chez moi, l'habite chez une copine.
Neuilly, Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : L'Aléon.
Neuilly, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve. — La Lapon.
La Bruyère, 21 h. : La Mouche qui tourne.
Lucernaire, 20 h. 30 : Extrémités avec le professeur Y. — 21 h. 15 : Trois autres simples profs.
Madelaine, 20 h. 30 : Feu de vache.
Marigny, 21 h. : Antigone.
Mithos, 21 h. 10 : Deux sur canapé.
Mithos, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
Moderne, 21 h. : Le Nerve de Rameau.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même place.
Mouffetard, 20 h. 30 : Abraham.
21 h. 15 : Mourir beau.
Ouvrier, 21 h. : Monsieur Klebs et Rozalie.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 30 : Marcel Amont.
Elyse-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'écrit.
Olympia, 21 h. 30 : Enrico Macias.
Palais des congrès, 31 h. : Toni Jouan.

Les opérettes

Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-Flow.

MERCREDI


GRAND REX • U.G.C. NORMANDIE • BRETAGNE • MISTRAL • U.G.C. Gobelins
MAGIC CONVENTION • PARAMOUNT MAILLOT • 3 MURAT • U.G.C. ODEON
CYRANO Versailles • VELIZY • ELYSEE II Cote St-Cloud • PARAMOUNT La Varenne
C21 St-Germain • FRANCAIS Enghien • PARINOR Aulnay • GARREFOUR Pantin
ARTEL Nogent • ARTEL Villeneuve St-Georges • ROSNY 2 • FLANDES Sarcelles
ARGENTEUIL • ARIEL Rueil

CERITO FILMS présente

JEAN PAUL BELMONDO

L'ALPAGUEUR

UN FILM DE PHILIPPE LABRO



BRUNO CREMER

JEAN NEGRONI • PATRICK FIERRY • JEAN-PIERRE JORRIS • VICTOR GARRIVIER
PHILIPPE LABRO Dialogues JACQUES LANZMANN

Scénario original JACQUES LANZMANN et PHILIPPE LABRO
Adaptation de JACQUES LANZMANN et PHILIPPE LABRO
Musique de MICHEL COLOMBIER ÉDITION MUSICALE HORTENSIA • Directeur de Production ALAIN BELMONDO
Directeur de la photo JEAN PENZER • Montage MICHEL COLOMBIER ÉDITION MUSICALE HORTENSIA • Distribution par Sogefi

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 16 mars

Vidéo

Victorine, de 15 h. 35 à 23 h. 5 : Tanguine Dream. Steve Billage. Kevin Coyne.

Les concerts

Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique et musiciens (Bach, Berg, Mozart).
Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Les Chœurs et l'Ensemble instrumental de la Madeleine (Franck, Vianna, Saint-Saëns).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Pierre le Grand : la jeunesse de P. Vladimir. 18 h. 30 : La Mort du tzarévitch, de P. Viadimir. 20 h. 30 : La Plus Seigne d'entre tous, de M. Sili. 22 h. 30 : La Vengeance aux deux visages, de M. Brande.

Les exclusivités

ACEVAL SUR LE TIGRE (Il. v.o.) : Mural, 4 (27-47-88). Studio Média, 4 (27-47-88).
A NOUS LES PETITS ANGLAIS (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2 (21-23-18). Quintette, 4 (03-35-09). Montparnasse, 4 (03-35-09). Olympia, 21 h. 30 : Enrico Macias. Palais des congrès, 31 h. : Toni Jouan.
LE MUSIC-HALL : Bobino, 20 h. 30 : Marcel Amont. Elyse-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'écrit. Olympia, 21 h. 30 : Enrico Macias. Palais des congrès, 31 h. : Toni Jouan.
LES OPÉRETTE : Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-Flow.

LES AVENTURIERS DU LUCKY LADY

(Il. v.o.) : Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LE BON ET LES MECHANTS (Fr.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

CE GÉNIAL LA (Fr.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

DOCTEUR FRANÇOISE GAILLARD

(Fr.) : UGC-Odeon, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES DENTS DE LA MER (Il. v.o.)

(Fr.) : UGC-Odeon, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LA FÊTE SAUVAGE (Fr.)

Champs-Élysées, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LA FÊTE SAUVAGE (Fr.)

Champs-Élysées, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES INSECTES DE PÉO (Il. v.o.)

(Fr.) : UGC-Odeon, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

JEAN DIEMAN (Fr.)

Champs-Élysées, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES INSECTES DE PÉO (Il. v.o.)

(Fr.) : UGC-Odeon, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

Convention, 15 (33-52-43)

Chaillet, 15 h. : Pierre le Grand : la jeunesse de P. Vladimir. 18 h. 30 : La Mort du tzarévitch, de P. Viadimir. 20 h. 30 : La Plus Seigne d'entre tous, de M. Sili. 22 h. 30 : La Vengeance aux deux visages, de M. Brande.

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

SOUS LES PAVES, LA PLAGE (AIL. v.o.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

UN GÉNIE, DEUX ASSOCIÉS, UNE CLOCHE (Il. v.o.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES TROIS JOURS DU CONDOR (Il. v.o.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

UN APRES-MIDI DE CHIEN (Il. v.o.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

UN COIN TRANQUILLE (Il. v.o.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (Il. v.o.)

Studio Média, 4 (27-47-88). Elyse-Montmartre, 4 (27-47-88). V.F. : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52-43). Mural, 15 (33-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

LE GUEPPE, film français de Jean-Pierre Lutz. 15 h. 30 : Rex, 2 (23-35-33). U.G.C. Clichy, 12 (31-01-19). Miramar, 14 (32-41-02). Mistral, 14 (33-52-43). Magic-Convention, 15 (33-52

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

assistants chef de produits

BSN-Gervais Danone, premier groupe alimentaire français, leader sur de nombreux marchés, recherche des HEC, ESSEC, ESCP, débutants, pour les former au marketing grande consommation.

Assistants, intégrés à des équipes jeunes, sur des marques nationales de produits laitiers, ils seront associés à la mise au point de produits et en verront rapidement concrétiser les réalisations techniques et commerciales.

Stages dans sociétés de produits de grande consommation souhaités.

Postes à pourvoir chez :

• KRONENBURG à Strasbourg (Alsace) (Indépendance), Réf. D 03

• EVIAN à Paris, Réf. J 04



bsn.gervais danone

MATRA ELECTRONIQUE

recherche pour région parisienne

CADRE

TECHNICO-COMMERCIAL

de formation supérieure connaissant les milieux industriels des télécommunications pour activité commerciale de sous-traitance.

Situation d'avenir pour jeune ingénieur dynamique.

Ecrire MATRA ELECTRONIQUE

Rond Point des Condaminas 78000 VERSAILLES.

etap

GRUPE INDUSTRIEL PRODUITS GRAND PUBLIC - MARQUE RENOMMÉE - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

DIRECTEUR D'USINE

Il est offert à un jeune ingénieur la possibilité de diriger une usine de 500 personnes.

La réussite dans ce poste implique :

• un grand dynamisme et des qualités techniques d'animateur et d'organisateur ;

• 4 à 5 ans d'expérience en fabrication de série impliquant animation de personnel d'atelier (si possible féminin).

Poste ville 100 km NORD PARIS.

Ecrire sous référence EX 406 AM.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE (1.200 PERS.) RATTACHÉ À L'ORGANISME NATIONAL

OFFRE SITUATION A

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ENSAE - ENSTA - ECL - ENSMA

AU SEIN D'UN SERVICE DE DÉVELOPPEMENT DE TECHNIQUES DE POINTE CET INGÉNIEUR

SERA CHARGÉ D'ANIMER DES ETUDES DE PROPULSION A POUVRE

Ce poste conviendrait à candidat ayant un bon niveau de connaissances en aérodynamique des fluides (bonnes bases en chimie souhaitées) et ayant assumé des responsabilités d'études ou d'essai dans le cadre d'industries de pointe (aéronautique, spatiale, industrie chimique...).

POSSIBILITÉS D'ÉLARGISSEMENT DE FONCTIONS POUR CANDIDAT AYANT EXPÉRIENCE CONFIRMÉE.

Ecrire sous référence EX 410 AM.

SOCIÉTÉ PAPETIÈRE (C.A. 70 MILLIONS DE FRANCS) RECHERCHE

DIRECTEUR COMMERCIAL

ESSEC, ESCP, ou équivalent, ayant une solide expérience commerciale (une connaissance de l'industrie papetière serait un atout mais n'est pas indispensable), capable :

• d'élaborer la politique commerciale (produits grand public et produits industriels) ;

• d'entretenir les réseaux de vente par l'intermédiaire de deux chefs de ventes.

SITUATION INTÉRESSANTE DANS SOCIÉTÉ EN EXPANSION.

Lieu de travail : ville VOSGES.

Ecrire sous référence GZ 406 AM.

SOCIÉTÉ ROUTIÈRE 450 PERSONNES - 50 MILLIONS - TRÈS SOLIDEMENT IMPLANTÉE DANS SA RÉGION RECHERCHE

CHEF D'AGENCE

VILLE PROVENCE

A.M., T.P. ou équivalent, ayant expérience polyvalente (commerciale, animation de personnel, gestion) acquise dans travaux routiers ou T.P., capable

ANIMER ET DÉVELOPPER, AVEC LA MENTALITÉ D'UN CHEF D'ENTREPRISE,

une agence de 45 personnes promise à une extension importante.

Ecrire sous référence FF 407 AM.

etap

4 rue Massenet 75016 PARIS

discrétion absolue

STE DE SERVICES

MEMBRE IMPORTANT D'UN GROUPE LEADER DANS SA BRANCHE recherche pour PARIS

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

FORMATION COMPLÉMENTAIRE

Après période de formation "maison", Missions et études ponctuelles. Vocation à assumer progressivement responsabilités de direction d'un Département.

• INGÉNIEUR E.C.P., MINES, PONTS, SUPÉLEC, SUPAERO, A.M.

• Droit ou I.E.P. ou I.N.P. ou I.N.S. ou I.N.S.A. ou I.N.S.E.R.M.

• Une expérience similaire de quelques années est indispensable ainsi que la volonté de progresser avec notre établissement dans le développement est très rapide.

Env. C.V., photo rée. et rémunér. act. sous réf. 2.006 M (à mentionner sur l'envoi).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 PARIS CEDEX 06

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

BANQUE DE DÉPÔTS PRIVÉE

FONDÉ DE POUVOIR 100.000 F

DÉPARTEMENT GESTION DE FORTUNE

Il s'agit d'entretenir et de développer le fond de clientèle existant ce qui implique de bonnes connaissances en gestion de valeurs mobilières et un dynamisme commercial certain.

Une expérience similaire de quelques années est indispensable ainsi que la volonté de progresser avec notre établissement dans le développement est très rapide.

Env. C.V., photo rée. et rémunér. act. sous réf. 2.006 M (à mentionner sur l'envoi).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 PARIS CEDEX 06

CHAMBRE SYNDICALE des BANQUES POPULAIRES

offre à JEUNES DIPLOMÉS (EES)

CENTRALE - H.E.C. - E.S.S.E.C. ou équivalent

déjà des obligations militaires portées :

INSPECTEURS DE BANQUES

• Ils auront pour mission d'examiner et d'approuver les divers aspects de la gestion bancaire : développement, sécurité, rentabilité, perspectives, symboles.

Formation de départ assurée.

• Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ 3 mois chacun (2 ou 3 par an), alternant avec des séjours plus longs à Paris.

• Ils devront être dotés d'une forte personnalité, caractérisée par : aptitude à la négociation, sens de la rigueur, faculté de synthèse, bonne présentation.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. détaillé et d'une photo, devront être adressées à :

M. G. DUMAS - Inspection

CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

121, avenue de Wagram, 75017 PARIS CEDEX 17.

Marque de Produits de Loisirs Créatifs Féminins

Bénéficiaire d'une importante notoriété internationale recherche un

Responsable Publicité

Appartenant à la Direction du Marketing :

• Il participera à l'élaboration des objectifs publicitaires dans le cadre d'un Budget dont il sera gestionnaire.

• Il mettra en oeuvre des moyens de reporting

• à l'élaboration de Catalogues de Collections, Dépliants de modèles, P.V.

• à la Publicité générale par l'intermédiaire de 2 Agences qu'il orientera et contrôlera.

Ce poste conviendrait à jeune E.C.P. ou équivalent, possédant une première expérience de quelques années chez l'annonceur.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1.137 - à préciser sur l'envoi - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

la Fnac

recherche pour ses magasins parisiens

Vendeurs

• RADIO

• PHOTO

• NAUTISME

5 SEMAINES CONGES RESTAURANT D'ENTREPRISE

Envoyer C.V., lettre manuscrite et présentations à

SERVICE RECRUTEMENT ET FORMATION

126, rue de Rennes - 75006 PARIS



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

chef des ventes confection féminine

100 000+ - 90 km de Lyon

Notre entreprise (CA 34 millions) fabrique et commercialise des articles de prêt-à-porter féminin de bon standing.

Dans le cadre de notre expansion, nous avons besoin d'un chef de la direction commerciale et l'équipe de vente France et export. Sa mission :

animation et contrôle de l'équipe de vente France (12 exclusifs), implantation de notre collection en Allemagne et animation du réseau (3 exclusifs).

Une expérience de vente et d'animation acquise dans le secteur est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'allemand et si possible de l'anglais.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 127 M (à mentionner sur l'envoi) à J.P. VELLA.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

GRUPE MULTINATIONAL recherche pour son département

BATIMENT-TRAVAUX PUBLICS

X, ECP, P et C

40 ans minimum

TRÈS INTRODUIT SUP-EST ET RHONE-ALPES

pour assumer une responsabilité de

DIRECTION REGIONALE

Cet homme de contact doit avoir une connaissance parfaite du marché local pour :

• définir et promouvoir la politique commerciale de sa région

• assurer la rentabilité et le développement des agences existantes

en s'appuyant sur une expérience confirmée en entreprise.

Adresser C.V., détail, photo, présent. soci. réf. 121 M 773

30, rue de Mogador 75009 PARIS.

Centre de Psychologie Appliquée

ORGANISME PUBLIC D'AMÉNAGEMENT SUD-OUEST

cherche

CHEF DE PROJET

pour montage d'opérations d'habitat social public et privé pour développer échanges internationaux.

Expérience cinq à dix ans minimum.

Avantage indéniable. Rémunération souhaitée.

Ecrire sous n° BORDUS 12 412 Agence Havas

124, av. Ch.-de-Gaulle 92000 NEUILLY-S.-SEINE.

OLDHAM

DIRECTEUR COMMERCIAL 120.000 F

BATTERIES AUTOMOBILES + voiture

Un des principaux fabricants européens de batteries recherche son directeur commercial pour le marché français.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, aura une expérience pratique d'au moins cinq ans dans la vente des batteries automobiles en France. Il sera en mesure de démontrer sa réussite dans ses précédentes fonctions.

Ce poste offre à un homme énergique et entreprenant l'opportunité d'une carrière passionnante et substantiellement rémunérée.

Envoyer curriculum vitae et photo à :

OLDHAM - B.P. 30 - 62002 ARRAS CEDEX.

IMPT. SOCIÉTÉ FRANÇAISE Spécialité réfrigération indust. Filiale puissant groupe internat. cherche

UN INGÉNIEUR DE VENTE

Chargé :

• d'étudier et de négocier avec la clientèle industrielle et les ingénieurs, des contrats importants.

Bonne connaissance technique souhaitée.

Si possible en froid industriel.

Langue anglaise souhaitée.

Résidence pendant 1 an au moins dans la région de l'Est.

Poste très intéressant.

Langue anglaise souhaitée.

UN INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé :

• d'étudier et de réaliser des projets de réfrigération, notamment de la domotique de l'habitat.

Bonne expérience technique et commerciale souhaitée.

Langue anglaise souhaitée.

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDE

DIPLOME GRANDE ÉCOLE

Chargé :

• d'étudier et de calculer des installations de réfrigération industrielle.

• d'élaborer des documents techniques et de prix des différents produits de la S.F.

Langue anglaise indispensable.

Pour ces deux postes, les candidats doivent être âgés de moins de 35 ans.

Adresser C.V. manuscrit, très concis et précis, sous la réf. 121 M 773

à M. J. B. 124, av. Ch.-de-Gaulle 92000 NEUILLY-S.-SEINE.

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

ou sous la réf. 121 M 773

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AGRO-ALIMENTAIRE

recherche pour

BASSE NORMANDIE

CHEF DES VENTES

Contacts et développement clientèle.

Conclusion et signature contrats commerciaux importants.

Sous des conditions :

35 ans minimum - Etudes supérieures commerciales (ou niveau équivalent).

Expérience distribution produits alimentaires souhaitée.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et présentations (réf. 6.82), au

CEFAGI, 89, avenue Kléber, 75014 Paris Cedex 16.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

ETABLISSEMENT DE VERNON

SEP

recherche

Contrat à durée déterminée approximative de 2 ans.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

pour étude des vibrations du lanceur de satellite Ariane (Phénomène Pogo).

Synthèse des études hydrauliques propulsières structure.

Adresser Curriculum vitae et présentations en précisant référence 161 à S.E.P. Service du Personnel B.P. 802 - 27207 Vernon.

SOCIÉTÉ EN FIERRE EXPANSION

Fabrique des produits décoratifs de haut standing pour l'industrie du meuble et la décoration

Recherche

CHEF DE VENTE EXPORT

possibilité d'évolution vers le poste de directeur des ventes export.

Il sera chargé du développement des ventes export. Il aura à sa disposition des moyens humains et matériels importants et à implémenter des structures de ventes dans les pays non européens.

Le candidat devra avoir une forte personnalité, l'expérience des négociations à haut niveau et posséder une maîtrise parfaite des langues anglaise et allemande.

Une rémunération élevée est prévue à ce poste de responsabilité.

Résidence ville de l'Est de la France souhaitée.

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations à :

P.M. R.P. 1280 34027-NANTY CEDEX, sous n° 55 180.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

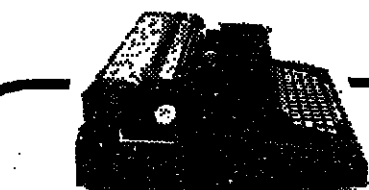
L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Comment le changement s'introduit dans l'entreprise

Cette machine à écrire à frappe automatique est un système qui modifie l'organisation du secrétariat, mais facilite le travail. Nous avons décidé de confier la commercialisation de ce produit à des

assistantes de clientèle

qui, par leur formation supérieure et leur expérience de vente, maîtrisent parfaitement les problèmes d'organisation et de secrétariat dans l'entreprise.

La phase de prospection, limitée à de grandes entreprises privées, leur permettra de déceler les besoins et d'analyser les problèmes. Elles devront convaincre les utilisateurs et les décideurs par une présentation du matériel adaptée aux problèmes de chacun.

Une formation aux produits est assurée. Rémunération fixe + primes. Postes à pourvoir à Paris.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. C11 à Monsieur GIESE - OLIVETTI FRANCE Direction du Personnel et des Relations Humaines 91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

olivetti

IMPORTANTE SOCIÉTÉ, banlieue Nord-Est dans le cadre de son expansion vous propose un poste de

RESPONSABLE SERVICE INSTALLATIONS CHANTIERS (matériels chirurgicaux)

SI VOUS ÊTES :
— Ingénieur diplômé (Ponts et Chaussées, Travaux Publics ou équivalent).

SI VOUS AVEZ :
— 5 ans d'expérience minimum ;
— le sens des responsabilités ;
— une autorité naturelle ;
— d'excellents contacts humains.

SI VOUS POUVEZ DANS LE CADRE D'UN RESEAU DE MONTEURS :
— organiser, gérer l'équipe de monteurs répartis sur l'ensemble de la métropole ;
— coordonner les travaux en liaison avec les architectes ;
— étudier, et rédiger les plans de montage ;
— effectuer de fréquents déplacements en métropole et éventuellement à l'étranger.

SI VOUS ÊTES INTERESSE :
Ecr. avec C.V. dét. sous le n° 46.777, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.



Electronique Marcel Dassault

développant ses activités dans le domaine Microélectronique Hybride

recherche

Ingénieurs

possédant quelques années d'expérience.

Spécialités recherchées :

— Définition et Réalisation d'Hybrides Logique, Analogique, Hyperfréquences

— Echanges thermiques.

Les dossiers de candidatures

— sous réf. M. 1141 à préciser sur l'enveloppe —

seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

— sous réf. M. 1141 à préciser sur l'enveloppe —

seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

— sous réf. M. 1141 à préciser sur l'enveloppe —

seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

— sous réf. M. 1141 à préciser sur l'enveloppe —

seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

— sous réf. M. 1141 à préciser sur l'enveloppe —

seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

UNE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT recherche pour son siège administratif à Paris

UN COLLABORATEUR

chargé du service administratif de production. Il devra assurer :

- la formation du personnel de son service ;
- la coordination des activités des groupes de rédacteurs ;
- les relations avec le réseau commercial.

Ce poste requiert une expérience approfondie de la gestion technique des contrats d'assurance-vie.

Référence 120.

Ces postes comportent des avantages sociaux appréciables. Une formation de départ est assurée.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé et photographie à : AGENCE DE PUBLICITE RB-CARRIERES, 20, rue Pourcroy, 75017 PARIS, qui transmettra.

DES EMPLOYÉS H et F

pour les services administratifs de production grande branche et groupe.

Le niveau requis est celui du baccalauréat mathématiques.

Une expérience en assurances-vie sera appréciée.

Référence 136.

Importante Société Française produits Grande Consommation marque renommée (non alimentaires) C.A. 60 millions, recherche pour son siège social à Paris

chef de publicité

Ce cadre, de formation commerciale supérieure, 28 ans minimum, doit avoir déjà exercé des responsabilités similaires chez un Annonceur. Il lui sera en particulier confié :

- actions promotionnelles,
- matériel P.V. et conditionnement,
- étude et réalisation des catalogues, prospectus,
- relations avec Agence,
- suivi des budgets.

Sa formation sera assurée par l'actuel titulaire appelé à prendre d'autres responsabilités au sein de l'entreprise. Connaissance anglaise très appréciée. Salaire de départ de l'ordre de 80.000 F. Ecrire sous référence 18800 M à :

INTERCARRIÈRES

5, rue de la Harpe 75003 Paris

jeune directeur de personnel

80.000/an +

Groupe important (2.500 personnes) recherche pour une de ses exploitations (effectif 500 personnes) située dans l'Est de Paris un Directeur de Personnel ayant une formation supérieure, complétée par une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction - si possible comme Adjoint d'un Directeur de Personnel d'une unité plus importante.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2503/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

la fonction personnel: un passeport pour votre carrière

Pour vous la fonction personnel est l'élément moteur du changement dans l'entreprise. Directement engagé dans l'action elle a pour rôle d'instaurer des approches nouvelles : l'esprit d'initiative, la dynamique, le sens du management s'y exerce comme dans les départements opérationnels. Leur privilège pour acquérir une connaissance en profondeur de la Société, il vous paraît également envisageable qu'un homme du personnel puisse s'enrichir par la suite d'une expérience financière, commerciale ou administrative. De formation supérieure, vous avez une expérience professionnelle de 2 ou 3 années et vous portez un grand intérêt aux relations humaines. Venez partager nos idées et participer à leur mise en application.



FORD FRANCE S.A.

Service Développement et Organisation du Personnel

244 Avenue Napoléon-Bonaparte, 92504 RUEIL MALMAISON

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE - PARIS

CADRE BANCAIRE - CLASSE IV

H. ou F. - 60.000 F

Responsable du Service Commercial, ce collaborateur doit coordonner et contrôler les activités portefeuille, escompte, encaissement, change, crédits documentaires de la banque. L'expérience des opérations avec l'étranger et la capacité à encadrer une petite équipe sont indispensables. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2508/M (à mentionner sur l'enveloppe) à : Bernard Krief Consultants, 1, rue Danton 75263 PARIS CEDEX 06.

— Si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

Pour entrée en fonction immédiate

A. T. S.

recherche

5 INGÉNIEURS-INFORMATIENS

pour Paris, Province, formation Grande Ecole, 3 à 5 ans d'expérience en informatique, connaissances HARD et SOFT Process Control.

6 INGÉNIEURS-INFORMATIENS

Grande Ecole ou autodidacte, expérience 3 à 5 ans temps réel sur mini-ordinateur.

POURVOIR : Études et réalisation de SOFT en assembleur, pour Process Control, connaissances MITRA appréciées.

3 INGÉNIEURS SOFT

exp. 3 à 5 ans mini-calculateur, connais. moniteurs, temps réel et langages évolués. Préférences sera donnée à personne ayant travaillé sur MITRA 15.

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS

3 à 4 ans expérience LOGICIEL de GESTION pr. réalisat. et maintenance SOFT applia. gestion.

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS

Formation ISEP ou ISEN, 1 à 2 ans expérience, connaissant circuits logiques, optimisation des temps, micro-programmation.

4 ANALYSTES

maximum 177, 3 à 5 ans exp. en compilat. HANDLERS SOFT de base ALGOL et PL 2.

Env. C.V. dét., A.T.S., 38, r. Maubeuge, Paris-9^e.

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

La Recherche Médicale est le prix de notre Avenir,

Nous avons besoin de vous pour faire connaître nos nouvelles spécialités,

Si vous voulez vivre une aventure professionnelle passionnante,

Si vous n'avez pas peur de vous remettre en question,

Si vous souhaitez améliorer en permanence vos connaissances,

Nous vous proposons des postes de

DELEGUES (EES)

à l'information

médicale

pour les régions suivantes :

• Paris - Réf. 1312

• Alsace - Réf. 1313

• Somme - Pas-de-Calais - Réf. 1314

• Nord - Réf. 1315

• Nièvre - Yonne - Cher - Réf. 1316

• Haute Vienne - Allier - Creuse - Réf. 1317

• Cantal - Corrèze - Haute Loire - Puy-de-Dôme - Réf. 1318

• Meuse - Haute Marne - Vosges - Réf. 1319

• Var - Réf. 1320

• Alpes de Haute Provence - Hautes Alpes - Alpes-Maritimes - Réf. 1321

• Ardèche - Gard - Tarn et Gar - Réf. 1322

Notre stage de formation, rémunéré, (6 semaines) débute le 31 Mai.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence du secteur choisi à : D. MOZER

116, rue Delagrange - 94120 Fontenay sous Bois

qui transmettra

JEUNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ALIMENTAIRE (77)

Ayant en sa possession l'opportunité qui lui permet aujourd'hui position privilégiée dans son produit et sur son marché.

Recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

(France et exportation)

— Mini. 28 ans, Formation supérieure totale ;

— une expérience en industrie alimentaire et responsabilité d'exportation globale 3 à 5 ans ;

— anglais et/ou allemand ;

— attaché au P.-D.G. il définira la politique commerciale visant au développement de la Société, et à son impact au plan image de marque ;

— homme de terrain, il est un moteur performant et saura assurer la Société dans sa course vers la 1^{re} place ;

— indispensable habiter Seine-et-Marne.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et détaillé avec photo, salaire actuel et prétentions.

JEUNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ALIMENTAIRE (77)

8, Cité d'Hauteville, 75010 Paris.

17, rue Courmouss, 91100 Evry.

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

— si vous possédez une formation universitaire du type Sciences Eco. (économiques) ou E.N.S.A.E. (2^e division), I.S.U.P., avec de bonnes notions d'informatic de gestion, vous pouvez être

— si vous recherchez pour assister le responsable du service Statistiques.

NOTRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE, de taille moyenne, offre un environnement humain et agréable pour ce poste varié et intéressant présentant de bonnes perspectives.

Ecrire avec curriculum vitae à T.A.S. sous la référence SA/BB, 17, rue la Boétie, — PARIS (8^e).

— si vous savez aller rigueur et imagination, ténacité et curiosité ;

—

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ORUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
recherche des
DELEGUES COMMERCIAUX
PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX
LYON - LILLE - TOULOUSE
Ages de 25 ans environ, ils participeront dans le cadre d'une équipe à ses campagnes de promotion de la presse écrite auprès des entreprises, des professions libérales et des collectivités.
Les candidats
devront prouver leurs goûts et leurs aptitudes pour la vente (expérience souhaitée), posséder une bonne connaissance de la presse et une solide culture générale acquise par une formation supérieure.
La rémunération
liée aux résultats, permet des gains élevés. Statut de salarié. Intéressantes perspectives d'avenir.
Adressez votre candidature à :
L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
Service des Délégués Commerciaux
15, rue Tiphaine 75015 PARIS
Joindre curriculum vitae et photo.

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.
Groupe BOSCH
— Equipements automobiles.
— Appareils ménagers.
— Automobiles.
— Camions et projecteurs Buser.
recherche pour poursuivre le développement de son système de gestion.
JEUNE PROGRAMMEUR COBOL
Débutant ou ayant une première expérience. Une formation universitaire à l'U.T. par exemple et des notions d'assemblage seront des atouts.
Restaurant d'entreprise - Avantages sociaux.
Adr. C.V. manuscrit détaillé, présentation et photo au Département du Personnel, 22, avenue Michel, — 93040 SAINT-OUEN.

APPAREILS DE PRECISION
ELECTRONIQUE ET MECANIQUE
POUR SA SOCIÉTÉ FRANÇAISE de moyenne importance près de PARIS (Ouest) UN GROUPE INTERNATIONAL recherche
DIRECTEUR DE PRODUCTION
pour PRISE EN MAINS - Méthodes • Ordo/ planning • Appro • Sous traitance • Ateliers fabrication et montage, DANS UN SOUCI CONSTANT d'EFFICACITÉ (organisation, répartition) — de RENTABILITÉ (prix de revient optimal)
• INGÉNIEUR diplômé ou niv. multivalent bien ELECTRONIQUE et Mécanique
• Réussite prouvée en réorganisation et direction de PRODUCTION dans PMI (150 à 500 pers.)
• ANGLAIS souhaité
DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération, photo (rect.) et réf. 3439 à
SC sélection conseil
6, place du MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

GROUPE FRANCAIS
(C.A. 1 MILLIARD et DEMI)
dont les 25 filiales exercent une activité multisectorielle, essentiellement commerciale mais à caractère technique, en France et en Afrique Francophone, recherche
2 FUTURS RESPONSABLES
Diplômés HEC - ESSEC - ESCP ayant déjà 2 ans minimum d'expérience des affaires.
Carrière évolutive dans filiales Afrique et France.
Env. lettre man. avec CV et le No 47026 à :
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75118 PARIS

ALLIANZ
SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
RECHERCHE
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
Pour expertises et évolutions des risques DANS SA BRANCHE TECHNIQUE
Parfaitement bilingue allemand
10 ans d'expérience pratique minimum
Env. avec cur. v. détaillé et présentations au Service du Personnel, 15, av. de la Grande-Armée, 75016 PARIS CEDEX 16

IBM
DIVISION ORDINATEURS
(moyens systèmes et systèmes complexes) recherche pour
PARIS ET LES GRANDES METROPOLES REGIONALES
16 ingénieurs commerciaux
(Hommes ou Femmes)
JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT
— Après une formation sur nos produits et notre comportement dans la vente, nous leur confierons la gestion d'un territoire où ils seront responsables de leurs actions commerciales.
— Le goût, les aptitudes réelles à la vente de produits hautement sophistiqués, justifiant des actions en profondeur et comportant des études importantes, sont indispensables.
— Les fonctions proposées offrent de larges possibilités de carrière aux candidats qui sauront faire leurs preuves.
Envoyer lettre manuscrite, CV, avec photo et prétentions sous réf. 4834A à IBM - France - Service recrutement, 2 rue Marengo - 75001 - Paris.

jeunes commerciaux
* Vous cherchez votre Entreprise...
— Une Entreprise Vous recherche !
• votre expérience de la vente directe,
• votre formation supérieure complète,
• votre habitude des contacts à haut niveau,
• vos ambitions légitimes,
vous permettant de prétendre à une évolution de carrière dans l'informatique de gestion
Nous vous invitons à rejoindre nos "sympathiques" équipes chargées de promouvoir et de développer nos méthodes de traitement sur ordinateur auprès des cabinets comptables et entreprises.
Postes à pourvoir sur PARIS et toutes régions (priorité : EST, SUD-OUEST, RHONE-ALPES).
Veuillez écrire avec C.V., photo et prétentions CCMC à Service du Personnel B.P. 62 - 38207 VIENNE.

Société de Produits de Consommation
(C.A. 75 : 500 MF dont 50% à l'exportation) appartenant à un GROUPE de taille internationale, recherche un
Chief de Produit
Il sera chargé de la gestion complète d'une gamme de Produits et de son développement. Il travaillera en étroite collaboration avec les Services Vente Europe, Contrôle de Gestion, Etude de Marché et Fabrication.
Ce poste conviendrait à :
Assistant-Chef de Produit
HEC, ESSEC, ESCP... possédant une première expérience dans les domaines Alimentaire, Electro-Ménager, Cosmétiques, Détergents...
Les dossiers de candidatures sous réf. 1135 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT**
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

ANSWARE
recherche des
INFORMATIENS
affectés par les applications de contrôle et de gestion, de processus, d'acquisition et de traitement de données en temps réel, de gestion et de télécommunications.
Une formation sup. Ecole d'ingénieurs de référence, est indispensable. Une expérience de conception et/ou de réalisation des systèmes, sera très appréciée.
Adressez C.V., prétentions et photo sous réf. AS/5 à :
ANSWARE, 135, r. de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour une de ses sociétés d'ETUDES,
DES INGENIEURS pour le développement de ses ACTIVITES "ENERGIE SOLAIRE"
Les postes :
— études de systèmes en vue de transformer et d'utiliser l'énergie solaire
— étude et réalisation des installations et matériels correspondants, conviendront à des ingénieurs grande école, ayant 2 à 5 ans d'expérience industrielle, connaissant :
• mécanique, calculs de résistance, automatismes industriels, et si possible : thermodynamique, systèmes thermiques, optique, gestion technique et financière de projets.
Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris.
Adressez C.V. détaillé manuscrit avec références et prétentions sous référence 3.664 à :
EMGEY CONSEIL
12, bd Jean MERMET, 92200 NEUILLY

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Vous avez une formation type BTS biochimie ou IUT, complétée par une expérience de la vente de matériel de laboratoire. La Société WILD Paris — distributeur des microscopes WILD et LKITE — vous propose de prospecter une clientèle « Industries et Sciences », de la suivre et d'étudier ses besoins afin de lui présenter un matériel de laboratoire sans précédent.
Le poste est à pourvoir sur le secteur Paris et R.P.
Env. C.V., photo rect. et prétentions, lettre manuscrite sous réf. 207 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS cedex 99.

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE A ACTIVITÉS INTERNATIONALES
recrute pour la promotion et l'exploitation de ses brevets et technologies deux
NÉGOCIATEURS D'AFFAIRES
de tempérament essentiellement vendeur
— ANGLAIS couramment.
— FORMATION ingénieur ou grande école commerciale, Sciences Po, Droit, Économie, etc...
— EXPÉRIENCE négociation haut niveau acquise dans industrie, banque d'affaires, sociétés d'engineering ou cabinets d'organisation.
— 30 ans minimum.
— DISPONIBLE POUR DÉPLACEMENTS longs et fréquents.
— PERSPECTIVES CARRIÈRE très ouvertes pour démont de valeur, et efficacité, dans sociétés dynamiques à forte croissance.
Adr. C.V. et photo sous n° 373.642, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Bismarck, Paris (20).

SOCIÉTÉ DE SERVICES A L'INDUSTRIE LEADER DANS SA BRANCHE
recherche
DIRECTEUR D'AGENCES
Il se verra confier l'animation et la gestion d'un groupe de sept Agences sur le secteur OUEST PARIS.
Une expérience commerciale en milieu industriel et un tempérament d'animateur sont nécessaires.
Adressez C.V. détaillé et prétentions n° 6794 P. LACHAU S.A. — 10, rue de la Courvoisier, 75003 PARIS.
CEDEX 25 qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INSTRUMENTATION PHYSICO-CHIMIQUE
cherche pour son siège PARIS
RESPONSABLE CHROMATOGRAPHIE
si place grande automatique industrielle.
Le candidat devra avoir de solides connaissances théoriques et pratiques dans le domaine de la C.P.C. technique, ainsi qu'un sens aigu commercial pour traiter avec la clientèle — déplacements fréquents.
Envoyer C.V., prétentions et photo à Régie-Presses n° 373.642, 85 bis, rue Bismarck, 75002 Paris.

opérationnel export
Le département EXPORT d'une société de réputation internationale spécialisée dans le MATÉRIEL DE MANUTENTION recherche pour PARIS
INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORT
pour appuyer son expansion vers l'ALLEMAGNE et les pays SCANDINAVES maîtrisant parfaitement l'allemand possédant l'anglais courant, faisant preuve d'un sens administratif rigoureux, le candidat devra faire état de 2 ans d'expérience dans la commercialisation des biens d'équipement ou véhicules industriels.
Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature (avec 200 à 300 lettres BP 269 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

LA DIRECTION FINANCIÈRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
TOURISME - HÔTELLERIE - RESTAURATION
Quartier Saint-Lazare
recherche
ATTACHÉ DE DIRECTION
Le candidat participera directement à la réorganisation des services comptables de la Société mère du groupe et de ses succursales à l'étranger, et à la mise en place des nouvelles procédures. Agé de vingt-cinq ans minimum. Le candidat possèdera le DECS ou équivalent. Il aura acquis une expérience d'au moins quatre années dans un poste similaire ou comme adjoint au responsable d'un service comptable. Il devra avoir le goût des contacts humains. Déplacements à l'étranger.
Envoyer C.V. manuscrit plus photo sous n° 34833. J.E.P. 28, rue de l'Aréole, Paris (8^e) qui trans.

ENTREPRISE MOYENNE FABRIQUANT DU MATÉRIEL HAUTEMENT PROFESSIONNEL DE CLASSE INTERNATIONALE EXPORTANT DANS LE MONDE ENTIER
recherche
ADJOINT A DIRECTEUR TECHNIQUE
destiné à terme à devenir
DIRECTEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
Ce poste conviendrait à JEUNE INGÉNIEUR diplômé ENSAE, ENSH ou équivalent, ou Université (DEA mécanique des fluides).
Envoyer C.V. détaillé et prétentions à ETR 8, rue Bortier - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

adjoint au chef de département Vignettes bancaires
Le collaborateur devra assister le Chef de Département tant sur le plan de la gestion de son département que sur les plans techniques, humains et commerciaux. Ce poste qui doit évoluer vers la prise en charge du département peut convenir à un Chef de fabrication confirmé spécialisé en impression offset et typ. ouvert à l'information et intéressé par les problèmes commerciaux. Réponses et discrétion assurées à la lettre man. + C.V. + photo + rém. adressée sous réf. C/3906 à Mme Butterlin.
bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

BANQUE AUXILIAIRE
JEUNE BANQUE DE DÉPÔTS
14 agences à Paris — 8 agences en province
NOTRE EXPANSION EST REMARQUABLE
Nous recherchons pour nos Nouvelles Agences de Paris
ATTACHÉS COMMERCIAUX
• Hommes jeunes et combattifs ;
• Expérience bancaire souhaitable ;
• Exploitation, capacités de créer et de développer une clientèle d'entreprises et de particuliers.
LA DIRECTION D'UNE AGENCE EST PRÉVUE A TERME, POUR ÉLÈVES DE VALÉRIE.
Prenez rendez-vous avec J.-P. WINTER, 706-51-48 — (Discrétion totale assurée.)

Ingersoll-Rand
recherche pour sa DIVISION POMPES INDUSTRIELLES
ingénieurs commerciaux
A.M., ENSEM, ICAM... Anglais indispensables.
Ils seront chargés de développer les ventes de nos matériels auprès des Sociétés d'engineering pétrolier et pétrochimique. Expérience réussie dans la profession.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 055 Service du Personnel - B.P. 713 - 78190 TRAPPES.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,96
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

La Générale Informatique d'Exploitation
recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

chefs de projets

le matériel actuellement installé se compose de :
- deux 370/158 - 4000 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 350 terminaux télé-processing.

Envoyer CV (sans référence 10.283 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081-Paris La Défense.

GIE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS désire entrer en contact avec

POLYTECHNICIEN

PROMO 65 ENVIRON

Profil Ingénieur de l'Armement. Désireux de quitter service public et intéressé par poste à responsabilité en usine, conviendrait parfaitement.

Envoyer CV TRÈS SUCCINCT sous N° 56.917 B

DoALL

DIRECTEUR DES VENTES

Une des principales firmes mondiales, constructeur et distributeur de machines-outils, outils coupant et d'équipements industriels recherche pour la France un Directeur des Ventes, dynamique et expérimenté.

L'homme que nous recherchons doit justifier d'une expérience réussie dans la branche ou tant que Directeur ou Chef des ventes, et être capable de développer la vente de la force de vente, de la gestion de la force de vente, de la gestion de la force de vente, de la gestion de la force de vente.

Un diplôme d'ingénieur en mécanique ou une formation technique sera appréciée. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

C'est l'occasion exceptionnelle pour un homme expérimenté d'organiser et de diriger son propre service.

La rémunération sera à déterminer en fonction de l'expérience et des capacités.

La candidature rédigée en anglais et à adresser à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

IMP. GROUPE DE SOCIÉTÉS

pour BRAY-SUR-SEINE-77 RESPONSABLE SERVICE PERSONNEL (40 pers.) chargé principalement de la gestion de la force de vente, de la gestion de la force de vente, de la gestion de la force de vente.

Ingénieur, 35 ans, diplôme, expérience, dynamique, capable de diriger son propre service.

Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

S.C.C.I.

1. PROGRAMMEUR P.S. 1. Assembl. sous args O.S.

2. ANALYSTE PROGRAM. V.S.M. CICS IMS

3. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

4. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

5. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

6. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

7. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

8. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

9. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES
Génie civil proche banlieue Ouest rech. pr son département T. P.

INGÉNIEUR

capable assurer fonction chef de groupe, 5 ans d'expérience minimum env. en ouvrages d'art, grands ouvrages et d'ouvr. courants.

Ecr. lettre candid. manuscrite et C.V. détaillé à : HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris. Réf. 59.570.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

NORD DE PARIS recherche une

ASSISTANTE SOCIALE

ayant plusieurs années d'expérience en usine.

Ecrire à M. MALBEC, 114, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS, qui transmettra.

COLLABORATRICE

Formation supérieure : langue moderne ou psychologie ; Disponible pour voyages d'études importants au cours des deux prochaines années.

Env. C.V. et lettre manuscrite à : T. 84.63 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

JEUNE TITULAIRE MAÎTRISE INFORMATIQUE

Ecrire av. C.V. et prêt. à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

GRANDE ADMINISTRATION TECHNIQUE

recrute

Ingénieur

Avec formation économique complémentaire 2 ou 3 ans d'expérience souhaités. Le candidat aura à assumer la responsabilité d'études de prévision économique dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement régional.

Lieu de travail : PARIS.

Adress. C.V. détaillé et prêt. sous réf. 6066 à

LTP 31 Bld. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra

2 INGÉNIEURS INFORMATIQUES

sur I.B.M. 7, ayant expérience Process et langage d'assemblage. HAUT SALAIRE. Envoyer C.V. détaillé à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

CADRE COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à (candidat) de 30 ans minimum.

• Nous demandons :
- Solide expérience de vente (si possible multi-branches)
- Très grande disponibilité pour déplacements (notamment en France)
- Connaissance des marchés (notamment en France)
- Connaissance des techniques de vente (notamment en France)
- Connaissance des techniques de vente (notamment en France)

• Nous offrons :
- Excellente situation matérielle
- Réelles possibilités d'évolution
- Ambiance agréable
- Travail en équipe

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers déplacements professionnels, adressée à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

Dessinateur

Expér. d'une dizaine d'années dans un chantier naval.

Il aura à établir les plans d'études et les sollicitations plus ou moins détaillées d'un navire, ainsi que la responsabilité du suivi de leur construction.

Connaissances des machines utilisées dans ces industries, souhaitées, mais non indispensables. Qualité d'expression écrite et orale appréciée.

Adress. C.V. et prêt. à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

5. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

6. ANALYSTE PROGRAM. min. Ordinateur. Envoyer CV, détaille à : M. R.A. BÉDELLE, DoALL, 5 rue de la République, 103, av. P.V. Courbevoie, 92120 LA COURNEUVE

secrétaires

de direction

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS EXPERIMENTÉE

30 ans minimum. Niveau IV - Echelon I. Libre de suite.

5 X 8 - Tickets restaurant.

Ecr. n° 47.331, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.2

Sténodactylos

C.I.T. ALCATEL PARIS recherche pour ses SERVICES COMMERCIAUX

STÉNOGRAPHES BILINGUES ANGLAIS

possédant quelques années d'exp. dans poste similaire. Postes à pourvoir rapidement.

Adress. C.V. photo et prêt. à : C.I.T. ALCATEL, Service du personnel, 53, rue Emery, 75725 PARIS CEDEX 12.

Secrétaires

Dactylo RUSSO PROTECHNA 77-28-35.

représent. offre

IMPORT. SOC. CARTONNAGE SUD FRANCE rech. pr PARIS et Rég. perenn. Collabor. pour les places juridiques, financières et administratives - Trilingue

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour sa Direction Comptable et Financ.

UN COMPTABLE EXPERIMENTÉ, 30 ans min. 3 ans minimum d'expérience D.E.C.S. ou B.P.

Sera l'adjoint direct du Chef de la Comptabilité. Connaissance de la comptabilité analytique, des budgets, des coûts et notions d'anglais appréciées.

POSITION CADRE Libre rapidement

Ecrire avec C.V. à n° 47.331, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.2

VINPRIX

pour ses Supermarchés en région parisienne (250 ans)

RESPONSABLE ALIMENTAIRE

compétents et expérimentés. Possibilité embauche immédiate.

Ecrire avec C.V. et photo à : S.E.V.B. M. MALET, 1, rue des Minimes, 94120 RUNGIS.

COMPAGNIE CONTINENTALE EDISON

7, rue Ampère, 93132 MASSY, recherche pour son service formation :

AGENT TECHNIQUE

SPECIALISTE Télévision noir et blanc et couleurs pour formation technique. Grande expérience souhaitée.

Adress. C.V. et prétentions au Service du Personnel, ou téléphoner pour prendre R.V. 720-44-72, poste 569.

STÉ DE SERVICES

Spécialiste de la formation technique internationale recherche

UNE ATTACHE (E) COMMERCIAL (E)

2 ans expérience minimum dans la profession. Salaire annuel : 70 000 F. T8. R.V. 202-77-02 - 205-24-18.

ETUDIANT BRÉSILIEN

aux 8x-Arts ch. trav. au p. 18. de 19 h. à 21 h. 37-45-28.

autos-vente autos-vente

JAGUAR

XJ6 à partir de 71 000 F + T.L. 1105 F ALIGRE

PARTICUL. A PARTICUL. BAHNERA 2. Fév. 75

Particul. à Particul. Radio, carte, antenne électrique, 1000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

occasions

Cadre Louis XVI av. armoire, 2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

ACHAT très cher : tous bijoux, bijoux, argent, or, platine, diamants, pierres précieuses, etc.

l'imm

VALLONNE

Residence Les An

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

2000 km. de voyage, 17-11-48, après 20 heures.

PRESSE

POINT DE VUE

Adapter l'imprimerie française :
comme des sauvages ou comme des civilisés ?

par HENRI KRASUCKI (*)

Si la crise de l'imprimerie française est l'une des manifestations de la décadence d'un système, elle l'est d'une façon singulière et frappante.

A quoi se ramènent les problèmes les plus aigus et donc urgents en la matière ?

1) Dans la presse parisienne, il y a un problème d'adaptation à de nouvelles techniques de fabrication entraînant des conséquences considérables dans la vie de plusieurs journaux et pour leur personnel.

2) Dans les imprimeries dites du « travail » (périodiques, livres, etc.), existent des problèmes de modernisation et de concentration.

Personne ne nie ces réalités, liées à l'évolution des techniques et à des besoins économiques. Les travailleurs de l'imprimerie et leur fédération C.G.T. les prennent en compte publiquement.

La question, l'unique question posée, au fond, est celle-ci : cette adaptation, faut-il la faire comme des sauvages ou bien comme des êtres civilisés ?

Pratiquement, faut-il que ce soit au prix de milliers de chômeurs supplémentaires ou bien en agissant d'une façon humaine et responsable ?

En détruisant tout un édifice de protection sociale, en faisant une brutale marche arrière de plusieurs dizaines d'années ou bien en préservant un acquis de progrès social ?

En faisant délibérément dégrader une branche entière de l'activité industrielle liée à la diffusion de la culture et des idées, ou au contraire en lui donnant vie et souffle ?

Voyons les choses de plus près. Dans la presse parisienne, des procédés nouveaux de fabrication permettent une sorte de décentralisation de l'impression favorisant la recherche d'une plus large diffusion en province. Ils risquent d'entraîner des licenciements massifs. Mais on peut tout aussi bien imaginer des modalités qui les évitent.

Les directions de France-Soir et du Figaro menacent de précipiter les choses, unilatéralement et en brisant le système d'accords conventionnels des travailleurs de la presse parisienne.

La chose est grave et imminente. On voit bien que l'affaire du Parisien libéré était dès le début, comme nous l'avons dit, tout autre chose que le caprice d'un milliardaire despotique, ami de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Pompidou.

Il s'agissait déjà du même problème d'adaptation technique, que M. Amaury prétendait régler à la hussarde, en jetant dehors six cent cinquante travailleurs et en brisant le syndicat du Livre, au prix d'une incroyable accumulation d'illégalités et d'injustices, couvertes jusqu'à présent encore par le gouvernement.

Le scandale dure depuis un an. Mais l'opération Amaury, destinée à ouvrir la voie à d'autres, a été mise en échec par la remarquable ténacité des travailleurs du Parisien libéré et de toute la presse parisienne, lesquels avaient parfaitement compris ce qui était en jeu.

Cette bataille a déjà coûté à M. Amaury, aux banques qui le soutiennent et au gouvernement, infiniment plus cher que la solution négociée proposée par la C.G.T.

Cela ne suffit-il pas ? Que veulent au juste M. Ferry et les dirigeants de France-Soir (autrefois dit Hachette et Paribas), et ceux du Figaro (M. Hersant et ses soutiens financiers et politiques) ?

Résoudre les problèmes techniques et économiques ou bien liquider les droits sociaux et frapper un syndicat qui leur déplaît ?

Croient-ils qu'ils recevront dans ce dernier cas une réponse moins résolue que M. Amaury ?

L'inter-syndicale C.G.T. de la presse parisienne demande depuis plusieurs mois un « accord-cadre » pour l'ensemble des quotidiens de Paris. Ses propositions permettent de répondre aux nouvelles nécessités techniques, de résoudre les problèmes d'adaptation du personnel, des normes de travail, des effectifs sans faire de chômeurs ni frapper le pouvoir d'achat et les droits syndicaux des travailleurs.

Il est évident qu'un tel accord devrait entraîner la solution convenable du conflit du Parisien libéré. Cette solution nécessite que s'engage, enfin, et simultanément aux discussions de l'accord-cadre d'ensemble, une négociation sérieuse entre M. Amaury et le syndicat.

Le gouvernement et les groupes financiers ont, s'ils le veulent, tous les moyens d'en venir là.

Dans les imprimeries du « travail », la nouvelle vague de concentration s'accompagne d'un malthusianisme scandaleux, spécialement dans le domaine de la presse périodique.

Ce malthusianisme sévit conjointement dans l'industrie papetière :

50 % des publications périodiques sont confectionnées à l'étranger, ce qui représente l'équivalent de quinze mille emplois dans l'imprimerie ; 50 % du papier consommé en France est importé de l'étranger, ce qui est le deuxième élément du déficit du commerce extérieur après le pétrole.

Or la France est le mieux placé des pays du Marché commun, par ses ressources, pour développer l'industrie papetière. D'autre part, la coopération économique ne saurait justifier une telle fuite des travaux d'imprimerie.

Ce sont les défaillances gouvernementales et patronales, et non les coûts salariaux qui en sont à l'origine.

Les concentrations et modernisations en cours sont conçues pour maintenir cette situation. Elles entraînent dans une première étape plusieurs centaines de licenciements à la Néographe, principal groupe de l'imprimerie française. Cette opération se fait conjointement avec la liquidation de papeteries impliquant également de nombreux licenciements.

De puissants groupes financiers y interviennent dans une combinaison étonnante : Hachette, Proust, Paribas, Béghin, La Chèpelle-Darblay, Aussedat.

Dans toutes les opérations qui visent la presse, l'imprimerie dans son ensemble et le papier, l'on trouve au centre : Paribas et Hachette.

Par ailleurs, Chaux, et renommée, est en liquidation, et six cent cinquante travailleurs s'y opposent, tandis que de nombreuses petites imprimeries sont liquidées. Des conflits y durent depuis de longs mois, et une bataille de grande envergure s'amorce à la Néographe et dans les papeteries.

Nous savons ce qu'est le capitalisme et de quelle façon brutale il règle ces problèmes dans tous les secteurs de l'économie.

Nous savons parfaitement qu'il est globalement incapable de résoudre de façon rationnelle et humaine les grandes mutations de l'économie.

Pourtant s'il est une branche où, pour un ensemble de raisons particulières, historiques, d'usages, d'intérêts, de traditions contractuelles, il devrait être possible de trouver des solutions négociées à ces questions, c'est bien l'imprimerie.

Si même dans ce secteur vous en êtes-là, si votre talm canine de profits

vous pousse à ces extrémités, alors vous êtes au plus bas...

Quel tableau d'une carence totale du capital et du pouvoir politique, d'une immense braderie ! vous n'êtes que des liquidateurs universels.

Liquidateurs du travail manuel que vous prétendez préserver. Des droits sociaux que vous annoncez vouloir étendre. Du droit du travail que vous prétendez libéraliser.

Liquidateurs d'une industrie graphique aux racines séculaires, dont vos porte-parole en sont à déclarer qu'elle n'a ni tradition ni vocation en France.

M. Chirac est saisi depuis le 1^{er} octobre de propositions claires et constructives pour l'ensemble des problèmes de l'imprimerie, présentées au nom de la C.G.T. par son secrétaire général et celui de la Fédération du livre. Il n'a toujours pas répondu.

Le gouvernement a choisi l'inertie. Il laisse traîner les conflits : un an déjà pour le Parisien libéré, dans l'espoir de décourager les travailleurs comme il laisse sans solution tant de problèmes sociaux brûlants.

Le patronat agit de même. Où donc conduit une politique qui accepte de pousser les gens à bout, de placer des catégories, des professions entières dans des situations sans issues ? Socialement à des affrontements aigus. Politiquement, le dernier scrutin en donne une idée.

Lorsque les travailleurs de l'imprimerie disent : « Si nous n'avons d'autre choix que notre liquidation, le chômage massif ou bien nous battre avec l'énergie de ceux qui n'ont rien à perdre, nous nous battons, quoi qu'il en coûte », il faut les croire.

Il est vraiment urgent de négocier enfin et sérieusement.

Admission au centre de formation des journalistes. Les non-bacheliers qui voudraient se présenter à la sélection d'entrée au Centre de formation des journalistes (7 et 8 septembre 1976) doivent passer un examen préliminaire le samedi 29 mai prochain. Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes : ne pas s'être présentés au baccalauréat dans les deux années précédentes ; avoir vingt et un ans au moins et vingt-trois ans au plus, sans dérogation éventuelle à demander au moment de l'établissement du dossier d'inscription ; pour les garçons, être dégages des obligations militaires (inscriptions avant le 21 mai au C.F.J., 33, rue du Louvre, Paris (2^e)).

LA VIE SOCIALE

SALAIRES

Les syndicats de fonctionnaires se prononcent sur les nouvelles propositions du gouvernement en légère progression sur ses offres antérieures

L'ensemble des fédérations syndicales de fonctionnaires doivent faire connaître, d'ici la fin de la semaine, leur réponse au projet de protocole d'accord, dont l'élaboration avec le secrétariat d'Etat à la fonction publique s'est achevée lundi 15 mars au soir. Des consultations des sections syndicales et des organes exécutifs des différentes fédérations sont en cours.

Sur plusieurs points, le projet d'accord a été amélioré par rapport au « relevé des discussions » établi par M. Pécresse avant la grève des fonctionnaires du 9 mars. En voici les grandes lignes :

● **MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT** : comme l'an dernier, un mécanisme d'ajustements trimestriels des traitements est prévu en fonction de l'augmentation des prix constatée le trimestre précédent ; les provisions suivantes ont été prévues : 1,40 % le 1^{er} janvier, 1 % le 1^{er} avril, 0,75 % le 1^{er} juillet et 1^{er} octobre.

La provision du 1^{er} janvier précédemment proposée était de 1,30 % seulement ; les syndicats réclamaient 1,50 %. Selon la C.F.D.T., cette provision ne sera en fait que de 1,20 %, car le gouvernement entend récupérer 0,20 % de « trop perçu » au titre de l'année 1975.

● **PROGRESSION DU POUVOIR D'ACHAT** : quatre points uniformes (1 point vaut environ 9 francs par mois) seront accordés ; une partie des 1^{er} janvier pour les catégories les plus basses, une partie le 1^{er} juillet. Un cinquième point uniforme sera pris sur le maintien du pouvoir d'achat. Le gouvernement proposait, début mars, deux points, tandis que les syndicats en réclamaient cinq.

La prime de 50 francs accordée l'an dernier à la plus basse catégorie de fonctionnaires (cinquante mille bénéficiaires environ) est portée à 75 francs, comme le demandaient les syndicats, au lieu de 60 francs initialement promis.

Un point et demi d'indemnité de résidence (au lieu d'un seul d'abord proposé) sera intégré dans le salaire le 1^{er} octobre.

La dernière zone de salaire est relevée le 1^{er} octobre, ce qui intéresse 55 % des fonctionnaires et représente 0,57 % d'augmentation de la masse salariale ; cette mesure constitue une étape vers la suppression de la dernière zone de salaire.

Enfin, différentes autres mesures visent à réduire la hiérarchisation des suppléments de traitement : relèvement du plancher de l'indemnité de résidence et de celui du supplément familial.

La durée du travail des fonctionnaires effectuant quarante et une heures trente par semaine ou davantage sera ré-

duite d'une demi-heure à compter du 1^{er} octobre ; cette proposition est nouvelle, les syndicats réclamaient une heure de réduction.

Si les pouvoirs publics ont accepté de mettre à l'étude un projet abaissant l'âge de la retraite d'un an pour les femmes ayant élevé un enfant et de deux ans pour celles en ayant élevé deux, ils ont, en revanche, refusé la constitution de deux groupes de travail, l'un sur la réforme de la grille indiciaire, l'autre sur la révision des codes des pensions. Tous les syndicats regrettent d'autant plus ces refus qu'ils estiment que les mesures prises ces dernières années en faveur des bas salaires vont aboutir, dès l'an prochain, à un blocage total des grilles indiciaires.

Faits
et chiffres

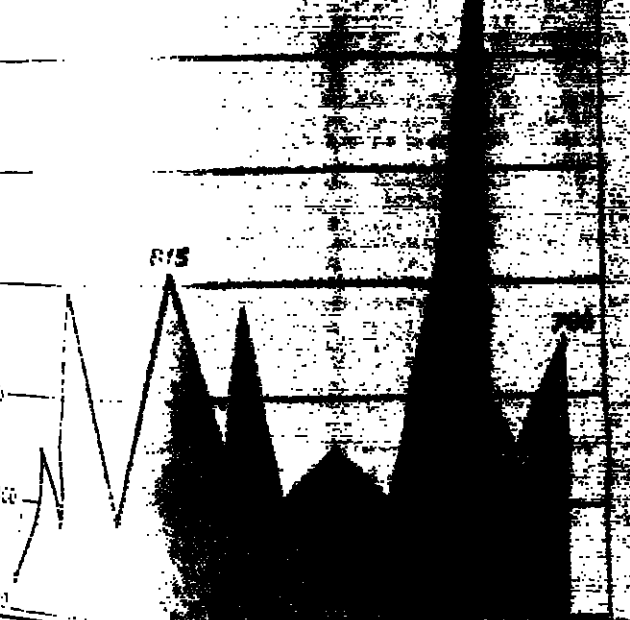
● **CONSEIL D'ETAT** : M. René Grégoire, président de la section des travaux publics. Par décret paru au *Journal officiel* du 16 mars, M. Roger Grégoire, conseiller d'Etat, est nommé président de la section des travaux publics du Conseil d'Etat, en remplacement de M. René Martin, admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 15 mars.

● **PLUS DE HUIT CENT CINQUANTE MILLE EMPLOYES JAPONAIS DU SECTEUR PUBLIC ET DES ENTREPRISES NATIONALES** se sont mis en grève, mardi 16 mars, pour vingt-quatre heures. Ils demandent des augmentations de salaires, et réclament la garantie de l'emploi, de même que l'établissement d'un salaire minimum national.

● **MISE AU POINT** : A la suite de la publication, dans nos éditions du 12 mars, d'un article relatif au projet de fusion entre Alstom et les Chantiers de l'Atlantique, la société Stein Surfact, qui fabrique des fours et des équipements thermiques et industriels, nous demande de préciser qu'elle n'a aucun rapport avec la société Alstom qui a pris le contrôle de Stein Industrie.

Le par

CUIVRE



C'est la Fête du Printemps

2 semaines de prix exceptionnels. A tous les rayons, à tous les étages, dans tous les magasins.



Printemps
Hausmann/Nation/Parly2/Vélizy2/Creteil

Bureau de recherches géologiques et minières

Le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) a été créé en 1963, à la suite de la fusion de l'Institut national de la recherche scientifique (I.N.R.S.) et du Service national de la recherche scientifique (S.N.R.S.). Il a pour mission de mener des recherches géologiques et minières, de collecter et de classer les données relatives au sous-sol de la France, de réaliser des cartes géologiques et minières, de participer à l'élaboration des politiques nationales et internationales en matière de géologie et de mines, et de diffuser les résultats de ses travaux.

Le B.R.G.M. est organisé en quatre directions : la Direction des recherches géologiques et minières, la Direction des cartes géologiques et minières, la Direction des données géologiques et minières, et la Direction des relations extérieures et de la diffusion.

Le B.R.G.M. dispose de nombreux laboratoires de recherche, de bibliothèques, de collections, et de centres de documentation. Il est également membre de l'Union internationale de la géologie et des sciences de la Terre (I.U.G.S.T.) et de l'Union internationale de la géologie et des sciences de la Terre (I.U.G.S.T.).

L'ÉVÉNEMENT

LA FRANCE ET LES MATIÈRES PREMIÈRES

A PRES la flambée vertigineuse qui culmina en juin 1974, la chute non moins vertigineuse qui s'en est suivie et le rasage de l'année 1975, les marchés de matières premières ont subi de légers remous. On a pu constater que les prix ont baissé, certes, mais les stocks restent énormes ; accumulés pendant la dépression qui a anéanti l'économie mondiale pendant ces derniers mois, ils pèsent de tout leur poids et peuvent contraindre un mouvement de reprise pour des matières comme le cuivre, par exemple.

Mais l'amélioration de la conjoncture dans les principaux pays industrialisés, notamment aux États-Unis, entraîne progressivement une augmentation de la demande au stade des

utilisateurs. En outre, l'apparition de nouveaux venus sur les marchés des changes, reflétant l'insécurité des milieux financiers internationaux, a commencé à faire « bouger » les marchés des matières premières, notamment ceux des métaux non ferreux.

Brochant sur le tout, l'incendie qui s'est allumé sur les frontières entre la Rhodésie et le Mozambique, et qui menace de gagner toute l'Afrique centrale, ravive les craintes d'une interruption éventuelle des livraisons de cuivre. La conjonction de tous ces facteurs risque donc de renchérir les approvisionnements des pays consommateurs au moment où leurs économies se redressent, et donc, d'attiser les feux de l'inflation. Certes, la lenteur de ce redressement empêche, du moins

dans l'immédiat, le retour au climat de spéculation fiévreuse et de pénurie artificielle que l'on pouvait observer il y a moins de deux ans. Les gouvernements des pays consommateurs ne doivent pas moins se préoccuper du coût et de la sécurité de leurs approvisionnements en matières premières dans les années qui viennent, et s'efforcer d'atténuer les incidences d'une tension éventuelle.

En ce qui concerne la France, dont le degré d'autonomie n'est pas particulièrement élevé, sauf pour certains produits (fer, aluminium, soufre, potasse), et qui est très vulnérable pour les métaux stratégiques (cuivre, zinc, chrome), les pouvoirs publics ont pris une série de mesures destinées à réduire

partiellement cette dépendance. Un stock national de sécurité est en cours de constitution et un programme d'économie de matières premières et de recyclage a été lancé. Surtout, la mise en valeur des ressources nationales est activement poussée, avec un important soutien aux efforts de recherches en France et à l'étranger, où un programme de coopération bilatérale et multilatérale devrait porter ses fruits dans les années qui viennent. L'instrument privilégié de cette nouvelle politique est le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), établissement public chargé de développer la recherche avec les groupes industriels et les pays recelant des gisements.

FRANÇOIS RENARD.

Le paradoxe du cuivre

LE cours du cuivre sur le marché des métaux de Londres vient de monter de 20 % en quinze jours, atteignant 700 livres sterling la tonne. Cette hausse rapide ne signifie nullement que les utilisateurs aient repris leurs achats à grande cadence. C'est simplement la chute de la livre sterling qui a renversé les courbes monétaires et incité certains spéculateurs à se réfugier, comme d'habitude, dans les valeurs réelles que sont les métaux non ferreux. De plus, si l'on se reporte au graphique ci-dessous, l'on s'aperçoit qu'exprimé en monnaie anglaise le cours du cuivre était encore il y a quelques semaines au plus bas cours depuis dix ans et même depuis trente ans. En éliminant les « points » spéculatifs à 800 livres la tonne en

taille (35 % pour la monnaie anglaise depuis 1971).

Ce marasme, cette crise profonde qui frappe très durement les pays exportateurs (Chili, Pérou, Zaïre, Zambie, dont l'extraction du minerai constitue souvent la principale ressource) est due à la forte diminution des achats de métal en 1975 (-40 %), due à la fois à la réduction de la consommation industrielle et au détachement massif pratiqué par les utilisateurs. Constativement, les stocks se sont gonflés massivement à la production (400 000 tonnes), dans les docks de Londres (800 000 tonnes) et au Japon (450 000 tonnes), où des contrats anciens ont dû être honorés. Ces stocks, dont le volume a atteint un niveau historique de 1 800 000 tonnes, représentent 20 %

ché se demandent s'il n'est pas à la veille de s'orienter à la hausse.

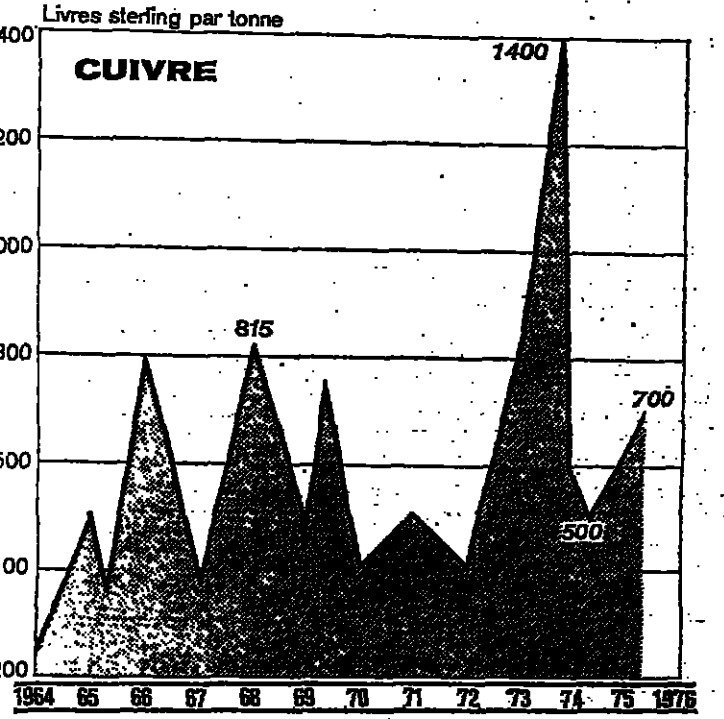
En premier lieu, la consommation réelle de métal rouge ne diminue plus, et même commence à augmenter. Aux États-Unis, la « boom » de la construction automobile y contribue, en attendant le redémarrage du bâtiment, gros consommateur de tuyaux. On a noté que les transformateurs industriels se préoccupent de reconstruire des stocks tombés à un niveau extrêmement bas. Il est donc prévisible que la demande va croître régulièrement tout au long de 1976, et plus encore en 1977.

En second lieu, la tension régnant désormais en Afrique australe fait craindre que les exportations de cuivre ne puissent éventuellement être interrompues : le Zaïre et la Zambie évacuent leur production par des voies ferrées qui traversent l'Angola ou le Mozambique.

En troisième lieu, la reprise de l'agitation sur les marchés des changes est susceptible de provoquer un stockage spéculatif dont l'ampleur pourrait surprendre. Les spécialistes estiment que, en deux mois, 50 % des stocks mondiaux, soit 900 000 tonnes, pourraient changer de main et se trouver « gelés » chez des opérateurs étrangers de se protéger contre l'érosion monétaire, délaissant de « jouer » une hausse du prix, ou simplement préoccupés de « se couvrir » contre cette hausse dans le cas d'industries incorporant du cuivre dans leur fabrication.

L'incertitude règne donc, avec, toutefois, la possibilité d'un mouvement ascendant prononcé, pour lequel tous les éléments se trouvent réunis.

Inutile de dire que les producteurs attendent ce mouvement avec impatience. Les quatre pays réunis au sein du CIPEC (Chili, Pérou, Zaïre, Zambie), qui assurent 38 % de la production mondiale et 55 % des exportations, ont dû, depuis un an, réduire de 15 % leurs livraisons, et ressentent douloureusement la crise actuelle. A Genève, ils vont prochainement rencontrer les pays consommateurs, afin d'obtenir non seulement une régulation des marchés, mais surtout la garantie d'un prix plancher, qui ne saurait être inférieur à 700 livres la tonne.



1969-1969 et à 1 400 livres en mai 1974, le prix du métal rouge, de 500 livres en 1975, n'était que de 400 livres en 1974, et s'inscrivait bien en-dessous si l'on tient compte de l'érosion moné-

à 25 % de la consommation mondiale (8 millions de tonnes). En théorie, leur seule existence est destinée à empêcher durablement toute reprise du marché du cuivre. Et pourtant, les spécialistes de ce mar-

LES DEGRÉS D'AUTONOMIE

COMME l'indique le tableau ci-dessous, le degré d'autonomie de notre pays est assez variable suivant les substances. La France est totalement indépendante en ce qui concerne le soufre, extrait du gaz de Lacq, dont la production doit néanmoins commencer à diminuer après 1982. Elle l'est également pour la potasse, grâce au gisement d'Alsace.

Degré	Substance
Fort ou supérieur à 100 %	Soufre Aluminium Fluorine Fer Potasse Plomb
De l'ordre de 50 %	Platine Zinc
De l'ordre de 30 %	Cuivre Molybdène Zinc Chrome Cobalt Tungstène
Situation spéciale	Nickel
* Avec ou sans la Nouvelle-Calédonie.	

Les gisements de bauxite en Provence la rendent théoriquement indépendante pour l'aluminium. Cependant, elle importe du métal et du minerai et exporte de l'alumine. Pour le minerai de fer, elle est à peu près autonome, utilisant et exportant la minette lorraine à base de teneur et important, pour ses usines côtières, des minerais exotiques à haute teneur. En comptant encore la fluorine, dont il existe de nombreux gisements sur le sol national, c'est à peu près tout ce

LES PRINCIPAUX POSTES DÉFICITAIRES DE LA BALANCE COMMERCIALE DES MATIÈRES PREMIÈRES (pétrole exclu) (en milliards de F en 1974)	
Cuivre	3,8
Aluminium	1,9
Zinc	0,9
Nickel	0,5
Chromite	0,5
Manganèse	0,5
* Dont phosphates 1,6.	

dont dispose la France pour assurer elle-même ses approvisionnements. Pour la grande majorité des métaux non ferreux, elle dépend presque entièrement de l'étranger, avec un minimum toutefois pour le plomb, le zinc et le tungstène, dont les gisements métropolitains fournissent une part réduite de la consommation nationale. Il convient de noter, néanmoins, pour ces métaux, l'importance du taux de recyclage sur récupération qui s'élève à près de 50 % pour le plomb et atteint des pourcentages élevés pour le cuivre, le zinc, le molybdène, le chrome, etc.

Un défilé total de production nationale est enregistré pour

l'étain, le manganèse, les phosphates et le caoutchouc naturel, cette dernière étant atteinte dans ce dernier cas par une production de caoutchouc synthétique, et l'on convient de mettre à part le nickel, pour lequel l'autonomie est complète avec la Nouvelle-Calédonie, et réduite à 30 % (grâce à la récupération), et l'on fait abstraction des ressources de ce territoire.

COMPARAISON DES DEGRÉS D'AUTONOMIE DES PRINCIPAUX PAYS CONSOMMATEURS				
PAYS	Minéral de fer	Métaux non ferreux et divers	Aluminium	Cuivre
France	100 (1)	45	88	40
R.F.A.	38	31	34	34
Grande-Bretagne	23	35	38	42
Japon	39	42	50	44
C.E.E.	58	58	58	58
U.R.S.S.	100	97	99	100

(1) dont 30 % exportés et compensés par 30 % importés. Source : Annales des mines, janvier 1975

L'effort des pouvoirs publics

UN conseil de planification de janvier 1975 a arrêté les grandes lignes d'une politique destinée à remédier aux carences, du moins partiellement. Les actions menées sont les suivantes :

- La mise en valeur des ressources nationales, métropolitaines et d'outre-mer, que le B.R.G.M. doit mener à bien en cinq ans, notamment à partir d'un inventaire pour lequel 125 millions de francs sont ou seront engagés. Il est prévu de prospecter plus particulièrement le Massif Armoricain, certaines parties du Massif Central et des Pyrénées et la Guyane ;
- La constitution d'un stock national de sécurité, notamment en cuivre, nickel et métaux rares, pour éviter les ruptures d'approvisionnement en cas de pénurie ou de hausses excessives des cours. Propriété de l'Etat, ce stock représentait au 31 décembre 1975 la contrepartie de 250 millions de francs, provenant de crédits budgétaires ;
- Les économies de matières premières. En avril 1975, un délégué aux économies de matières premières a été nommé. Son objectif est d'économiser 5 milliards de francs sur ce poste en 1985. Au premier

plan, la lutte contre le gaspillage et l'amélioration du recyclage, notamment pour le cuivre, premier poste déficitaire (4 milliards) de notre balance commerciale dans ce secteur. Le coup d'envoi de la campagne de récupération a été donné le 17 février dernier avec une convention pour le recyclage du verre usagé. D'autres actions sont engagées, notamment les constructions d'une usine pilote pour le recyclage du cuivre à partir de déchets de câbles, une unité industrielle de désencrage de vieux papiers. Des études enfin sont engagées pour la récupération des matières plastiques et du caoutchouc, sans oublier une substitution plus poussée de produits nationaux à des produits importés : l'aluminium à la place du cuivre, par exemple, du moins pour certains usages ;

d) Le soutien des efforts de recherche : il s'agit du « plan cuivre », avec 30 millions de francs de crédits en 1976, qui a déjà permis de découvrir le gisement de Bodennec en Bretagne. Le B.R.G.M. va mener une politique active de recherche dans plusieurs pays d'Afrique du Sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est.

RÉPARTITION DES RÉSERVES MONDIALES (en 1973)

Substance	P.V.D. (1) en %	P.E.M. (1) en %	P.E.P. (1) en %
Aluminium	58	38	6
Cuivre	45	44	11
Etain	53	4	33
Fer	26	36	38
Nickel	31	66 (2)	3
Plomb	12	71	16
Zinc	26	58	16
Phosphates	58	37	5
Potasse	2	50	48

Source : Annales des mines, janvier 1975
(1) P.V.D. : pays en voie de développement ; P.E.M. : pays à économie de marché ; P.E.P. : pays à économie planifiée.

Le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.)

LE B.R.G.M. est un établissement public à caractère industriel et commercial, créé par décret en 1959. Il résulte de la fusion des anciens Bureaux des mines de la France d'outre-mer et du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières, qui avait entrepris depuis la guerre la prospection générale de la métropole. En 1968, il a fusionné avec le Service de la carte géologique de la France qui lui a apporté son expérience centenaire.

La mission principale qui a été confiée au B.R.G.M. est de promouvoir, tant en France qu'à l'étranger, la recherche et l'exploitation de toutes les ressources du sous-sol (à l'exception des hydrocarbures et des substances radioactives). Rassemblant l'essentiel des moyens géologiques de l'Etat français, il est ainsi devenu le centre de l'exploration du sous-sol, tant par ses moyens techniques que par son personnel (deux mille trois cents personnes dont plus de cent cinquante ingénieurs et géologues) et son budget (850 millions de francs). Et, outre, il est appelé de plus en plus à participer à l'exploitation des gisements qu'il découvre, pour contribuer à la fois à la sécurité en approvisionnement de la France et à la mise en valeur des ressources des pays en voie de développement.

Son organisation repose sur deux piliers :
1) Le service géologique national, qui joue en France un triple rôle : c'est en effet à la fois :
— Un service public, chargé par l'Etat de collecter et de classer toutes les données relatives au sous-sol français, de constituer une documentation exhaustive sur les sciences de la Terre, et de

faire l'inventaire des ressources du sous-sol national en eau, matériaux, énergie géothermique, etc.

Un organisme de recherche scientifique, chargé de lever et d'éditer la carte géologique de la France et de sa marge continentale, d'effectuer des études de géologie fondamentale, enfin de faire progresser les techniques de mise en valeur du sous-sol, aussi bien au niveau de la prospection (géologie, géochimie, géophysique, l'analyse (pétrographie, minéralogie), et de la valorisation des minéraux que pour l'aménagement du territoire (hydrogéologie, géotechnique) ;

— Un bureau d'études, chargé d'effectuer en France, pour le compte de tiers publics ou privés, les études les plus variées sur l'exploitation du sous-sol. Le B.R.G.M. dispose à Orléans d'un centre de recherches doté des équipements les plus modernes, et où sont regroupés la plupart de ses bureaux, laboratoires, ateliers et moyens de calcul ; quelque sept cents personnes y travaillent, dont trois cent cinquante ingénieurs.

Il comprend, en outre, quatorze services géologiques régionaux et douze annexes, qui couvrent l'ensemble des départements français et sont à la disposition du public. Le centre d'Orléans leur assure un appui technique pour les études et recherches qu'ils entreprennent dans le cadre régional.

Enfin, bénéficiant du support et de l'aide scientifique du Service géologique national, l'Agence d'études de géologie appliquée à l'étranger a pour mission d'effectuer toutes études liées à l'aménagement de territoires étrangers (hydrogéologie, géotechnique, etc.).
2) La direction des recherches et développement miniers, agis-

sant en France et à l'étranger et à qui incombent quatre missions :

- Faire l'inventaire des ressources minières du territoire français, y compris les départements et territoires d'outre-mer ;
- Effectuer des recherches minières pour son propre compte, en s'associant éventuellement avec la profession. Ces recherches comprennent les études suivantes : de l'amont à l'aval : définition de zones d'action, prospection générale, reconnaissance d'indices, évaluation des gisements par sondages et travaux souterrains, essais de valorisation des minéraux, études économiques d'exploitabilité ;
- Gérer les développements miniers auxquels participe le B.R.G.M. : en effet, lorsqu'un gisement qu'il a découvert parvient au stade de la mise en exploitation, le Bureau peut soit promouvoir le lancement de l'exploitation, soit céder ses droits à une société exploitante contre une part du capital ou moyennant paiement d'une redevance ; le B.R.G.M. a déjà acquis de cette façon un important portefeuille minier, dont les revenus sont réinvestis dans la recherche de nouveaux gisements ;
- Enfin, effectuer des recherches minières pour le compte de tiers publics ou privés, en France comme à l'étranger.

Le B.R.G.M. est un organisme ouvert à la coopération : il travaille en liaison étroite avec l'Université et les services géologiques de divers pays ; il s'associe fréquemment, pour certaines recherches avec des sociétés minières ou des Etats étrangers. Il reçoit à Orléans de très nombreux stagiaires, et s'efforce toujours de former des techniciens locaux dans les pays où il intervient.

LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION INTÉRIEURE EN 1974

Substance	Production	Consommation intérieure	Importation	Exportation	% d'importation sur consommation
Bauxite (millions de tonnes)	2,9	3,55	1,0	0,11	27,5
Alumine (millions de tonnes)	1,1	0,8	0,3	0,3	58
Aluminium (1 000 tonnes)	303	480	243	128	100
Minéral chromé (1 000 t à 48 % d'oxyde)	370	370	0	0	100
Cuivre (1 000 tonnes)	330	330	0	0	100
Demi-produits cuivreux (1 000 tonnes)	533	544	96	35	17,6
Platine (1 000 tonnes)	11,3	11,7	0,4	0,4	203
Minéral de zinc (millions de tonnes)	55,3	52,5	15,9	18,7	26,2
Antimoine brut (millions de tonnes)	27,0	24,5	0,2	0,5	24,1
Minéral de nickel (1 000 t de Ni contenu)	136	75	0	61	0
Fer et acier brut (millions de tonnes)	67	48	15,8	48,6	46
Minéral de plomb (1 000 t. concentré)	32	198	166	0	84
Plomb métal (1 000 tonnes)	178	280	41	17	28
Minéral de tungstène (1 000 t à 70 %)	1,1	3,05	2,25	0,5	90
Minéral de zinc (1 000 tonnes concentré)	567	549	0	0	100
Zinc métal (1 000 tonnes)	287	317	51	21	25
Phosphates (millions de tonnes)	5,30	5,8	0,8	0,2	100
Potasse (millions de tonnes d'oxyde)	2,28	1,5	0,14	0,42	8

Source : Annales des mines, septembre 1975.

Il importe de distinguer entre la production à partir d'un minerai extrait du territoire national et la transformation par voie chimique ou métallurgique à partir de minerais ou de métaux bruts importés. Cette distinction est valable pour le cuivre, le plomb, le zinc, où l'industrie française

de raffinage est importante, et l'extraction métallurgique instantanée ou réduite. En ce qui concerne le minerai de fer, le pourcentage des importations atteint 50 % en tonnage effectif de fer contenu, la teneur des minerais importés étant beaucoup plus élevée que celle des minerais de Lorraine.

LA VIE ÉCONOMIQUE

APRÈS LA DÉCISION DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Les arguments et interprétations de M. Fourcade sont vivement contestés par ses collègues des Neuf

Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres des finances du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande ont pris formellement connaissance de la décision prise par la France de suspendre sa participation à l'accord monétaire européen, au cours de la session du conseil des ministres des Neuf, qui s'est tenue lundi après-midi à Bruxelles. La réunion de dimanche soir, au cours de laquelle M. Fourcade avait annoncé la décision de Paris, ne rassemblait, en effet, rappelez-le, que les ministres des pays membres ou associés au «serpent».

Ce fut l'occasion pour MM. Healey et Duitenberg, respectivement ministres des finances britannique et néerlandaise, de résumer certaines des explications et interprétations données par M. Fourcade. «Les rumeurs selon lesquelles la Banque d'Angleterre aurait «machiné» la dévaluation de la livre sont fausses. A aucun moment, la Banque d'Angleterre n'a vendu du sterling sur un marché en baisse», a ainsi déclaré au reproche adressé par M. Fourcade au gouvernement britannique d'avoir laissé dégringoler la livre sans tenter la moindre réaction.

Les répliques anglaise et néerlandaise

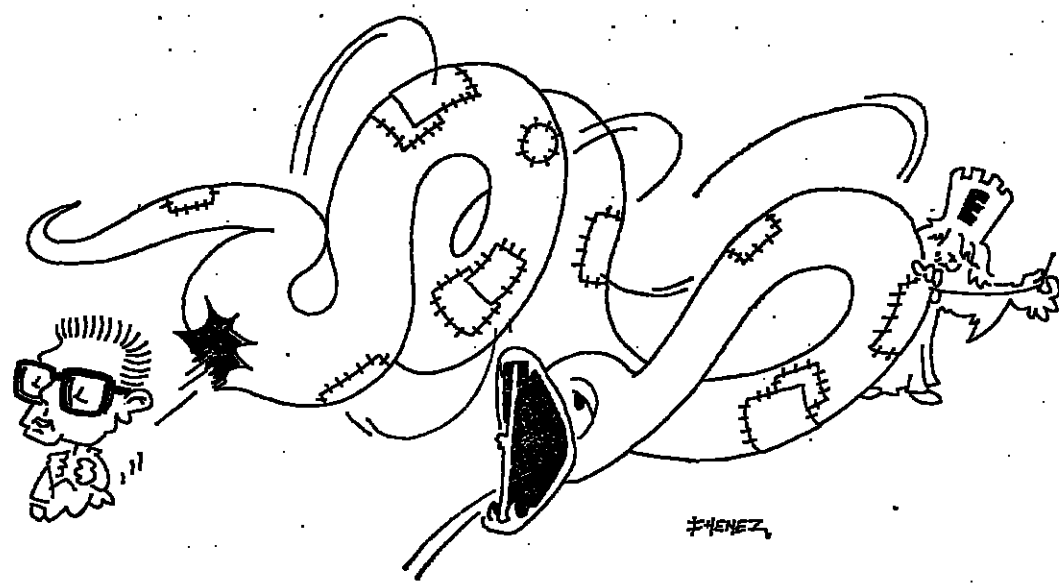
«Tout au contraire, a ajouté le porte-parole du chancelier de l'Échiquier, la Banque nationale a utilisé une partie importante de ses réserves au cours des onze derniers jours pour soutenir le sterling: si cela n'avait pas été fait, les pressions exercées sur la livre auraient bien pu être plus fortes encore qu'elles ne l'ont été.» M. Healey a expliqué que, selon le gouvernement britannique, il n'est pas réaliste de maintenir des relations de change fixe entre plusieurs monnaies aussi longtemps que le rythme de l'inflation dans les pays concernés reste différent.

L'objectif de la politique économique britannique, a-t-il poursuivi,

est de ramener le taux d'inflation au Royaume-Uni à un niveau voisin de celui existant dans les autres pays industriels: elle y a réussi, puisque le taux d'inflation a été réduit de moitié entre le premier semestre 1975 et le premier semestre 1976. Dans le même temps, cependant, les autorités monétaires ont mission de contrecarrer les fluctuations des taux de change, si celles-ci,

autorisées. La discussion aurait uniquement porté sur l'opportunité d'une modification générale des taux-pivot. M. Duitenberg et ses collègues belge, danois et suédois, ont indiqué qu'ils entendaient défendre la valeur de leurs monnaies respectives dans les mêmes conditions, c'est-à-dire

De notre correspondant



(Dessin de CHENEZ)

avec le même taux-pivot qu'aujourd'hui. «J'ai demandé à M. Fourcade si sa décision, alors annoncée, de quitter le «serpent» était due à une telle position, et il m'a répondu par la négative. Autrement dit, M. Duitenberg semble convaincu que la décision française de quitter le «serpent» était d'ores et déjà acquise: par conséquent, elle ne peut s'expliquer par un désaccord qui serait apparu au cours de la réunion de dimanche soir.

De son côté, M. Appel a confirmé, lundi, qu'il aurait pu accepter un remodelage des taux-pivot des monnaies du «serpent» incluant une légère augmentation du deutschemark. Une telle prise de position —

puisque M. Appel savait à ce moment que les pays du Benelux et scandinaves refusaient un remodelage général des taux-pivot. Il ne semble pas que les Neuf aient délibéré des conséquences agricoles de la sortie du franc du «serpent». Cependant, comme l'a indiqué M. Fourcade lundi matin, il y a tout lieu de croire que les décisions récemment prises par les ministres de l'agriculture concernant les nouveaux prix de campagne seront quelque peu aménagées. Il avait été décidé alors d'amputer les hausses des prix en France de 1,4 %, afin de tenir compte de la valorisation du franc depuis qu'il était rentré dans le «serpent». En juillet 1975, maintenant que le franc est à nouveau sorti du serpent et connaît une certaine dépréciation sur le marché des changes, il n'y a plus lieu d'appliquer cette correction monétaire de 1,4 %.

Cela signifie que l'augmentation moyenne des prix agricoles en France, au cours de la prochaine campagne, sera de 7,5 % — soit celle retenue pour les prix communs — et non de 6,1 % comme prévu initialement. En ce qui concerne le lait, dont la campagne de commercialisation vient de commencer, l'augmentation du prix indiquée au 15 mars sera, en France, de 4,5 % au lieu de 3,1 %. Elle doit être suivie, on s'en souvient.

RÉDUCTION DU DÉFICIT COMMERCIAL FRANÇAIS EN FÉVRIER

Relative bonne nouvelle pour le franc: le déficit du commerce extérieur s'est nettement réduit en février. Le commerce extérieur français en janvier a été de 242 millions (après correction des variations saisonnières). Les exportations ont progressé de 7,2 % pour s'établir à 21 445 millions de francs (19 997 millions le mois précédent), alors que les importations (assurance et fret exclus) n'ont augmenté que de 3,7 %, se situant à 21 786 millions de francs (20 917 millions).

Le taux de couverture des achats par les ventes ressort à 98,9 % en février, contre 95,6 % en janvier et 98,5 % en décembre. Depuis le début de l'année, le commerce extérieur français est déficitaire de 1 162 millions de francs; il était excédentaire de 1 022 millions pour les deux premiers mois de 1975. En un an, par rapport à février 1975, les importations se sont accrues de 15,4 % et les exportations de 7,2 %.

Commentant ces résultats, M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, souligne: «Le développement de nos échanges extérieurs s'accroît en février, tandis qu'ils se rapprochent de l'équilibre. L'ensemble le plus important est que la reprise des exportations paraît s'amplifier. Elles dépassent leur meilleur niveau antérieur.» Dans le même temps, les importations continuent à augmenter du fait de la reprise de la production et en raison du positionnement du coût de nos importations d'énergie: la valeur de ces dernières a augmenté de 1 milliard en février 1976 par rapport à février 1975, soit du tiers de l'accroissement de nos importations totales.

d'une seconde augmentation de 3 % le 15 septembre 1975. D'autre part, si le taux de dépréciation du franc se maintient ou dépasse le niveau enregistré à l'ouverture du marché, la Commission européenne décidera, lundi prochain, l'application de montants compensatoires dans les échanges agricoles afin d'en annuler les effets commerciaux. Ces montants compensatoires agissent, en France, comme une taxe à l'exportation et une subvention à l'importation. Le conseil des ministres a confirmé l'octroi par la Communauté

d'un prêt à cinq ans de 1 milliard de dollars à l'Italie et de 300 millions de dollars à l'Irlande. Pour rassembler les crédits nécessaires à cette opération, la Communauté va émettre un emprunt sur le marché international. Trois consortiums de banques, avec comme chef de file la Deutschebank, réuniront 1 milliard de dollars, et un autre consortium bancaire, avec pour chef de file l'European Banking Company Ltd, rassemblera les autres 300 millions de dollars.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE REFLUX DE LA SPÉCULATION

(Suite de la première page.)

Encore faudrait-il que les limites implicites à l'intérieur desquelles s'effectueraient le flottement soient définies sans une nouvelle dévaluation de devises. M. Fourcade a peut-être donné une indication en disant son «espoir» que le franc puisse revenir dans le «serpent» — le plus rapidement possible. Mais il n'a pas dit à quel niveau.

Le «serpent», c'est l'acceptation par chacun des membres de l'accord monétaire européen de limiter les fluctuations de sa monnaie à l'intérieur d'une étroite fourchette; mais la parité — dite «taux-pivot» — à partir de laquelle chaque monnaie fluctue à l'intérieur du «serpent», peut être révisée. C'est ainsi que Bonn a relevé par deux fois déjà la parité centrale du deutschemark et que La Haye a pareillement majoré une fois le cours du florin. Il serait par conséquent légitime que Paris abaisse la parité du franc avant un éventuel retour de celui-ci au sein du «serpent».

Les prochaines semaines ou les prochains mois diront si une solution pourra être dégagée au niveau de la Communauté, ce qui n'a pu être fait dans la nuit de dimanche à lundi. Notons, au passage, que, suivant les indications du fameux modèle physico-financier (dit PIFT) mis au point par l'INSEE pour simuler l'évolution de l'activité économique française, une dévaluation du franc inférieure à 10 % exerce davantage d'effets «paravers» que d'effets stimulants: le coût des importations augmente immédiatement, alors que l'avantage de change obtenu reste trop

maigre pour «doper» les exportations. D'où un déficit commercial accru. La seconde réflexion porte sur le fait que le décrochage du franc a été aussi tardif: au lendemain des élections cantonales, souligne l'opposition. Pourquoi avoir attendu le dimanche soir pour tenir une réunion des Neuf à Bruxelles, perdant ainsi inutilement près de 1 milliard de dollars? Sur un plan strictement monétaire, il semble que jusqu'au dernier moment le gouvernement français ait espéré un soutien communautaire, et notamment allemand, qui lui a finalement fait défaut, les autorités de Bonn se refusant en fait — sinon en paroles — à réévaluer le deutschemark avant l'échéance électorale d'octobre.

Sur un plan politique, on peut douter que l'Elysée aurait consenti à annoncer publiquement l'échec éclatant de sa politique européenne et à avoir le deuxième tour des cantonales, au cas où la décision de décrocher le franc aurait été acquise dès le milieu de la semaine, devant l'acclamation de la spéculation. Ce qui n'est d'ailleurs pas prouvé.

Que ce soit pour des raisons techniques, ou pour des motifs politiques, la décision tardive de Paris a en tout cas porté un coup plus atteignant à la crédibilité des pouvoirs publics, tant auprès de l'opinion française que des capitaux étrangers. La réputation de sérieux et de technicité à laquelle tenait M. Giscard d'Estaing est sérieusement ternie. Le franc, comme la livre et la dracme, appartient de nouveau au camp des monnaies faibles.

FRANÇOIS RENARD.

R.F.A. : un moindre mal

De notre correspondant

Bonn. — «Un moindre mal», c'est ainsi que l'on juge dans les milieux économiques et financiers de la République fédérale la décision de la France de laisser flotter le franc. Sans doute les exportations allemandes vers la France devaient-elles plus chères en fonction de la dépréciation de la monnaie française et les importations de la France vers la R.F.A. seraient-elles facilitées, mais une réévaluation du deutschemark aurait touché l'ensemble du commerce extérieur allemand.

Au ministère fédéral de l'économie, on fait d'ailleurs remarquer que les exportations de la R.F.A. ont dépendu, dans le passé, beaucoup plus de la situation conjoncturelle des partenaires que des fluctuations monétaires. M. Grottel, porte-parole du gouvernement fédéral, a confirmé, au cours d'une conférence de presse, que Bonn attachait une grande importance au maintien du «serpent», même après le retrait de la France. Il a assuré que le gouvernement ouest-allemand avait proposé un ajustement général des parités au sein du «serpent» pour permettre au franc français d'y demeurer. Cette solution aurait eu pour conséquence pratique une légère réévaluation du DM et des autres monnaies et une dévaluation du franc. M. Apel, ministre des finances, se serait élevé à Bruxelles à l'opposition de la France et des

autres partenaires (1). Selon M. Grottel, Bonn ne compte pas sur un retour rapide du franc dans le «serpent» et considère comme peu vraisemblable que la Suisse pose de nouveau sa candidature à l'accord monétaire européen.

Les commentaires de la presse ouest-allemande sont, en général, sévères pour la politique économique française et, par là même, pour la politique de Bonn. Ainsi la Frankfurter Rundschau (libéral de gauche) pense que le chancelier Schmidt a voulu placer le barre trop haut: «Un rhinocéros ne peut pas sauter au-dessus d'une barrière de trois mètres sans se couper le souffle sur ses propres ailes et les chances de survie du «serpent» seraient aujourd'hui plus grandes. La Frankfurter Allgemeine Zeitung (proche des milieux d'affaires) a trouvé, elle, la cause de tous les maux: «La perte de confiance dans la livre, la dracme et le franc est une conséquence du dérapage politique vers la gauche que l'on peut observer dans les trois pays.»

DANIEL VERNET.

(1) M. Apel avait effectivement donné lundi en fin de matinée à Bruxelles cette version des faits. Il semble, en réalité, que la proposition allemande ait été plus apparente que réelle. M. Apel sachant que plusieurs autres ministres (ceux du Benelux notamment) s'opposeraient à une rectification des parités, notamment de celle du deutschemark.

DANEMARK : pas de dévaluation de la couronne

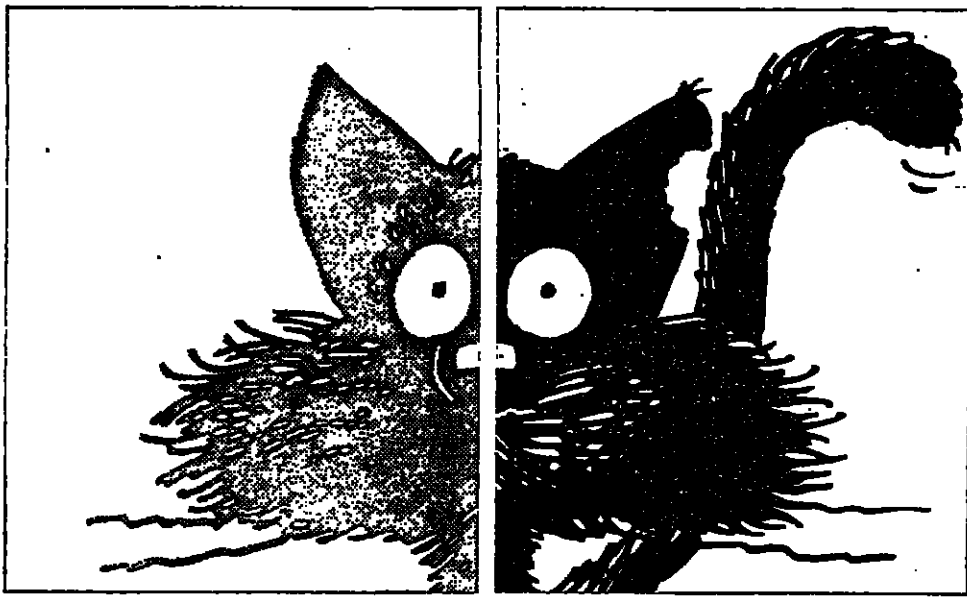
De notre correspondante

Copenhague. — Le gouvernement danois a fermement démenti les rumeurs qui ont circulé dimanche et lundi dans les capitales scandinaves faisant état d'une dévaluation imminente de la couronne danoise (cette opération était même annoncée pour mardi). C'est moins la dépréciation du franc qu'une réévaluation de jure ou de facto du mark qui inquiète les milieux économiques de Copenhague. Les représentants

de l'industrie locale, qui ont, par ailleurs, déploré vivement le pas franchi par Paris, estiment cependant qu'en l'occurrence ils ne perdront que 50 à 75 millions de couronnes (37 à 58 millions de francs). En 1975, les exportations danoises vers la France se sont élevées à 1 700 millions de couronnes (1 200 millions de francs); les importations de France à 3 milliards de couronnes (environ 1 500 millions de francs).

En revanche, les échanges du Danemark avec l'Allemagne de l'Ouest sont beaucoup plus importants et surtout le Danemark a, vis-à-vis de la R.F.A., d'énormes dettes publiques et privées qu'il lui faut rembourser progressivement et dont il doit aussi payer les intérêts. Le déficit de la balance commerciale entre les deux pays est de surcroît énorme et en défaveur du Danemark. — G. O.

En photocopie, tous les chats étaient gris.



Photocopie ordinaire.

Procédé «Cool-Fax» 3M.

Pas seulement les chats d'ailleurs. Les caractères aussi, et les dessins, et les photos, quand ils ne disparaissent pas purement et simplement. Aujourd'hui, on peut trouver des chats et des caractères toujours noirs sur des photocopies, celles des copieurs «Cool-Fax» 3M.

Avec le procédé «Cool-Fax», 3M vous garantit des photocopies aussi, ou même plus contrastées, que l'original, et une première copie qui arrive immédiatement sans préchauffage.

Vous trouverez dans la gamme des copieurs 3M «Cool-Fax» (291, 207 et le nouveau 391) celui qui correspond exactement à vos besoins: copies de livre, copies sur papiers couleurs et clichés offset. A partir de 500 copies-mois.



DIVISION INFORMATION COMMUNICATIONS GRAPHIQUES

Gamme «Cool-Fax» 3M. Les photocopies contrastées, maintenant ça existe.

Je désire recevoir plus de renseignements sur les copieurs à sec «Cool-Fax».

Nom _____
Société _____
Adresse _____

Tél. _____

3M FRANCE BOITE POSTALE N° 120 75019 PARIS TEL 202.80.80

LM

سكاك الامل

DE SORTIR

100 DE PLUS POUR LES PRIX AGRICOLES

Des vertus du franc vert

Le franc vert... (Text continues with various headlines and snippets, mostly illegible due to image quality).

EMPRUNTS 1976 TAUX DE RENDEMENT

Table with financial data, including interest rates and yields for various bonds.

CREDIT HO COMMERC ET INDUST

78, RUE OLIVIER DE SERRES 75739 PARIS - CEDEX 15

LA VIE ÉCONOMIQUE

DE SORTIR LE FRANC DU « SERPENT » MONÉTAIRE EUROPÉEN

1,4 % DE PLUS POUR LES PRIX AGRICOLES

Où les vertus du « franc vert »

Le 3 mars 1976, le « franc vert », utilisé pour le calcul des prix agricoles au sein du marché commun, avait été « dévalué » de 1,4 %. (la valeur de l'unité de compte européenne passant de 5,55 à 5,63 F.). Toutefois, après la rentrée du franc dans le « serpent », la monnaie française s'était valorisée, ce qui a rendu nécessaire, à compter du 15 mai 1976, l'application de montants compensatoires sur les échanges agricoles pour corriger les effets de ces variations monétaires.

En formulant une proposition de prix agricoles pour la campagne 1976-1977, la commission de Bruxelles a voulu supprimer les montants compensatoires ; ainsi a-t-elle proposé une réévaluation du « franc vert » de 1,4 %. Concrètement, l'augmentation moyenne des prix agricoles décidée par les Neuf, qui aurait dû être de 7,5 % en unités de compte, se trouve ramenée en francs à 6,1 %. Les ministres de l'Agriculture des Neuf s'étaient accordés, le 6 mars dernier, sur ce schéma, que la sortie du franc du « serpent » remet en question.

M. Fourcade, en indiquant que la France pourrait ne pas tenir compte de cette correction monétaire de 1,4 % et appliquer intégralement la hausse de 7,5 %, a demandé à la Communauté européenne de maintenir la parité de l'unité de compte à son niveau du 3 mars 1975 : 5,63 F. L'après, dans quelques jours, la Commission de Bruxelles aura constaté l'ampleur de la dépréciation moyenne du franc, elle a décidé qu'il convient ou non de répondre favorablement à M. Fourcade et éventuellement de rétablir des montants compensatoires sur les exportations et les importations de produits agricoles en France.

Les commentaires des milieux politiques

LE P.C.F. : indigne et scandaleux.

Le parti communiste a publié, lundi 15 mars, une déclaration qui indique :

« Durant plusieurs mois, M. Giscard d'Estaing a laissé se développer la spéculation contre le franc. Afin de ne pas gêner les candidats de la majorité, il a attendu le soir du second tour des élections cantonales pour prendre une décision. Ainsi, dans un but électoraliste, le pouvoir a fait perdre à la France une masse considérable de devises. C'est indigne. C'est scandaleux. »

La décision de M. Giscard d'Estaing aboutit en fait à dévaloriser notre monnaie.

« Cette dévaluation sanctionne l'échec de la politique économique mise en œuvre par le pouvoir giscardien. Elle montre combien la politique « européenne » et atlantique de dépendance à l'égard des impérialismes ouest-allemand et américain est néfaste pour la France. »

« LE CENTRE DÉMOCRATIQUE, que préside M. Jean Lecanuet, estime : « Il était sans doute insupportable, pour lutter contre la spéculation, de laisser à nouveau flotter le franc, mais une solution strictement nationale ne peut durablement protéger notre économie et permettre une nouvelle croissance. Les progrès de l'union politique de l'Europe, à commencer par l'élection du Parlement européen au suffrage universel, seront conditionnés par la solidarité réelle que sauront manifester les États européens face à la crise économique et monétaire. Si l'on veut que les jeunes croient à l'Europe, il ne faut pas qu'elle s'effondre devant chaque attaque des spéculateurs. »

« M. MICHEL JOBERT, fondateur du Mouvement des démocrates : « La sortie du franc du « serpent » monétaire — dévaluation déguisée — est un échec pour le président de la République, qui avait imposé en juillet 1975, contre toute prudence et réalisme, l'entrée de notre monnaie dans la zone mark. L'opération, différée intentionnellement pour tenir compte des élections cantonales, a été d'autant plus coûteuse pour la collectivité nationale qu'a perdu en huit jours le tiers de ses réserves. »

M. ROCARD : le gouvernement renonce à la défense monétaire.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré lundi : la sortie du franc du « serpent » est une défaite grave — et sur plusieurs fronts, intérieur et extérieur, économique et monétaire — pour le gouvernement. Seule l'affirmation d'une politique résolue, claire et crédible aurait pu épargner à la France une attaque brutale contre sa monnaie. Ce ne fut pas le cas, et le gouvernement n'osa même pas se donner pour tâche de défendre une nouvelle parité fixe, fit-elle nécessairement inférieure à la précédente. C'est dire qu'il renonce à la défense monétaire dont il avait fait un objectif prioritaire.

« Le chaos économique international commence à produire ses effets dans notre pays. Il devient sous les yeux plus évident que l'économie doit être contrôlée, les mouvements de capitaux soumis aux réglementations des puissances publiques, et d'abord de la France. Seul M. Fourcade s'obstine à nier l'urgence qui est la dégradation de notre situation économique. Le résultat de cet aveuglement est la perte de plus du tiers de nos réserves en devises. La spéculation dont notre monnaie a été victime n'est que la conséquence de l'échec de la politique sociale, économique et financière du gouvernement et du président de la République. Inflation non jugulée, chômage persistant, revalorisations au niveau de toutes les classes sociales, tel est le bilan désastreux d'une gestion incohérente et conservatrice que les Français, par leurs votes, viennent de sanctionner durement. »

« LE RAPPORT SUR LA REMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS MANUELS a été rendu, lundi 15 mars, au premier ministre par le Général, qui avait été chargé, en octobre 1975, de faire une étude en vue de revaloriser le travail manuel. »

Les réactions des professionnels

C. N. F. P. : pour un accord monétaire européen.

« Faute d'une solidarité suffisante de la part de nos partenaires aux accords de Rambouillet et de la Jaccard, le gouvernement a été la conviction, surdoute-induite, des pressions qui s'exercent depuis quelques semaines sur notre monnaie, en raison notamment de la sous-évaluation du mark et de l'affaiblissement de la livre sterling et de la lire, indique le C.N.F.P. dans un communiqué publié lundi 15 mars en fin de matinée. »

« Il faut espérer que le flottement du franc ne sera que de courte durée et que les conditions du rétablissement d'un système monétaire européen s'élargiront tous les jours. Le Communauté européenne sur la base de taux réalistes sera prochainement réunie. Le C.N.F.P. est, en effet, profondément attaché à l'existence d'un franc fort et stable sans lequel l'indépendance et l'ouverture de notre économie ne sauraient être assurées durablement. »

F.N.S.E.A. : une décision qui ajoute à la confusion monétaire.

La Fédération nationale des syndicates d'exploitants agricoles F.N.S.E.A. estime que « les pourparlers de la zone, qui ajoutent à la confusion monétaire et ajoutent aux producteurs agricoles en particulier ». La F.N.S.E.A. estime « que les pouvoirs publics doivent faire en sorte que les producteurs ne soient pas pénalisés, surtout après la très insatisfaisante fixation des prix agricoles qui vient d'intervenir ».

F.F.A. : les paysans ont été une fois de plus trompés.

La Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) affirme que les paysans « ont été une fois de plus trompés ». La dévaluation du franc intervenant une semaine après sa revalorisation par rapport à l'unité de compte européenne, selon la F.F.A., sont révélatrices de l'incapacité de l'Europe à réaliser une véritable unité économique. »

Dans la presse parisienne

L'AUBRE : l'artefact de la taxation des plus-values.

« Il crée les yeux de tout le monde que le flottement n'est qu'un expédient ; que l'incertitude qui pèse sur l'exécution de contrats commerciaux libellés en monnaies étrangères est un véritable problème de récession (on renonce à des transactions périlleuses) et d'inflation (tout vendeur se garantit contre le risque de chute en maintenant ses prix). »

« Il n'y a pas de prospérité possible sans monnaie sûre. M. Giscard d'Estaing avait très hautement défendu cette évidence à la conférence de Rambouillet et elle était inscrite dans la déclaration finale. (...) Mais le débat doit être élargi, et des problèmes de fond ne peuvent être ignorés. »

« Des erreurs de politique économique commises à Paris sont flagrantes. Les premiers départs de capitaux, sous propriété étrangère, ont été constatés quand le gouvernement a rendu publique son intention de « lâcher les plus-values ». (...) »

« Les malheurs du franc accroissent l'impression — fautive sans doute, mais c'est déjà trop qu'il faille le changer — que tout part à vau-l'eau ! »

(J. VAN DEN BESCH.)

LE FIGARO : manque de consensus social.

« Le principal perdant, c'est M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a été le maître de la zone, le calcul de rattacher notre monnaie à la devise allemande. En faisant rentrer le franc dans le « serpent », il nous a démentés que la France choisissait de se lier irrévocablement aux pays de rigueur. »

« Si M. Valéry Giscard d'Estaing a perdu son pari, c'est parce qu'il n'a pas eu les moyens de sa stratégie : il aurait fallu adopter une politique des revenus impitoyable et strictement contrôlée, progression des salaires, refusant de ne pas disposer d'un consensus social, il n'a pas osé mettre les Français devant leurs responsabilités. Il a choisi de donner le change. (...) »

« Maintenant, il faut reconnaître l'existence d'un franc, hostile à l'alignement de son taux de change sur son taux d'inflation, va lutter pour regagner le terrain perdu. Ainsi fut le premier flottement du franc en juillet 1974. Mais la situation présente est plus difficile. »

(ALAIN VERNEY.)

L'HUMANITÉ : contre la consommation populaire.

« En capitulant, le pouvoir consent une véritable prime aux spéculateurs. Les financiers qui jouissent de la baisse du franc pouront, en toute quiétude, empocher le bénéfice de l'opération. Le grand patronat, échantre des exportations à tout va, compte tirer profit de ce nouvel appauvrissement du pays. (...) Pour l'heure, cette dévaluation du franc correspond à une nouvelle pression sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Le C.N.F.P. ne s'y trompe pas, qui lance un appel à l'unité. Le prix des produits importés va augmenter, contribuant ainsi à une nouvelle poussée d'inflation. »

« Mais surtout, la dévaluation montre que le pouvoir patronal labient — avant tout — sur le développement des exportations au détriment de la consommation populaire. »

(JEAN-PIERRE GAUDARD.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le verdict des faits.

« Une coïncidence a voulu — les superstitieux auront noté que c'était hier les 15 de mars — que le soir même d'un assaut une sévère défaite électorale, le gouvernement se résignait à prendre une mesure qui signait à la fois une défaite de sa politique monétaire et une défaite de sa politique européenne. Mais l'agilité d'une coïncidence ? Ce que les électeurs ont sanctionné ces deux derniers dimanches, n'est-ce pas cette même agilité dans l'action qui a abouti à Bruxelles à une décision peu flatteuse pour le crédit de la France ? Et si n'est pas étrange que le vote populaire ait produit de peu le verdict des faits auquel a dû se soumettre M. Fourcade. »

(PHILIPPE TESSON.)

LES ECHOS : politique d'enfant de chœur.

« L'affaire du « serpent » est exemplaire de ce qui pourrait s'appeler « une stratégie d'enfant de chœur ». Le 10 juillet dernier, la France, sa bonne volonté européenne en bandoulière, réintègre avec fanfaronne le « serpent » monétaire. Son gouvernement explique qu'il n'est pas possible de laisser l'Allemagne, le Benelux et le Danemark constituer à eux seuls une sorte de bloc de l'Europe du Nord. Les Français se sont donc, au nom des grands principes européens, de donner l'exemple de la discipline. Elle paraît persuadée que ses partenaires, tout attendris par son courage, se mobiliseront pour l'aider. Hier évidemment, personne ne fait un geste qui ne soit dicté par la défense stricte de ses propres intérêts. Dans cette malheureuse aventure, la France perd beaucoup plus de devises qu'elle n'en a rapporté les efforts réalisés à l'extérieur par l'ensemble de ses entreprises pendant l'année 1975. (...) »

« Maintenant que le « prince » a démontré que personne d'autre n'avait le monopole du cœur, il serait probablement temps qu'il démontre aussi magistralement qu'il l'a fait de ses partenaires ou de ses adversaires n'a le monopole de l'aspir politique. »

(MICHEL TARDIEU.)

CHEFS D'ENTREPRISE RETROUVEZ VOTRE SOMMEIL.

Comment diriger une entreprise si les soucis de gestion vous empêchent de vous concentrer sur les tâches importantes. OBBO peut vous aider. La comptabilité par décalque OBBO est la plus simple et la plus efficace des instruments de gestion. Elle vous donne immédiatement votre situation de trésorerie et rend possible sa prévision. Elle permet une évaluation permanente de votre exploitation et fournit des résultats mensuels. OBBO, c'est aussi une assistance technique de mise en place, un mobilier de classement adapté et la Gestion Informatique intégrée.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Contre un coupon, et gratuite, une documentation d'explication.

M. Société Adresse

TE 0880, 9, rue de Mauberge, Paris 9^e. TEL : 878.25.50 et 25.06. M 8



LE PARCOURS DE L'HOMME MODERNE PASSE PAR LES MAINS DE REVE DES ESTHETICIENNES CORPORELLES VENUES D'EXTRÊME-ORIENT

TAO RELAX

L'indispensable étape de l'homme qui vit activement avec son temps.

SAUNA-RELAXATION MASSAGE

3, rue Washington
Champs-Élysées M° George V
Sur rendez-vous
389.00.66 - 226.08.21
OUVERT DE 12 H à 23 H

EMPRUNT 10,20 % 1976

GARANTI PAR L'ÉTAT

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 10,18 %

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Clôturé sans préavis B.A.O. au 15 Mars 1976.

78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15^e
75739 PARIS - CEDEX 15

(PUBLICITÉ)

Les Sociétés qui désirent se faire connaître et vendre leurs produits dans les Pays d'Europe de l'Est sont priées de faire connaître leur production dans la 4ème édition du :

CATALOGUE OFFICIEL DES FOURNISSEURS DES PAYS DU COMECON

SEUL OUVRAGE diffusé gratuitement et d'office par les organismes officiels des Pays du Comecon, en plusieurs milliers d'exemplaires, auprès des Ministères, Centrales, Responsables d'usine, etc., auprès des acheteurs effectifs de vos produits dans les Pays de l'Europe de l'Est. Ce véritable fichier d'achat en 4 langues, RUSSE, FR, ANG, ALL met à votre disposition ses milliers de rubriques, afin de faire connaître votre production aux utilisateurs de l'ouvrage. Pour de plus amples renseignements, communication de la 3ème édition et rendez-vous, veuillez retourner la carte réponse jointe à :

C.P.C.V. départ. p. c. s.
16 bis rue Joffroy 75017 PARIS
Tél : 267.11.92 / 93 / 94. Téléc : 640.871 F

Monsieur Société Adresse Téléphone

Je désire recevoir la visite d'un délégué du catalogue, officiel des fournisseurs du Comecon :

Téléphoner pour rendez-vous. Date Signature.

مکان العمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 15 MARS

Baisse des valeurs françaises

A la suite de la sortie du franc du serpent monétaire européen, et de la poussée spéculative aux élections cantonales, le marché des valeurs françaises s'est nettement accentué ce lundi avec un volume d'affaires cependant plus restreint.

De nombreux compartiments ont été affectés. Les valeurs électriques, avec à leur tête Alcatel (12 %), dont c'était le jour de reprise des cotations après deux semaines d'interruption, sont les plus touchées. Mais les banques (Lafarge, Cetelem), les assurances (Normandie), les sociétés d'investissement (Sofipar) et les sociétés de services (Sofipar) ont également subi une baisse notable.

Bref, les différents indices ont chuté d'environ 1 %. On a relevé toutefois, un certain nombre de points de fermes (Cofir, S.N.M., Imetel, Roussel-Uclaf, Sogefar, et notamment Bouygues, Lafarge, et la métallurgie (Chiers). Manifestement, la Bourse a accusé le coup. Mais elle garde la tête froide, ainsi qu'en témoigne la séance d'hier, la diminution de l'activité, mais aussi la baisse des valeurs inscrites à la cote. Ce comportement ne saurait évidemment en rien préjuger des séances futures.

Aux valeurs étrangères, les allemandes poursuivent leur mouvement de hausse, tandis que les américaines sont très déstabilisées en dépit de la baisse de Wall Street vendredi. L'ensemble des valeurs d'exportation de régimes du terrain perd 2 à 3 semaines. Forte hausse de l'indice Brandt, Buffelont et Ampol.

En liaison avec la hausse du dollar, l'or a effectué une vive remontée. Le lingot a gagné 700 F à 21 085 F et le napoléon 5 F à 535 F. Le volume des transactions a diminué : 19,29 millions de francs contre 23,50 millions.

Permet également de la rente à 4 1/2 % 1976, mais surtout du 7 % 1973, qui a atteint son plus haut niveau de toujours.

LONDRES

Par solidarité avec Wall Street, le marché londonien a subi une baisse marquée, mais avec peu d'affaires. Arrivées des pétroliers. Stabilité des fonds d'Etat. Nouvelle avance des mines d'or.

DR (ouverture) (dollar) : 133 36 contre 133 30

CLÔTURE : 133 36

COULISSE : 133 36

War Loan 3 1/4 % : 28 1/4

British Petroleum : 281 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

Imperial Chemical : 412 1/2

NEW-YORK

Wall Street s'est fortement replié lundi. Pour la deuxième séance consécutive. L'indice Dow Jones a chuté de 15,14 points après un avoir perdu 15,04 à la séance de vendredi. Le volume de transactions a toutefois assez nettement diminué : 28 millions de titres ont été échangés contre 26 millions.

Selon les spécialistes, les remous monétaires qui agitent actuellement l'Europe n'ont été qu'une partie responsable de la chute des cours. A la confusion causée par la sortie du franc du serpent monétaire, s'ajoute la forte progression du marché des valeurs étrangères. Les investisseurs ont fait le plein de leur portefeuille, et certains, soucieux de ne pas perdre de vue les bénéfices potentiels de ces valeurs, ont fait passer les cours de 1,52 titres, tandis que 225 parvenaient à dépasser 300. General Electric, General Motors, Mobil Oil, L.S.M. et du Pont de Nemours ont perdu plusieurs points.

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

Indice Dow Jones : transports, 255,5 (255,5) ; services publics, 55,7 (55,7).

VALEURS

Cours précédents, Dernier cours

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

BOURSE DE PARIS - 15 MARS - COMPTANT

VALEURS, Cours précédents, Dernier cours

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Alcatel (S.A.) : 138 40

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
— Moscou affirme que la conférence sur le droit de la mer.
2. **PROCHE-ORIENT**
— Moscou affirme que la politique du président Sadate « va à l'encontre des intérêts nationaux de l'Egypte ».
3. **AMERIQUES**
4. **EUROPE**
— Une « table ronde » d'historiens sur le XX^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.
— **LIBRES OPINIONS** : « Faire l'Europe », par Raymond de Geoffroy de La Pradelle.
7. **AFRIQUE**
7. **ASIE**
— **INDONESIE** : dans l'Ouest de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, une rébellion mal connue.
- 8-9. **POLITAQUE**
— Après le second tour des élections cantonales.
- 10-11. **EDUCATION**
— La réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire.
11. **SOCIETE**
— Un colloque à Bruxelles sur l'image de la femme dans la C.E.E.
11. **DEFENSE**
— Une discussion populaire dans le cadre européen est proposée à l'U.E.O. par un parlementaire socialiste.
11. **RELIGION**
12. **LES REGIONS**
— Quatre-vingt-deux villes moyennes : la liste est close.
13. **EMPLOI ET REGIONS**
— **QUALITE DE LA VIE** : les conséquences de la nouvelle heure d'été.
16. **JUSTICE**
— **POINT DE VUE** : « Des réformes pour la profession d'avocat », par André Damien.

LE MONDE DE LA MEDICINE

Pages 17 et 18

- Ombres et succès de la conception.
- Un débat contradictoire sur les laits pour nourrissons.
- Point de vue : « Les enfants des fumées », les meilleurs clients des médecins, par le Dr Gilles Sald.

19. L'ACTUALITE SCIENTIFIQUE

— Le fiasco de General Atomic.

20-22. ARTS ET SPECTACLES

— THEATRE : Fables bourgeoises - à Villeneuve.

30. PRESSE

— L'événement : La France et les matières premières.

32-34. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— MONNAIE : après le flottement du franc.

34. FONCTION PUBLIQUE

— Les syndicats de fonctionnaires se prononcent sur les nouvelles propositions du gouvernement.

LIRE EGLEMENT

RADIO-TELEVISION (23)

Annuaire classé (24 à 29) : Aujourd'hui (29) ; Carnet (24) ; « Journal officiel » (25) ; Météorologie (23) ; Mots croisés (23) ; Bourne (23).

Le numéro du « Monde » daté 16 mars 1976 a été tiré à 671 914 exemplaires.

LATREILLE
DU TRES BEAU VETEMENT
POUR HOMMES
COSTUMES PURE LAINE depuis 695 F
POUR DAMES
TAILLEURS ET ENSEMBLES
depuis 595 F
62 - St-Andre-des-Arts, 6^e
PARKING RESERVE
CARROUSSE SUR DEMANDE

TRADUCTIONS

M. Pierre Juillet est nommé « conseiller auprès du premier ministre »

Le Journal officiel du 16 mars publie un arrêté signé de M. Jacques Chirac nommant M. Pierre Juillet « conseiller auprès du premier ministre ».

Le titre de « conseiller auprès du premier ministre » donné à M. Pierre Juillet souligne la place particulière qu'il occupe auprès de M. Chirac. Situé hors de la hiérarchie du cabinet, il sera en relation directe avec le chef du gouvernement pour étudier les dossiers que celui-ci lui confiera et surtout pour traiter avec lui des problèmes politiques. Le moment choisi pour nommer M. Juillet correspond à la volonté du premier ministre et du président de la République de réformer et de renforcer l'action politique de la majorité. Ainsi se reconstruit auprès de M. Chirac l'équipe de conseillers politiques qui se trouvait à l'Elysée durant le septennat de Georges Pompidou, puisque M. Juillet retrouvera Mme Germaine Tillion, qui occupe à l'Elysée la fonction de conseillère technique.

M. Chirac connaît M. Juillet de longue date et il continuait de le voir — à titre privé — depuis son arrivée à l'Hôtel Matignon à l'occasion des voyages qu'il faisait à Paris lorsqu'il quittait sa province de la Creuse. M. Pierre Juillet entretient également des relations personnelles et anciennes avec M. Valéry Giscard d'Estaing.

Les grèves dans le secteur public

PERTURBATIONS DU TRAFIC S.N.C.F. DES MERCREDI MATIN

Selon la direction de la S.N.C.F., la grève déclenchée le 17 mars à 0 heure par la Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) entraîne les perturbations suivantes pour la journée de mercredi :

● Sur les grandes lignes, en moyenne un train sur deux circule, sauf au départ de Paris-Saint-Lazare et de Montparnasse où le trafic sera normal.

● Sur les réseaux de banlieue, même fréquence (un train sur deux en moyenne), sauf dans les directions de Mantes et d'Argenteuil (Paris-Saint-Lazare), où le trafic sera assuré comme d'ordinaire, et à Paris-Montparnasse où il sera « pratiquement normal ».

Les prévisions pour la journée de jeudi n'étaient pas encore établies ce mardi matin, mais il est à prévoir que les perturbations seront plus importantes, étant donné que les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des cheminots ont aussi appelé à cesser le travail le 18 mars, jusqu'au vendredi 19 heures.

D'autre part la direction de la R.A.T.P. indique que le trafic du métro a été assuré, le 15 mars, à 20 % aux heures d'affluence (entre 7 heures et 9 heures et entre 17 h 30 et 19 h 30), et à 15 % dans le reste de la journée. En revanche, la grève déclenchée lundi par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome du réseau ferré a moins touché le trafic des autobus qui, selon la direction, a été assuré à 70 % en banlieue et 85 % à Paris.

● Une trentaine d'artistes, membres du Salon de la jeune peinture, occupé depuis le lundi 15 mars le Centre national Georges-Pompidou pour protester contre l'expulsion de dix Salons de peinture des locaux que la Ville de Paris mettrait traditionnellement à leur disposition, quitte de New-York.

Cyclades et Côtes sud Turquie

Les eaux bleues et le soleil éclatant de l'Égée, le charme souriant des îles grecques, les paysages magnifiques des côtes Sud de Turquie, les petites plages retirées et les colonnades d'éméraude, les vestiges admirables des civilisations gréco-romaines, c'est ce que nous vous proposons cet été. Mais si vous partez en mai ou juin, vous connaîtrez en plus les enques en fleurs, les collines verdoyantes, les mille odeurs des herbes sauvages, les petits ports pittoresques animés des seuls autochtones. A ces dates, nous assurons les départs, même si vous êtes seulement 4, sans supplément de prix, vous aurez le privilège de

VOUS VOULEZ CESSER DE FUMER

Nous pouvons vous y aider. L'Association Nationale contre le tabacisme vous propose de

NOUVELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

Les forces frontalières israéliennes mises en état d'alerte

A Paris

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR DISSOUT UNE ORGANISATION ANTIFASCISTE ESPAGNOLE

Un arrêté du ministre de l'Intérieur publié au Journal officiel du 15-16 mars prononce la dissolution de l'association dénommée « Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) », conformément au décret-loi du 12 avril 1959 relatif à la constitution des associations de étrangers et au décret-loi du 1^{er} septembre 1959. L'arrêté précise que les dirigeants de l'association dissoute doivent procéder à la liquidation des biens dans le délai d'un mois.

Créé en janvier 1974, le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) groupait diverses organisations d'extrême gauche à parti communiste marxiste-léniniste espagnol, Organisation syndicale ouvrière, Fédération unitaire démocratique espagnole, Union populaire paysanne, Union populaire des femmes, Jeunes communistes espagnols marxistes-léninistes, Fédération des étudiants démocrates de l'enseignement secondaire, Union populaire des artistes, etc.

Le but du FRAP était de former des groupes armés dans les usines, dans les entreprises et dans l'armée, à Madrid, trois d'entre eux étaient dirigés par des militants du FRAP et des militants du mouvement de la jeunesse.

Après une série d'arrestations au début de septembre, cinq militants du FRAP étaient condamnés à mort le 18 septembre par un conseil de guerre à Madrid, l'un d'eux étant exécuté peu après.

La section de Paris du FRAP soutenait l'action du Front en organisant des manifestations, des meetings et des conférences de presse.

Le chômage tend à se stabiliser

Les nouvelles demandes ont fortement diminué en février

La diminution des demandes d'emploi enregistrées au cours du mois (170 500) sont inférieures de 15,1 % à celles de janvier et de 6 % à celles enregistrées au cours du mois de février 1975.

Selon M. André Bergeron, secrétaire général de l'ONEDIC, le nombre des bénéficiaires des allocations de chômage complémentaire (ASSÉDIC) a globalement augmenté de 2,7 % en février (477 000 au lieu de 464 250 fin janvier), mais le nombre des nouveaux dossiers déposés en cours de mois a diminué de 12,3 % (307 451 au lieu de 350 596). Les réserves du régime, a ajouté M. Bergeron, se situent à présent à 20 millions de francs, soit trois mois de prestations.

Enfin, dernier élément relativement favorable : le nombre des journées indemnisables au titre de chômage partiel (1 229 000 en janvier) est inférieur à celui du mois de décembre.

Après l'annonce de cinq cent quinze licenciements dans l'Isère

Le personnel de Rhône-Poulenc-Textile observe une grève de vingt-quatre heures

Le personnel des dix-huit usines françaises du groupe Rhône-Poulenc-Textile observe, ce mardi 16 mars, une grève de vingt-quatre heures pour protester contre les mesures anti-sociales de Rhône-Poulenc-Textile et de M.M. de la Casinière, directeur de l'entreprise du Pégay-de-Roussillon (Isère), qui ont cessé le travail, lundi, avec occupation des locaux.

Ce mouvement a été déclenché après la décision, prise au cours d'une séance extraordinaire du comité central d'entreprise, de la direction de Rhône-Poulenc-Textile de licencier cinq cent quinze des huit cent cinquante et un salariés de l'entreprise du Pégay-de-Roussillon (licensure d'admission). Selon la direction, les autres travailleurs de cette usine seraient soit reclassés dans la branche chimie — ce qui est mis en doute par les syndicats, — soit mis en pré-retraite.

Les syndicats, qui refusent tout licenciement affirmant qu'ils ont prévenu, il y a déjà trois ans, la

direction de Rhône-Poulenc-Textile de la possibilité de reconstruire les productions d'acétate. Deux mille personnes ont manifesté lundi 15 mars, devant l'usine de l'Isère, contre « les mesures anti-sociales de Rhône-Poulenc-Textile ».

Le mouvement de grève a été déclaré dans la nuit du 15 au 16 mars, après avoir jugé « inacceptables » les propositions faites par la direction. Les syndicats réclament, notamment, une augmentation de salaire de 800 francs par mois pour toutes les catégories de personnel et la réduction des cadences de travail.

LES FORCES FRONTALIÈRES ISRAÏENNES MISES EN ETAT D'ALERTE

Les forces israéliennes postées à proximité de la frontière libanaise ont été placées en état d'alerte, et toutes les permisances

En Chine

Le chef du gouvernement laotien est reçu à Pékin après avoir assisté au congrès du P.C. soviétique

De notre correspondant

Pékin. — Le premier ministre laotien, M. Kayson Phommavanh, aura été l'un des rares chefs de gouvernement à être reçu, à moins de quinze jours d'intervalle, par les dirigeants de Moscou et par ceux de Pékin. Cela suppose un art, un sens de l'équilibre dont il a donné la preuve lundi soir 15 mars au banquet qui lui était offert au palais de l'Assemblée nationale. Il était arrivé le même jour de Vientiane et avait auparavant assisté au XX^e congrès du P.C. soviétique.

Evitant de faire écho au premier ministre chinois par intérim, M. Hua Guo-feng, qui avait une fois encore dénoncé les ambitions « hégémoniques » de certains superpays pour « précher la détente » pour « soumettre de nouveaux pays à sa sphère d'influences », M. Phommavanh se borna à dénoncer prudemment « l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme ». De même, il se félicita chaleureusement la République populaire pour l'aide qu'elle a apportée aux révolutionnaires laotiens, il a exprimé également sa « profonde reconnaissance aux autres pays socialistes frères » pour leur « contribution substantielle » à la victoire de la révolution dans son pays. A quelques nuances près, on aurait cru entendre le premier ministre nord-vietnamien.

Il existe apparemment quelques différences entre la diplomatie chinoise et la diplomatie laotienne. Le premier ministre vient de déclarer que l'on aurait peut-être préféré à Pékin que cette première visite en Chine du chef du nouveau gouvernement

républicain, démocratique et populaire laotien n'intervienne pas après qu'il se soit déjà rendu à Moscou. De même, la Chine a, pour certains pays du Sud-Est asiatique encore peu révolutionnaires, comme la Thaïlande, des indulgences que ne partage pas M. Phommavanh (qui n'a pas, parmi les proches amis du Laos révolutionnaire, que du Cambodge et du Vietnam).

Si sensibles que soient ces différences, il est clair néanmoins que le chef du gouvernement laotien est reçu dans la capitale chinoise, selon l'expression de M. Hua Guo-feng, en représentant d'un « peuple frère » avec lequel les relations « amicales depuis l'Antiquité » ne sauraient que s'améliorer encore depuis qu'il s'est engagé sur la voie du socialisme. Loin de négliger cet aspect de la situation, M. Phommavanh a exprimé « l'ardent espoir » que la Chine, le gouvernement et le peuple chinois continueraient à accorder au Laos « leur soutien et leur aide multiforme ».

● Une nouvelle revue consacrée à la Chine. — De jeunes Français ayant étudié en Chine ont décidé de publier des textes de la presse chinoise non traduits jusqu'à présent et qu'ils regroupent dans une revue trimestrielle, *Vent d'Est*, dont le premier numéro vient de paraître. (*Vent d'Est*, Editions du Centenaire, 24, rue Philippe-de-Girard, 75010, Paris. L'exemplaire coûte 5 F, l'abonnement, 19 F.)

Au Pérou

Le gouvernement remplace les directeurs de six journaux qu'il contrôle

Correspondance

Lima. — Le gouvernement péruvien a décidé, le lundi 15 mars, de remplacer les directeurs de six des sept quotidiens et socialistes de la capitale, ainsi que celui de l'organe officiel du Pérou. Le gouvernement paraît avoir l'intention de respecter en général l'équilibre politique antérieur, mais un glissement à droite est cependant perceptible. Le cas le plus difficile sera vraisemblablement celui du journal *Expresso*, celui-ci, qui exprimait les idées du secteur le plus à gauche du régime, a été confié à un nouveau directeur connu pour être d'une autre tendance.

Cette mesure survient au moment où d'insistantes rumeurs dans la capitale font état de changements au gouvernement. On attend, d'autre part, l'imminente sortie du plan « Tupac Amaru », le plan de gouvernement de la capitale pour les prochaines élections, au cours desquelles des lignes de la seconde phase du « processus révolutionnaire » péruvien. Les changements dans la presse pourraient constituer une préparation.

Plusieurs de ces journaux, tout en soutenant globalement le régime, n'hésitent pas à critiquer certains aspects de la politique gouvernementale.

Les mesures du 15 mars constituent-elles une reprise en main ? Le gouvernement paraît avoir l'intention de respecter en général l'équilibre politique antérieur, mais un glissement à droite est cependant perceptible. Le cas le plus difficile sera vraisemblablement celui du journal *Expresso*, celui-ci, qui exprimait les idées du secteur le plus à gauche du régime, a été confié à un nouveau directeur connu pour être d'une autre tendance.

Cette mesure survient au moment où d'insistantes rumeurs dans la capitale font état de changements au gouvernement. On attend, d'autre part, l'imminente sortie du plan « Tupac Amaru », le plan de gouvernement de la capitale pour les prochaines élections, au cours desquelles des lignes de la seconde phase du « processus révolutionnaire » péruvien. Les changements dans la presse pourraient constituer une préparation.

THIERRY MALINIAK.

Selon le « Washington Post »

LA C.I.A. ESTIME QU'ISRAËL POSSEDE DE DIX A VINGT ARMES NUCLEAIRES

Washington (A.P.). — Selon le « Washington Post », qui évoque des déclarations faites par de hauts responsables de la C.I.A. au cours d'une réunion d'information organisée la semaine dernière à Langley, en Virginie, l'Israël dispose de dix à vingt armes nucléaires « prêtes à servir ».

M. Georges Bush, directeur de la C.I.A., a refusé de confirmer les informations du « Washington Post » et a regretté cependant que le contenu de la réunion d'information organisée par la C.I.A. d'hommes de sciences nucléaires ait été diffusé dans la presse. Les participants à la réunion avaient été invités à ne pas prendre de notes.

LA CANNE A SUCRE

BAB 23.25 DINER-SPECTACLE

LE TELEX

M. Ford consolide son avance aux primaires de l'Illinois

PAGE 4

LA CRISE

LONDRES : M. C.

FIN DE PARTIE

Le premier ministre britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.

Le chef du gouvernement britannique, M. Harold Wilson, a annoncé hier soir qu'il ne se présenterait pas aux élections générales d'octobre prochain.